

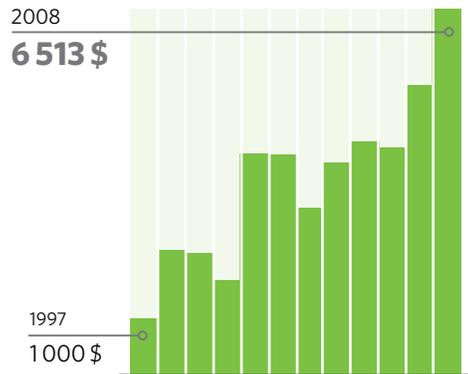
UNIS
POUR ALLER
PLUS LOIN



Cotée à la Bourse de Toronto (TSX) depuis le 15 octobre 1997, Saputo célèbre son dixième anniversaire en tant que société publique. Elle a depuis connu une évolution soutenue tant au niveau de sa performance financière que de son expansion.

ÉVOLUTION D'UN INVESTISSEMENT

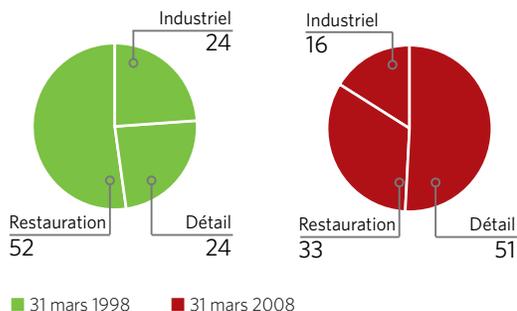
(en dollars)



Lorsque les actions ont été émises pour la première fois en 1997, leur valeur était de 17 \$ chacune. Depuis, l'action a été fractionnée à deux reprises, en novembre 2001 et en décembre 2007. Le graphique ci-contre démontre l'évolution d'un investissement de 1000 \$ le 15 octobre 1997.

	31 MARS 1998	31 MARS 2008
EMPLOYÉS	3 100	9 200
PRODUCTION	21 USINES - Canada 7 - États-Unis 14	47 USINES - Canada 26 - États-Unis 17 - Argentine 2 - Allemagne 1 - Royaume-Uni 1
QUANTITÉ DE LAIT TRANSFORMÉ ANNUELLEMENT	2,6 milliards de litres	5 milliards de litres
PRODUITS	Fromages et ingrédients laitiers	Fromages, lait, yogourts, ingrédients laitiers et petits gâteaux

RÉPARTITION DES REVENUS PAR SEGMENT DE MARCHÉ (%)



RÉPARTITION DES REVENUS PAR SECTEUR (%)

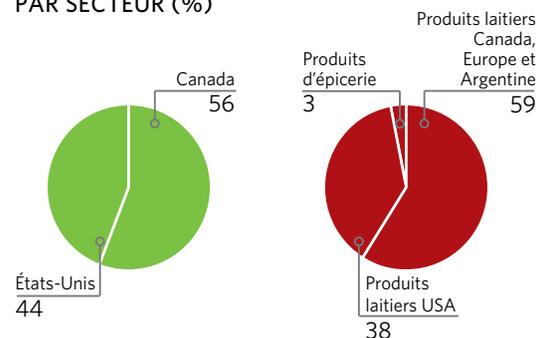


TABLE DES MATIÈRES

- Faits saillants 01 ● Message du président du conseil d'administration 02 ● Message du président et chef de la direction 04 ●
- Revue de l'exploitation 06 ● Bilan social 14 ● Rapport de gestion 18 ● États financiers consolidés 39 ●
- Notes complémentaires aux états financiers consolidés 43 ● Renseignements à l'intention des actionnaires 59 ●

FAITS SAILLANTS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les données par action et ratios)	2008	2007	2006
Revenus			
Secteur Produits laitiers			
CEA ¹	2 966 293 \$	2 794 099 \$	2 651 402 \$
USA	1 927 983	1 036 830	1 206 601
	4 894 276	3 830 929	3 858 003
Secteur Produits d'épicerie	164 624	170 051	164 207
	5 058 900 \$	4 000 980 \$	4 022 210 \$
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA)²			
Secteur Produits laitiers			
CEA	363 365 \$	317 086 \$	261 593 \$
USA	145 478	82 890	78 300
	508 843	399 976	339 893
Secteur Produits d'épicerie	17 201	26 356	26 072
	526 044 \$	426 332 \$	365 965 \$
Bénéfice net	288 200 \$	238 467 \$	192 102 \$
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	291 062 \$	343 501 \$	299 567 \$
Fonds de roulement	416 292 \$	521 114 \$	423 623 \$
Total de l'actif	2 733 476 \$	2 488 367 \$	2 253 933 \$
Dette portant intérêts ³	282 704 \$	116 140 \$	241 854 \$
Capitaux propres	1 619 160 \$	1 533 018 \$	1 402 543 \$
Par action⁴			
Bénéfice net			
De base	1,40 \$	1,15 \$	0,92 \$
Dilué	1,38 \$	1,14 \$	0,91 \$
Dividendes déclarés ⁵	0,48 \$	0,40 \$	0,36 \$
Valeur comptable	7,86 \$	7,39 \$	6,74 \$
Ratios financiers			
Dette portant intérêts / Capitaux propres	0,17	0,08	0,17
Rendement sur les capitaux propres moyens des actionnaires	18,3 %	16,2 %	14,1 %

1 Secteur Produits laitiers Canada, Europe et Argentine.

2 Mesure de calcul des résultats non conforme aux principes comptables généralement reconnus.

La Société évalue son rendement financier sur la base de son BAIIA qui est défini comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (incluant la dévaluation du placement de portefeuille pour l'exercice 2006). Le BAIIA n'est pas une mesure de rendement définie par les principes comptables généralement reconnus du Canada et, conséquemment, peut ne pas être comparable aux mesures présentées par d'autres sociétés. Voir la section « Mesure de calcul des résultats non conforme aux principes comptables généralement reconnus ».

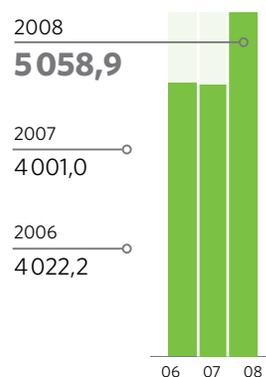
3 Nette des espèces et quasi-espèces.

4 Les nombres et les prix d'actions ordinaires mentionnés ont été ajustés afin de tenir compte du dividende de 100 % déclaré sur les actions le 10 décembre 2007, ayant eu le même effet qu'un fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une.

5 Aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu et des autres législations provinciales similaires, tous les dividendes versés à compter du 1^{er} janvier 2007 constituent des dividendes déterminés, et ce, jusqu'à avis contraire.

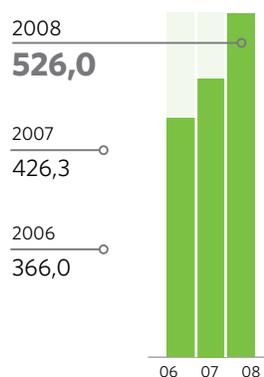
REVENUS

(en millions de dollars)



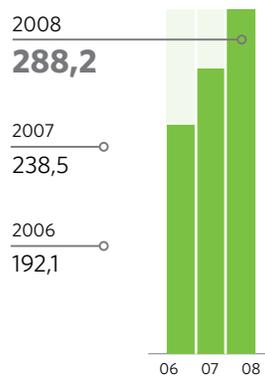
BAIIA

(en millions de dollars)



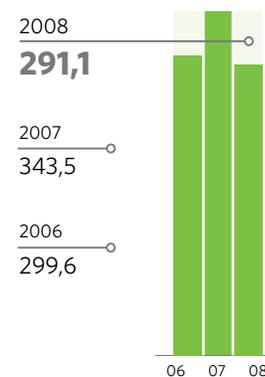
BÉNÉFICE NET

(en millions de dollars)



FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION

(en millions de dollars)





LE SAVOIR NOUS **GUIDE** VERS DEMAIN

La Société que ma famille et moi avons fondée il y a plus de 50 ans célèbre cette année son 10^e anniversaire en tant qu'entreprise publique. De nombreux changements sont survenus depuis mais, à la base, Saputo est demeurée fidèle à sa personnalité. Nous fabriquons des produits de qualité créés par notre équipe d'employés dévoués, et nous continuons d'encourager le travail d'équipe tout en poursuivant la promotion d'un environnement familial au sein de la Société.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

EMANUELE (LINO) SAPUTO
Président du conseil

ANDRÉ BÉRARD
Administrateur de sociétés

LUCIEN BOUCHARD
Associé principal, Davies Ward
Phillips & Vineberg s.r.l.

PIERRE BOURGIE
Président et chef de la direction,
Société Financière Bourgie inc.

FRANK A. DOTTORI
Président,
Fadco Consulting inc.
et directeur général,
division d'Ethanol cellulosique
de Greenfield Ethanol

JEAN GAULIN
Administrateur de sociétés

CATERINA MONTICCILOLO, CA
Présidente,
Julvest Capital inc.

LINO A. SAPUTO, JR.
Président et chef de la direction,
Saputo inc.

PATRICIA SAPUTO, CA, ICD.D
Chef des finances,
Placements Italcant inc.

LOUIS A. TANGUAY
Administrateur de sociétés

Notre structure simple et notre esprit d'entrepreneurship favorisent une étroite collaboration entre les employés, ce qui a permis à la Société de se tailler la place qu'elle occupe aujourd'hui. À titre de président du conseil d'administration, je suis fier de l'équipe qui m'entoure de même que de chaque personne qui contribue au succès de Saputo. Je me réjouis de constater que nos employés continuent d'exceller ensemble vers l'atteinte d'objectifs communs.

CROIRE À LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Ce principe anime également les membres du conseil d'administration. Nous nous faisons un devoir de prendre des décisions qui sont dans le meilleur intérêt des actionnaires de Saputo.

Afin de nous aider à réaliser pleinement notre mandat, nous accordons une importance particulière au savoir. Individuellement et collectivement, nous évaluons notre rendement de façon régulière afin d'optimiser la contribution que nous apportons à Saputo. Voilà pourquoi, au cours des dernières années, les membres du conseil ont bénéficié de présentations sur des sujets qui leur permettent de mieux saisir l'industrie au sein de laquelle évolue Saputo. Conformément à cette approche, les membres du conseil visitent chaque année une ou plusieurs de nos usines, choisies sur une base de rotation. Cette façon de faire leur permet d'expérimenter la culture Saputo.

Le conseil d'administration est composé de deux comités : le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines et le comité de vérification. Leur président respectif présente, à chaque assemblée, un sommaire du travail et des réalisations du comité, lequel est suivi d'une période de discussion. Ce degré de communication entre les membres du conseil et ses comités permet aux membres d'être mieux informés quant au travail en cours et aux comités de bénéficier de l'expérience de tous les membres.

Également responsable de la gérance de la Société, le conseil d'administration juge qu'il est important de s'évaluer en fonction de l'évolution de la Société. Ainsi, nous avons estimé qu'il s'avérerait approprié cette année de proposer, en plus des dix administrateurs actuels, la nomination de deux nouveaux administrateurs, lesquels sont indépendants. Un Conseil de douze membres permettrait de refléter la croissance de la Société au cours des dernières années.

Le conseil d'administration est d'avis que l'intérêt détenu dans la Société par son actionnaire principal permet de s'assurer que les intérêts de celui-ci correspondent à ceux de tous les autres actionnaires. Toutefois, bien que les fondateurs de la Société soient représentés au conseil, celui-ci est composé majoritairement d'administrateurs indépendants qui se rencontrent seuls après chaque réunion ordinaire. Chaque comité est composé uniquement d'administrateurs indépendants tandis que le conseil compte également un administrateur en chef, lequel est indépendant. En outre, les postes de président du conseil d'administration et de chef de la direction sont distincts. Veuillez consulter la circulaire d'information datée du 5 juin 2008 pour obtenir de plus amples renseignements sur les pratiques de la Société en matière de gouvernance d'entreprise.

Individuellement et collectivement, nous évaluons notre rendement de façon régulière afin d'optimiser la contribution que nous apportons à Saputo.

RECONNAÎTRE LES EFFORTS CONCERTÉS

Je désire remercier sincèrement les membres du conseil d'administration pour l'encadrement, le soutien et les conseils qu'ils m'ont apportés au fil des ans. Bien que chaque contribution soit unique, les membres du conseil se complètent. Il s'agit d'un groupe de valeur, et je suis persuadé que leur expertise nous aidera à amorcer un nouvel exercice en pleine possession de nos moyens.

J'apprécie également la relation que nous entretenons avec nos clients et nos partenaires que je remercie pour leur fidélité envers notre Société. Nous continuerons d'offrir le meilleur de Saputo, conformément à nos normes rigoureuses en matière de produits et de service.

En conclusion, la passion inouïe qui anime les employés de Saputo permet à la Société d'aller plus loin année après année. Leur dévouement incontestable nourrit nos rêves et nous aide à atteindre les objectifs que nous nous fixons. Je les remercie de leur dévouement et de leur travail extraordinaire qui contribue à notre succès.



LINO SAPUTO

Président du conseil d'administration



HAUTE DIRECTION

De gauche à droite :

LINO A. SAPUTO, JR.
Président et
chef de la direction

CLAUDE PINARD
Président et chef de l'exploitation,
Division Boulangerie

PIERRE LEROUX
Vice-président exécutif,
ressources humaines
et affaires corporatives

LOUIS-PHILIPPE CARRIÈRE
Vice-président exécutif,
finances et administration

DINO DELLO SBARBA
Président et chef de l'exploitation,
Division Produits laitiers (Canada)
et par intérim (Europe et Argentine)

TERRY BROCKMAN
Président et chef de l'exploitation,
Division Produits laitiers (USA)

**POUR SUIVRE
NOS OBJECTIFS
ENSEMBLE**

Au cours des dix dernières années, soit depuis notre premier appel public à l'épargne, nous avons pris de l'expansion pour devenir une entreprise laitière d'envergure internationale.

Depuis nos débuts et tout au long de notre évolution, nous avons conservé la culture qui distingue notre Société, en accordant une grande importance aux principes fondamentaux qui ont permis d'établir Saputo il y a plus de 50 ans. Nous maintenons notre engagement visant à offrir des produits de qualité, de même que notre reconnaissance envers nos employés qui sont les pierres angulaires de notre succès.

Notre progrès est manifeste, comme en témoignent nos résultats solides et continus. Les revenus totaux de l'exercice terminé le 31 mars 2008 ont atteint 5,059 milliards de dollars, comparativement aux modestes, mais très respectables revenus de l'exercice 1998 qui se chiffraient à 817,2 millions de dollars. Au cours de la dernière décennie, notre BAIIA a augmenté de 430,6 millions de dollars, avec 526,0 millions de dollars pour le présent exercice, tandis que le bénéfice net a grimpé de 243 millions de dollars, totalisant 288,2 millions de dollars pour 2008.

En outre, lorsque les actions de notre Société ont été inscrites à la Bourse de Toronto (TSX), le 15 octobre 1997, une action était évaluée à 17 \$ et a depuis été fractionnée à deux reprises à la suite de dividendes en action. Compte tenu de la valeur d'une action de Saputo, un placement de 1000 \$ en 1997 aurait une valeur de 6513 \$ à la fin de l'exercice, excluant les retours sur les dividendes.

Les efforts soutenus de nos employés, dont l'expertise constitue un volet essentiel de notre fondation, ont grandement contribué à ces réalisations. En tant que 15^e plus important transformateur laitier au monde, nous employons à l'heure actuelle 9 200 hommes et femmes dévoués, répartis dans 5 pays, qui fabriquent nos produits maintenant distribués dans plus de 40 pays.

UNE ANNÉE DE CHANGEMENT

Au cours des 12 derniers mois, nous avons réussi à poursuivre notre croissance grâce à notre expansion considérable aux États-Unis réalisée par l'entremise des acquisitions des activités fromagères industrielles de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine en avril 2007 et, en avril 2008, de celles d'Alto Dairy Cooperative. Par ailleurs, notre rentabilité a augmenté aux États-Unis, au Canada et en Argentine, ce qui nous a permis de renforcer nos activités de base. Nous avons également acquis une meilleure compréhension du marché européen par l'entremise de nos activités en Allemagne et au Royaume-Uni. De plus, l'industrie laitière a connu de nombreux changements au sein de chacune

de nos divisions. Saputo n'a pas reculé devant ce défi et, fidèles à notre tradition, nos employés ont travaillé ensemble pour dégager des moyens efficaces d'aborder les difficultés et de les surmonter.

Bien que les conditions du marché canadien soient demeurées stables en terme général, certains changements législatifs ont été introduits en ce qui a trait à la composition des fromages et à l'étiquetage des produits. Se préparer pour les amendements à la réglementation se révèle un processus continu pour notre Division Produits laitiers (Canada). Par conséquent, bien que cela puisse parfois s'avérer un défi, nous serons conformes aux nouvelles exigences canadiennes qui prendront effet en décembre 2008, et nous avons l'intention d'atténuer l'incidence potentielle qu'elles pourraient avoir sur nos activités tout en déployant des efforts pour contrer l'impact sur nos clients.

Certains marchés, comme celui des États-Unis, sont plus volatils que le marché canadien. En raison de différents systèmes de prix, la Division Produits laitiers (USA) continue de composer avec les fluctuations du prix du lactosérum et des disparités à l'égard des allocations manufacturières des fabricants même si certains changements positifs ont été apportés, par des organismes de contrôle, en lien avec les formules de calcul. Tandis que la majorité des produits aux États-Unis affichaient en moyenne des prix relativement élevés, le marché du lactosérum en poudre, qui joue un rôle déterminant dans le coût du lait, a atteint des niveaux sans précédent. Combinée à des conditions de marché instables, cette situation demeure difficile. Néanmoins, nous continuons d'axer nos efforts sur notre développement puisque le marché américain constitue un élément clé de notre stratégie de croissance.

Au cours du dernier exercice, le marché de l'Argentine a également connu certaines difficultés. Alors que nos dépenses en immobilisations sont complétées en Argentine, nos usines n'ont pas encore atteint leur pleine capacité en raison des inondations qui ont frappé le pays au début de l'exercice 2008. De plus, afin que le marché intérieur puisse avoir accès aux produits laitiers à des prix compétitifs, le gouvernement argentin a imposé un prix plafond pour leur exportation. Cette taxe à l'exportation a été récemment ajustée de façon positive et nous avons l'intention de poursuivre notre collaboration avec le gouvernement pour répondre à la demande du marché domestique tout en maintenant notre présence sur le marché international.

Au cours de l'année, les inondations en Argentine, conjuguées à d'autres facteurs climatiques comme la sécheresse en Australie, et la diminution du nombre de producteurs de lait et de la production de l'Union européenne ont entraîné la hausse du prix du lait à l'échelle mondiale. Ces conditions ont donné lieu à un déséquilibre mondial au sein de l'industrie laitière, ce qui a poussé la demande au-delà de l'offre en plus de mettre de l'avant des marchés importateurs émergents tels que la Chine, la Russie et le Moyen-Orient.

Notre Division Boulangerie a également connu des conditions de marché changeantes en lien avec des coûts d'emballage et d'ingrédients plus élevés ainsi que l'introduction de marques privées par certains détaillants. La division continue de concentrer ses efforts afin d'améliorer ses efficacités opérationnelles, spécifiquement ses recettes et ses procédés de production, tout en préservant ses parts de marché.

UNE SOCIÉTÉ AUX FORCES MULTIPLES

Nos réalisations de la dernière décennie représentent un parcours rempli de défis. Essentiellement, ces réalisations reflètent nos qualités de Société et d'équipe. Depuis notre création, les employés de Saputo ont été de véritables leaders de l'industrie laitière, s'adaptant aux diverses circonstances qui sont survenues. Par conséquent, nous sommes devenus très polyvalents, ce qui témoigne de notre capacité à réagir de façon positive aux obstacles. Cette flexibilité, conjuguée à la volonté de notre équipe d'apprendre et de tirer avantage des occasions, nous permet d'évoluer avec l'industrie. Cependant, au cours de notre croissance, l'objectif de la Société est demeuré inchangé. Nous comptons offrir des produits de grande qualité à nos consommateurs et à nos clients, qui reflètent depuis toujours et continueront de refléter le dévouement de nos employés.

Pour l'année à venir, nous continuerons de solidifier nos assises, ce qui devrait nous permettre d'élargir nos activités. Nous nous efforcerons de trouver des moyens d'accroître notre efficacité au sein de nos différents secteurs d'activité, en analysant sans cesse nos pratiques et en cernant des occasions d'amélioration dans toutes les sphères de la Société.

Notre faible niveau d'endettement et notre solide structure nous encouragent à poursuivre notre croissance au moyen d'acquisitions. Puisque notre industrie se consolide, notre objectif consiste à trouver des actifs qui cadreront avec les activités de Saputo. Essentiellement, grâce à notre clientèle internationale et à la hausse de la demande mondiale, la planète entière est devenue notre marché. Nous étudierons les occasions qui s'arrimeront à la structure et à la culture de Saputo, et continuerons de trouver des projets qui pourront ajouter de la valeur pour nos principaux intervenants.

Unis pour aller plus loin représente tout ce que Saputo a toujours défendu. En tant qu'équipe, nous continuons d'exercer nos activités avec sérieux tout en gardant le cap sur notre vision de croissance. Notre passion nous a menés jusqu'ici et elle continue de nous motiver à trouver des moyens d'améliorer et de développer notre entreprise à l'échelle mondiale. La réalisation de nos plans et la concrétisation de nos objectifs ne sont possibles que grâce à l'engagement soutenu de nos employés. Nous travaillerons ensemble pour atteindre les objectifs qui nous guideront avec succès vers le futur.



LINO A. SAPUTO, JR.
Président et chef de la direction

Revue de L'EXPLOITATION

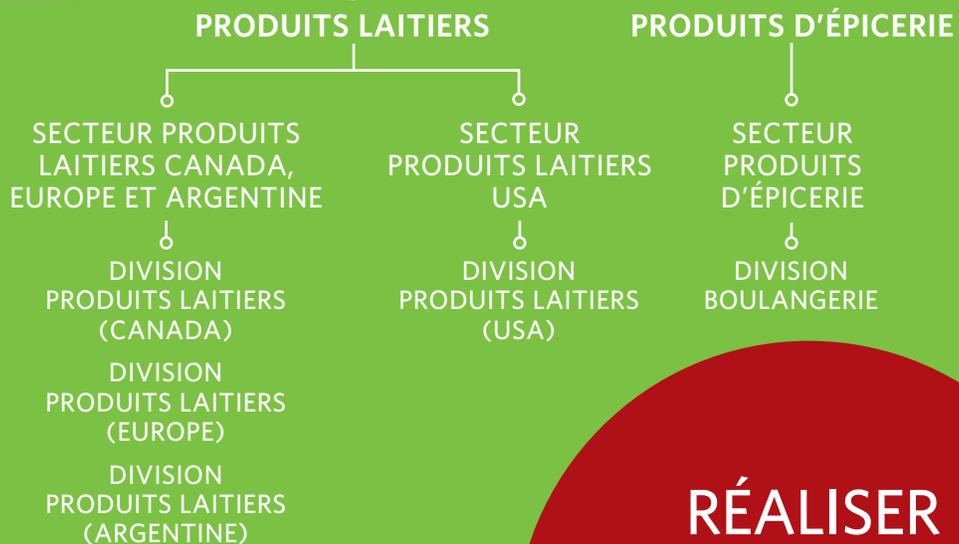
Liette Lessard, Clémence Vachon et Gisèle Bisson,
fabrication, Ste-Marie, Division Boulangerie



2
SECTEURS
5
DIVISIONS



NOTRE ORGANISATION



RÉALISER
NOS
OBJECTIFS
COLLECTIVEMENT

NOMBRE D'USINES PAR SECTEUR



NOMBRE D'EMPLOYÉS



REVENUS (%) PAR SECTEUR



Lindsay MacPherson, Karen Tang et Jane Neville,
assurance qualité, Burnaby, Division Produits laitiers (Canada)



Michelle Sicotte, vérification interne et
Louise St-Jean, fiscalité, Siège social

UNIS POUR ALLER PLUS LOIN...

Ensemble, au fil des ans, nous avons aspiré à faire croître Saputo en explorant de nouvelles perspectives, tout en restant fidèles à notre philosophie. Nous devons notre progrès au dévouement continu de nos 9 200 employés qui, répartis dans 5 pays, s'unissent chaque jour pour aller plus loin. Ils fabriquent, mettent en marché et distribuent une vaste gamme de produits de la plus grande qualité, notamment du fromage, du lait, du yogourt, des ingrédients laitiers et des petits gâteaux.

Nous maintenons notre engagement visant à offrir des produits de la meilleure qualité qui soit et à poursuivre notre croissance à l'échelle mondiale.

Saputo, qui comprend 2 secteurs et 5 divisions, est présente dans 3 segments du marché alimentaire : le détail, la restauration et l'industriel. Au cours de l'exercice 2008, nous avons transformé plus de 5 milliards de litres de lait et produit environ 500 millions de kilogrammes de fromage et, en raison de la récente acquisition des activités d'Alto Dairy Cooperative (acquisition d'Alto), l'entreprise devrait transformer annuellement environ 5,7 milliards de litres de lait et produire environ 600 millions de kilogrammes de fromage. Nous sommes le 15^e plus important transformateur laitier au monde, le plus important au Canada, le troisième en importance en Argentine, parmi les trois plus grands producteurs de fromage aux États-Unis et le plus grand manufacturier de petits gâteaux au Canada.

Nous maintenons notre engagement visant à offrir des produits de la meilleure qualité qui soit et à poursuivre notre croissance à l'échelle mondiale. Alimentés par l'innovation de produits et les acquisitions, nous nous engageons à répondre aux besoins de nos clients, tout en analysant continuellement nos opérations afin de demeurer un fabricant efficace et à faibles coûts.

Des consommateurs et des clients dans plus de 40 pays apprécient nos produits distribués sous nos marques réputées telles que Saputo, Alexis de Portneuf, Armstrong, Baxter, Dairyland, Danscorella, De Lucia, Dragone, DuVillage 1860, Frigo, Kingsey, La Paulina, Nutrilait, Ricrem, Stella, Treasure Cave, HOP&GO!, Rondeau et Vachon.

Saputo inc. est une société ouverte dont les actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SAP.

Martin Brazeau, opérations d'usine, Brampton, Antonino Iacono, administration, St-Léonard et Debbie Carson, ressources humaines, St-John, Division Produits laitiers (Canada)



DIVISION PRODUITS LAITIERS (CANADA)

À titre de plus important transformateur laitier au pays, notre Division Produits laitiers (Canada) produit 32 % de tout le fromage naturel et transforme 22 % de tout le lait nature.

Au cours de l'exercice 2008, nous avons poursuivi la consolidation de nos principales activités liées à la transformation du fromage (coupage, râpage, emballage), comme nous l'avons annoncé au dernier exercice. Ce programme des dépenses en immobilisations prendra fin au cours de l'exercice 2009. Ce plan de consolidation a entraîné la fermeture de notre usine de coupage à Boucherville, Québec, en juin 2007. D'autres dépenses en immobilisations ont été réalisées en matière d'exploitation. Par exemple, nous avons augmenté notre niveau de production de yogourt, mesure qui se révèle déjà bénéfique.

En outre, nous avons poursuivi l'intégration et la rationalisation de notre logistique dans le but de réduire nos dépenses opérationnelles et de continuer à atténuer l'impact des coûts de l'essence et de l'énergie en consolidant des routes de transport.

Notre excellent rendement provient d'une analyse constante de nos activités et de l'initiative de divers projets ou programmes conçus pour améliorer nos efficacités opérationnelles.

Bien que nous exerçons nos activités au sein d'une industrie où la consommation individuelle du fromage est relativement stable, mise à part la catégorie des fromages de spécialité qui connaît une solide croissance, nous augmentons nos volumes de ventes et nos parts de marché dans plusieurs catégories de produits. Notre marque *Armstrong* de même que notre marque de fromages de spécialité et de chèvre *Alexis de Portneuf* continuent de jouir d'une croissance soutenue, tandis que notre marque *Saputo* de fromages de spécialité méditerranéenne demeure le premier choix¹ des consommateurs canadiens.

En fait, notre gamme de fromages Feta *Saputo* est la favorite des consommateurs canadiens². De plus, puisque l'innovation est à la source de nos marques de fromage, nous avons lancé de nouveaux produits, y compris des fromages cheddars aromatisés tel que notre cheddar *Peppadew*.

Nous avons également élargi notre gamme de fromages de spécialité en proposant un nouveau *Doré-mi* rehaussé d'épices orientales, et *Le Cœur du Nectar*, un fromage à base de lait de vache et de chèvre nappé d'une garniture aux fruits, qui a récemment été reconnu meilleur nouveau dessert laitier dans le cadre des 2008 Dairy Innovation Awards.

Plusieurs autres fromages ont reçu de prestigieux prix dans le cadre de divers concours nationaux et internationaux. Encore cette année, notre *Bleubry Alexis de Portneuf* a été élu Grand Champion à la *Royal Agriculture Winter Fair* et au *British Empire Cheese Show*, organisé par la *Central Ontario Cheesemaker Association*. Dans le cadre de ces concours, nos fromages ont remporté dix prix.

¹ Source: AC Nielsen, Brand Overview Report, TL Italian Excl Mozzarella, 52 semaines terminées le 12 avril 2008.

² Source: AC Nielsen, Total Feta Brand Review, 52 semaines terminées le 15 mars 2008.

Fareed Kheyo et Daniel Bäuerle,
fabrication, Heiden, Division Produits laitiers (Europe)



Au Canada, on observe une augmentation de la consommation de produits laitiers comportant des avantages nutritionnels accrus. Nous avons ainsi lancé un certain nombre de produits laitiers à valeur ajoutée afin de tirer profit de cette tendance. Par exemple, nous avons introduit les yogourts *Nature's Treat*, faits d'ingrédients naturels, et *Alive* qui renferment un niveau élevé d'antioxydants. Pour ce qui est de la gamme de lait nature de première qualité *Dairyland Plus*, nous avons élargi notre offre de produits sans lactose et avons lancé un lait probiotique.

Notre gamme de lait aromatisé *Milk2Go/Lait's Go* a connu une croissance importante et demeure la marque numéro¹ au Canada dans la catégorie des boissons en portion individuelle dans des bouteilles en plastique. En avril 2007, nous avons d'ailleurs bonifié la gamme *Milk2Go/Lait's Go* en lançant une nouvelle saveur, *Orange Obsession*, que nos clients ont très bien accueillie. En octobre 2007, nous avons lancé *Creama*, une nouvelle gamme de crèmes aromatisées et natures emballées dans des bouteilles en plastique de 400 ml.

En janvier 2008, Saputo est devenue le fournisseur officiel de produits laitiers emballés des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver, et le partenaire des équipes olympiques canadiennes de Pékin 2008, Vancouver 2010 et Londres 2012. Par conséquent, nous fournirons des produits comme du fromage, du yogourt et du lait aux athlètes des Jeux sous nos marques *Saputo*, *Armstrong* et *Dairyland*. De plus, nous lancerons diverses initiatives qui nous permettront de souligner notre partenariat avec les Jeux d'hiver 2010 et de renforcer la promotion de l'activité physique et du sport qui représentent un pas vers une société meilleure.

Notre excellent rendement provient d'une analyse constante de nos activités et de l'initiative de divers projets ou programmes conçus pour améliorer nos efficacités opérationnelles.

DIVISION PRODUITS LAITIERS (EUROPE)

Notre Division Produits laitiers (Europe) est composée de nos opérations en Allemagne et au Royaume-Uni. Nous transformons plus de 370 000 litres de lait chaque jour et desservons des clients principalement des segments du détail et de la restauration.

Cette division a accueilli deux employés provenant de nos installations canadiennes qui y travailleront pendant deux ans afin de faciliter la transmission des valeurs de la Société et de mettre en place des méthodes de travail et des processus propres à Saputo.

Au cours de l'exercice 2008, nous avons mis l'accent, en Allemagne, sur les procédures, les processus de fabrication et la qualité de certains systèmes et produits, et nous prévoyons compléter cette intégration au cours du prochain exercice. Nous avons axé nos efforts sur nos gammes de produits existantes et sur la façon de trouver un meilleur équilibre des ventes entre tous les segments.

Au Royaume-Uni, tout au long de l'exercice, nous avons axé nos efforts sur le perfectionnement de notre efficacité opérationnelle. À la suite des investissements en capital effectués au cours du présent exercice, notre usine satisfait maintenant aux normes de qualité de l'organisation. Nous avons entamé d'autres programmes d'investissement dans le but d'améliorer nos efficacités opérationnelles au Royaume-Uni, en plus de compléter avec succès l'intégration des systèmes d'information. Ces améliorations devraient dégager des résultats positifs au cours du prochain exercice. Comme sa base de produits ressemble à celle des segments de la restauration du Canada et des États-Unis, nous comptons y appliquer les mêmes stratégies et approches de mise en marché.

Nos activités en Europe ont également connu certaines difficultés en raison de la hausse du prix du lait en tant que matière première. À la suite de cette hausse et des défis qui y sont associés au sein des différents marchés, nous avons évalué la rentabilité de chaque client pour assurer son potentiel à long terme, en mettant l'accent sur la réduction des coûts opérationnels pour contrer l'incidence négative de ces conditions difficiles. Nous continuons de réviser nos structures, de même que nos processus et procédures afin d'optimiser nos activités.

¹ Source: AC Nielsen, Single-Serve Plastic Dairy Beverages, All Channels, récentes 52 semaines terminées le 1^{er} septembre 2007.



Matthew Williams et
David Davies, fabrication,
Newcastle Emlyn, Division
Produits laitiers (Europe)

Raúl Hang, Luis Schumacher et Fabián Mottura,
fabrication, Rafaela, Division Produits laitiers (Argentine)



Spezialitäten
Käseerei
De Lucia

Danscorella

La Paulina

Ricrem

molfino

Taluhet
QUESO ARGENTINO

Senda
QUESO ARGENTINO

DIVISION PRODUITS LAITIERS (ARGENTINE)

Notre Division Produits laitiers (Argentine) continue de croître et demeure le troisième transformateur laitier de ce pays. Chaque jour, nous y transformons environ 1,9 million de litres de lait, ce qui représente 7 % de la transformation laitière en Argentine.

Au cours des dernières années, diverses améliorations ont été apportées à nos usines. Par conséquent, nous avons dégagé de meilleures efficacités opérationnelles, en partie grâce à de petites initiatives qui, ensemble, ont permis la diminution des coûts et un niveau de production accru, le tout ayant contribué au bon rendement de la division au cours de l'exercice.

Néanmoins, à la suite des importantes inondations survenues au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons rencontré des obstacles, lesquels ont nui à toute l'industrie. Bien que les niveaux de production soient actuellement en hausse, le taux réel de production pour l'exercice 2008 était inférieur à celui de l'exercice précédent en raison des retombées des inondations. Nous avons également connu une hausse du prix du lait en tant que matière première, considérant le prix élevé du lait sur le marché mondial, augmentant du même coup le prix de détail du fromage. Malgré tout, nous avons pu bénéficier d'une consommation domestique de fromage en pleine croissance.

Au même moment, alors que le gouvernement argentin adopte des politiques visant à assurer au marché domestique un plein approvisionnement, nous devons continuer d'ajuster notre plan d'action afin de maintenir un équilibre habile entre la quantité de produits laitiers destinés à la consommation domestique et celle des produits offerts à nos clients étrangers. La flexibilité de nos usines en Argentine nous a permis d'équilibrer ces deux marchés et de dégager un meilleur rendement, sans perdre de terrain sur aucun des marchés. Nous avons augmenté notre présence internationale en pénétrant de nouveaux marchés.

Au cours de l'exercice, nous avons mis l'accent sur la mise en marché et la promotion de fromages à tartiner fondus. De plus, nous avons lancé des fromages légers afin de répondre à la demande grandissante de nos clients en matière de choix plus sains. Nous avons également réaffirmé la position de notre marque *La Paulina* au sein de nos clients du segment du détail.

Leo Pescua, distribution, Ignacio Rojas, fabrication et
Thao Ngo, assurance qualité, Tulare, Division Produits laitiers (USA)



DIVISION PRODUITS LAITIERS (USA)

Saputo est le troisième producteur de fromage en importance aux États-Unis et produit environ 7 % de l'ensemble du fromage naturel de ce pays.

La récente acquisition d'Alto, une entreprise qui comprend deux usines situées au Wisconsin et emploie quelque 470 personnes, renforce notre présence aux États-Unis, en plus d'augmenter notre flexibilité étant donné l'emplacement et la capacité de séchage du lactosérum.

Comme toujours, nous attribuons notre progrès aux personnes talentueuses et dévouées qui travaillent dans nos installations.

L'intégration des activités fromagères industrielles de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine continue de progresser. Durant l'exercice 2009, nous compléterons les projets d'investissement entrepris au cours du présent exercice, ce qui nous permettra d'optimiser notre efficacité opérationnelle. Comme toujours, nous attribuons ce progrès aux personnes talentueuses et dévouées qui travaillent dans nos installations.

Tout au long de l'exercice 2008, notre engagement à améliorer nos efficacités opérationnelles de même que nos efforts visant à renouer avec nos niveaux de rentabilité historiques se sont traduits par de nombreuses initiatives. Nous avons complété les mesures de rationalisation relativement à nos activités de râpage et de fromage à effilocheur. Ces projets ont entraîné la cessation des activités de fromage à effilocheur dans notre usine de Lena, Wisconsin, et le transfert des activités de fabrication et d'emballage des fromages à effilocheur de Waldo, Wisconsin, vers d'autres usines au sein de la division. Ces projets nous ont permis de réduire les frais et de rationaliser nos activités, améliorant ainsi notre rentabilité dans une industrie laitière américaine concurrentielle et volatile.



Bryan Silva et Manuel Vieira,
fabrication, Tulare,
Division Produits laitiers (USA)

Lucinda Caetana, assurance qualité, Byron Taylor, fabrication et Ted Schildknecht, entretien, Tulare, Division Produits laitiers (USA)



Nous avons également augmenté nos prix au sein de tous nos réseaux de vente afin d'atténuer les répercussions de la hausse des coûts des produits de base.

Les projets pour améliorer nos efficacités nous ont permis de réduire les frais et de rationaliser nos activités, améliorant ainsi notre rentabilité dans une industrie laitière américaine concurrentielle et volatile.

Il importe que la division demeure combative dans le segment du détail compte tenu du nombre accru de produits de marque et de marques privées dans les catégories des collations de fromage naturel et des fromages de spécialité. Nous pourrions ensuite profiter de la popularité grandissante de ces catégories de produits. À cet égard, nous avons remanié notre marque de fromage à effilocheur *Frigo Cheese Heads*, amélioré la qualité du produit et introduit de nouvelles saveurs. En ce qui concerne nos fromages de spécialité, nous avons modifié l'emballage de notre fromage bleu *Treasure Cave* afin de rehausser sa réputation et de rendre son image plus distincte. Plusieurs activités promotionnelles ont soutenu ces initiatives qui se sont déjà révélées fructueuses. Nous avons amélioré notre position de chef de file de nos marques numéro un¹ et avons accru notre volume de ventes, surpassant la croissance dans cette catégorie.

Nos fromages figurent toujours parmi les préférés des consommateurs américains. En outre, plusieurs de nos fromages ont reçu des prix dans le cadre de concours de produits fromagers tenus durant le dernier exercice. Nos fromages mozzarella partiellement écrémés, à effilocheur, bleus et gorgonzola ont été reconnus pour leur excellence dans le cadre du *2007 US Championship Cheese Contest*.

¹ Source : IRI Info Scan/Wal-Mart Panel Data (FDMW), dernière période de 24 semaines terminées le 27 janvier 2008 et IRI Info Scan/Food, Drug Mass Wal-Mart, 52 semaines courantes terminées le 20 avril 2008.



Jacques Paquette, ventes, Dany Lamontagne distribution et Daniel Cadorette, ventes, Ste-Foy, Division Boulangerie



REVENUS
PAR SEGMENT DE MARCHÉ
Division Boulangerie

PRINCIPALEMENT
DÉTAIL



DIVISION BOULANGERIE

À titre de plus important fabricant de petits gâteaux au Canada, notre Division Boulangerie approvisionne principalement des clients du segment du détail.

Durant l'exercice, nous avons poursuivi l'intégration des activités de Biscuits Rondeau inc. et de Boulangerie Rondeau inc. (Rondeau) au sein de la division. Également, nous avons complété la fermeture de notre usine de Laval et en avons transféré la production à l'usine de Ste-Marie. De plus, nous avons procédé à l'intégration des produits de Rondeau dans notre réseau de distribution et avons fermé notre centre de distribution de Laval. Notre performance de fabrication a subi l'incidence de ce processus d'intégration et de certains projets de dépenses en immobilisations qui, dans l'ensemble, n'ont pas donné le rendement et les résultats prévus. Suivant certains changements apportés à la fin de l'exercice 2008, ces initiatives, de même que d'autres projets de dépenses en immobilisations, devraient nous aider à accroître le volume de production de nos principales marques, à réduire certains coûts et à mettre l'accent sur nos efforts de vente pour améliorer notre rentabilité.

Par exemple, notre équipe d'optimisation continue de réviser les recettes dans le but de réduire l'impact des coûts des ingrédients, tout en préservant la qualité de nos produits.

La division a également connu la pratique de stratégies de prix plus féroces de la part de ses concurrents et l'arrivée

À titre de plus important fabricant de petits gâteaux au Canada, notre Division Boulangerie approvisionne principalement des clients du segment du détail.

de marques privées. Par conséquent, nous nous efforçons de redoubler nos efforts de vente.

Ainsi, nous avons lancé de nouvelles barres HOP&GO! au cours du dernier exercice, notamment les barres galettes raisins-amandes et les minis à la mélasse et brownies. Par ailleurs, nous avons également renouvelé l'emballage et la signature de la marque.

De plus, la marque de petits gâteaux Jos Louis a retenu l'attention dans le cadre d'une campagne de publicité novatrice qui, d'une part, s'inspirait de la popularité des sites d'échange de vidéos et, d'autre part, encourageait les consommateurs à soumettre des vidéos mettant la marque Jos Louis en vedette. Cette campagne a obtenu beaucoup de succès auprès de notre clientèle.



TRAVAILLER ENSEMBLE POUR FAIRE UNE **DIFFÉRENCE**

Jorge L. Cordts, technologie de l'information, Siège social, croit aux engagements de la Société tels que son partenariat avec la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec, dont Chloé Dufour-Lapointe, une skieuse acrobatique et espoir olympique pour les Jeux de Vancouver en 2010, est la récipiendaire d'une bourse.

Chez Saputo, nous contribuons à bâtir une société meilleure, et ce, sur les plans économique, environnemental et social. Saputo accorde une grande importance au mieux-être des communautés dans chacun des pays où elle exerce ses activités, en mettant l'accent sur les générations de demain.

INVESTIR DANS NOS EMPLOYÉS

Saputo estime que ses employés constituent sa valeur la plus précieuse. Notre équipe de 9 200 hommes et femmes collabore jour après jour dans le but d'atteindre ses objectifs communs. Seul le travail d'équipe, un élément clé de notre philosophie, permet de concrétiser une telle approche. Cela dit, il nous incombe d'offrir à nos employés des conditions de travail favorables, lesquelles leur permettent d'exceller.

Nos employés évoluent au sein d'un environnement à l'esprit d'entreprise qui encourage l'initiative et le leadership, valorise l'engagement et la responsabilité et croit à l'intégrité et au professionnalisme, de même qu'au respect des autres.

Notre code d'éthique, qui constitue le reflet de notre culture d'entreprise, englobe de nombreuses valeurs fondamentales. Nous veillons à ce que notre culture continue d'offrir un milieu de travail qui inspire l'innovation, récompense la réussite et favorise la productivité. Puisque nous croyons aux promotions à l'interne, nous encourageons tous les employés à exploiter leur plein potentiel en perfectionnant leurs forces. Nombre de nos employés ont en effet connu de belles progressions au sein de leur division alors que d'autres ont eu l'occasion d'être affectés à l'étranger, où leur expertise était requise. Nous croyons qu'il est important de tirer profit de l'expérience de nos employés afin d'améliorer nos activités et de permettre à notre Société de croître, mais également aux individus de s'épanouir.

En tant qu'organisation, nous préparons les membres de notre équipe à relever les défis qui peuvent se présenter. Nous encourageons la formation en milieu de travail et offrons également des occasions de perfectionnement professionnel afin de répondre aux besoins des diverses unités comme des formations en vente, du coaching professionnel et des formations techniques spécialisées et en leadership. En outre, nous soutenons nos employés qui choisissent de poursuivre des études au moyen d'une aide financière.



Tous les jours, les employés de Saputo s'efforcent de fabriquer des produits de qualité supérieure pour des consommateurs du monde entier. Nous retrouvons ici Miguel Lobo et Angel Jacki, fabrication, Rafaela, Division Produits laitiers (Argentine).



Le Club des petits déjeuners du Québec a servi plus de deux millions de petits déjeuners lors de la dernière année scolaire dans plus de deux cents écoles primaires et secondaires du Québec.



La Fédération de soccer du Québec encourage plus de 200 000 jeunes de 5 à 18 ans à participer à des clubs de soccer organisés à l'échelle de la province.

Il s'avère également important pour nous de fournir à nos employés un environnement de travail qui soit à la fois sain et sécuritaire. Bien que notre Programme de santé et sécurité soit appliqué dans nos usines, des inspecteurs internes en effectuent la vérification sur une base périodique et relèvent les points forts et les points faibles des installations. Des suggestions sont formulées par la suite pour nous permettre d'améliorer notre rendement futur et les directeurs d'usines sont encouragés à montrer l'exemple et à rappeler l'importance du respect des lignes directrices. Les employés assistent régulièrement à des séances d'information portant sur la santé et la sécurité.

En tant qu'employeur, nous nous efforçons aussi de contribuer au mieux-être personnel de nos employés au moyen de programmes d'avantages sociaux comprenant des régimes d'assurance collective et des régimes de retraite. De plus, nous tentons d'appuyer les familles des employés par l'entremise de diverses actions. Ces nombreuses initiatives, conjuguées à l'esprit d'équipe qui anime l'ensemble de nos localisations, contribuent à fidéliser notre main-d'œuvre, dont la moyenne d'années de service s'élève à un peu plus de dix ans.

OFFRIR LA QUALITÉ

Le respect, l'engagement et la responsabilisation constituent les valeurs qui sont au cœur de notre culture d'entreprise et elles sont transmises à nos consommateurs par l'entremise de produits de qualité.

Saputo a établi des normes afin que tous nos produits soient de grande qualité. Ces normes rigoureuses, soutenues par nos équipes de contrôle de la qualité, sont exposées à nos employés et présentes dans nos usines et dans le cadre de nos activités. Nous avons également adopté des pratiques d'hygiène et avons instauré des procédures qui préviennent les problèmes relatifs à la qualité ou les dangers microbiologiques.

En outre, nos usines sont soumises à de rigoureuses mesures de contrôle et opèrent sous les certifications de l'industrie. De plus, la majorité de nos usines possèdent des certifications HACCP (Analyse des risques et maîtrise des points critiques), ISO (Organisation internationale de normalisation) ou d'autres certifications reconnues. Nos usines laitières sont dotées de systèmes de vérification qui assurent la qualité de la matière première, le lait. Si, en dépit des nombreuses mesures de contrôle, un problème devait survenir, nous avons établi des procédures et des plans d'intervention pour rectifier la situation rapidement.

Nos consommateurs et clients bénéficient également de services par l'entremise de nos sites web et de nos lignes téléphoniques sans frais, qui leur permettent de communiquer avec nous pour obtenir toute information. De plus, nos équipes du service des ventes et du service à la clientèle travaillent dans le respect de notre culture d'entreprise tout en considérant la satisfaction de la clientèle.

REDONNER À NOTRE COMMUNAUTÉ

Dans le cadre de notre engagement envers la communauté, nous nous impliquons auprès de nombreux organismes en axant nos ressources sur le développement de la jeunesse, particulièrement en ce qui a trait à la nutrition, l'activité physique et l'entrepreneuriat.

À titre de chef de file dans l'industrie alimentaire, nous croyons qu'il est important d'offrir des produits plus sains et accessibles, et de faire la promotion de saines habitudes alimentaires auprès des enfants. Cet objectif se concrétise principalement par l'entremise de notre partenariat avec le Club des petits déjeuners du Canada. L'organisme permet à 220 000 enfants de prendre part à un programme d'alimentation en milieu scolaire à l'échelle du pays qui leur procure les aliments dont ils ont besoin pour entamer leur journée en classe. Grâce entre autres à notre appui, plusieurs écoles offrent aux élèves des barres HOP&GO!, du fromage en tranche et des bâtonnets de fromage. De plus, notre aide financière contribue à la mise sur pied de nouveaux programmes à l'échelle du pays, augmentant ainsi le nombre d'enfants qui bénéficient d'un petit déjeuner complet.

Nous soutenons également les banques alimentaires dans les régions où nous sommes présents au moyen de dons de produits et en argent, et nous aidons les familles et les personnes dans le besoin en leur offrant de la nourriture.

Afin d'atteindre nos objectifs, notre engagement englobe aussi la promotion de l'activité physique, puisque nous avons la conviction que de saines habitudes alimentaires, conjuguées à l'activité physique, contribuent au développement équilibré des individus. En fait, nous avons annoncé au cours de l'exercice un partenariat avec les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de Vancouver en 2010, de même qu'avec l'équipe olympique canadienne pour Pékin 2008, Vancouver 2010 et Londres 2012. Ce partenariat englobe le soutien que nous offrons aux athlètes de tous les niveaux depuis des années et illustre l'importance que nous accordons à l'activité physique. Cet appui contribue au développement du sport partout au Canada, de même qu'au succès d'un événement important pour les athlètes canadiens et de partout dans le monde. Grâce à ce partenariat, Saputo devient le fournisseur officiel de produits laitiers emballés et offrira ses produits de qualité aux athlètes, bénévoles et participants des Jeux.

Parmi ses partenariats liés au sport, Saputo encourage également la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec. Elle décerne chaque année des bourses, dont 14 athlètes ont été récipiendaires à l'automne dernier. Ce groupe comprend des athlètes de haut niveau dont Dasha Gaiazova, membre de l'équipe nationale de ski de fond et espoir olympique pour Vancouver 2010, la lutteuse Martine Dugrenier, médaillée d'argent aux Championnats du monde, le cycliste Martin Gilbert, membre de l'équipe nationale, la plongeuse Meaghan Benfeito et les skieuses acrobatiques Chloé et Maxime Dufour-Lapointe.

L'activité physique et le sport en général revêtent une grande importance pour nous, et le soccer occupe une place de choix dans nos engagements. Nous croyons que ce sport, accessible à tous, encourage non seulement l'activité physique, mais favorise aussi l'esprit d'équipe, le respect des autres, le leadership et la détermination. En fait, nous sommes l'un des trois partenaires fondateurs de l'équipe professionnelle l'Impact de Montréal, membre des *United Soccer Leagues*. La promotion du soccer est également réalisée par la Fédération de soccer du Québec qui encourage de nombreuses associations de la province. Saputo contribue financièrement au rayonnement de cet organisme et plus de 200 000 jeunes joueurs bénéficient de cette contribution à la gestion des associations et l'organisation des clubs et des événements. D'autres organismes sportifs profitent de cette contribution comme le *Club 9 de Julio* et la *Escuela de Fútbol* en Argentine.

Notre engagement en matière de développement de la jeunesse s'effectue par l'entremise de notre association à divers organismes qui se consacrent à des causes liées aux jeunes. Plus particulièrement, nous soutenons la *Make-A-Wish Foundation of America* aux États-Unis, qui permet aux enfants atteints de maladies pouvant porter atteinte à leur vie de réaliser leur rêve le plus cher. En Argentine, nous appuyons *La Huella*, un organisme qui offre des ateliers aux enfants souffrant de maladie mentale et à la *Granja El Ceibo* qui aide les enfants handicapés.

Enfin, aider les jeunes entrepreneurs à démarrer leur entreprise et à ajouter de la valeur à leur communauté s'avère très important pour les fondateurs de la Société. Nous soutenons Jeunes Entreprises du Canada et de l'Argentine, un organisme qui enseigne aux élèves de cinquième année primaire jusqu'à la cinquième secondaire des notions d'affaires et les aide à développer leurs compétences en leadership et en entrepreneurship. De plus, nous sommes partenaires de la Fondation du maire de Montréal pour la Jeunesse qui offre des bourses, du soutien technique et un programme de tutorat pour les jeunes entrepreneurs.

Nous contribuons également à l'éducation des futures générations de travailleurs et de gestionnaires par l'entremise de divers programmes de bourse et en soutenant les établissements d'enseignement.

Nous encourageons nos propres employés à s'investir dans leur communauté, par exemple en faisant du bénévolat. Parfois, nous sommes en mesure de reconnaître leur initiative et de soutenir leur contribution financière au moyen de notre programme de dons jumelés.



Toutes les 40 minutes, la *Make-A-Wish Foundation of America*, grâce au soutien de ses partenaires, exauce le souhait d'un enfant atteint d'une maladie potentiellement mortelle.



Martine Dugrenier, lutteuse, est une récipiendaire de la Bourse Saputo de la Fondation de l'athlète d'excellence du Québec et se classe au deuxième rang mondial.



UNE ÉQUIPE **SOUCIEUSE** DE L'AVENIR



Kenny Wong est le récipiendaire du prix du défi entreprise 2008 de Jeunes entreprises du Canada, présenté par Bill Bailey, ventes, Burnaby, Division Produits laitiers (Canada).



María Salomé Lomdjian et Franco Romanini, récipiendaires de la Bourse Saputo de la Fondation du maire de Montréal pour la Jeunesse, sont les propriétaires de Caipirisima, un café brésilien et un service de traiteur.

CONTRIBUER À NOTRE ENVIRONNEMENT

Chez Saputo, nous reconnaissons que l'environnement peut être touché par nos activités. Bien que la Société s'efforce d'innover et de croître, nous ne perdons pas de vue l'importance de la conservation et de la protection de l'environnement.

En plus des initiatives établies par notre équipe des affaires environnementales, telles que les évaluations périodiques, nous avons réalisé certains projets au cours de l'exercice visant à protéger notre environnement basés sur notre politique environnementale.

Au Canada, de nouveaux équipements nous ont permis de réduire le gaspillage de plastique découlant des processus d'emballage de nos produits. Nous avons également optimisé certains emballages en maintenant nos normes de qualité pour protéger nos produits et leur poids, tout en réduisant la quantité de plastique utilisée.

En ce qui a trait au transport, nous nous efforçons de maximiser l'utilisation de nos routes de distribution, ce qui réduit les effets de nos activités sur l'environnement et la consommation d'essence.

Dans nos usines, l'entretien de notre équipement est effectué régulièrement afin de réparer ou de remplacer nos appareils moins efficaces ou périmés par des équipements à la fine pointe de la technologie qui dégageront un rendement plus élevé et par conséquent, consommeront moins d'énergie. En outre, nous avons réussi à diminuer le gaspillage d'ingrédients et de sous-produits grâce à nos experts en recherche et développement.

De nombreux projets sont également mis sur pied aux États-Unis afin de réduire les effets de nos activités sur l'environnement. Une de nos usines bénéficie d'un projet de régénération pour économiser l'énergie, tandis que 11 autres usines tirent avantage d'un changement permettant d'être plus efficaces et de réduire leur consommation d'eau et leurs déchets. Des modifications ont également été apportées à certains appareils afin de prévenir les déversements et la contamination.

De plus, notre Division Boulangerie a adopté des mesures visant à réduire l'impact de ses activités sur l'environnement en veillant à ce que les boîtes utilisées pour l'emballage soient faites de carton recyclé. Aussi, à notre usine de Ste-Marie, un projet d'efficacité énergétique d'Hydro-Québec a été mis en place ainsi qu'un projet de géothermie qui utilisera l'énergie du sol afin de réchauffer et de refroidir ses installations.

À l'échelle de la Société, nous révisons continuellement nos processus afin d'améliorer notre efficacité et de réduire nos coûts.



DES RÉSULTATS ATTEINTS GRÂCE À NOS EFFORTS COMMUNS

LE RAPPORT DE GESTION A POUR OBJECTIF D'ANALYSER LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2008. IL DOIT ÊTRE LU EN PARALLÈLE AVEC NOS ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS VÉRIFIÉS ET LES NOTES COMPLÉMENTAIRES. LES CONVENTIONS COMPTABLES DE LA SOCIÉTÉ SONT CONFORMES AUX PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS DU CANADA DE L'INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES MONTANTS EN DOLLARS SONT EXPRIMÉS EN DOLLARS CANADIENS. CE RAPPORT TIEN COMPTE D'ÉLÉMENTS POUVANT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LE 31 MARS 2008 ET LA DATE DU PRÉSENT RAPPORT, SOIT LE 5 JUIN 2008, DATE À LAQUELLE IL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SAPUTO INC. (SOCIÉTÉ OU SAPUTO). DE L'INFORMATION ADDITIONNELLE RELATIVEMENT À LA SOCIÉTÉ, Y COMPRIS LA NOTICE ANNUELLE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2008, PEUT ÊTRE OBTENUE SUR SEDAR À L'ADRESSE WWW.SEDAR.COM.

MISE EN GARDE RELATIVE À L'INFORMATION FINANCIÈRE PROSPECTIVE

Ce rapport, y compris la rubrique « Perspectives », contient de l'information financière prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Cette information est fondée, notamment, sur nos hypothèses, attentes, estimations, objectifs, plans et intentions actuels à propos des revenus et des charges prévus, des contextes économiques et des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités ou qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités, de notre aptitude à attirer et à fidéliser les clients et les consommateurs, de même que de nos charges d'exploitation et de l'approvisionnement en matières premières et en énergie qui sont assujettis à certains risques et incertitudes. L'information financière prospective se caractérise généralement par l'emploi du conditionnel, des expressions « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « objectif » et « continuer » ou encore des formes négatives ou des variantes de ces expressions, ou d'expressions de nature similaire. Les résultats réels pourraient différer de manière importante des conclusions, prévisions ou projections énoncées dans cette information financière prospective. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les déclarations prospectives se concrétiseront. Les hypothèses, attentes et estimations élaborées dans la préparation des déclarations prospectives et les risques qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante de nos prévisions actuelles sont abordés tout au long du présent rapport de gestion et, notamment, à la rubrique « Risques et incertitudes ». L'information financière prospective qui figure dans le présent rapport, y compris à la rubrique « Perspectives », est fondée sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction qui sont, à son avis, raisonnables en date des présentes. Vous ne devriez pas accorder une importance indue à l'information financière prospective, ni vous y fier à une autre date. Bien que nous puissions choisir de le faire, nous ne sommes pas tenus, à quelque moment que ce soit, de mettre à jour ces renseignements et nous ne nous engageons pas à le faire.

¹ Les nombres et les prix d'actions ordinaires mentionnés ont été ajustés afin de tenir compte du dividende de 100 % déclaré sur les actions le 10 décembre 2007, ayant eu le même effet qu'un fractionnement d'actions à raison de deux actions pour une.

VUE D'ENSEMBLE

Le dernier exercice a de nouveau été fructueux alors que la Société a atteint, voire surpassé, la plupart des objectifs qu'elle s'était fixés, malgré les nombreux défis. Au cours de l'exercice 2008, nous sommes restés proactifs dans notre mission visant à demeurer un chef de file mondial de notre industrie, en explorant la croissance par l'entremise d'acquisitions. Par ailleurs, nous avons axé nos efforts sur la croissance interne tout en continuant de miser sur l'innovation et l'efficacité opérationnelle.

Dans cette perspective, Saputo a complété aux États-Unis l'acquisition des activités fromagères industrielles de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine (acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine) le 2 avril 2007 et, des activités d'Alto Dairy Cooperative (acquisition d'Alto) le 1^{er} avril 2008 (les résultats qui figurent aux présentes ne tiennent pas compte de cette acquisition). Ces transactions témoignent à nos actionnaires de notre engagement à offrir une croissance soutenue, à accroître nos activités et à consolider notre présence aux États-Unis.

Dans un contexte où l'industrie laitière comporte des défis de plus en plus grands, Saputo est fière d'être le plus important transformateur laitier au Canada, le troisième plus important en Argentine et parmi les trois plus grands producteurs de fromage aux États-Unis. À l'échelle mondiale, Saputo se classe au 15^e rang. La Société est également le plus grand manufacturier de petits gâteaux au Canada.

Saputo est active dans deux secteurs : le secteur Produits laitiers, qui représente 96,7 % des revenus consolidés, et le secteur Produits d'épicerie, qui compte pour 3,3 % des revenus consolidés. Saputo fabrique presque tous les produits qu'elle commercialise.

Saputo exerce ses activités par l'entremise de deux secteurs et de cinq divisions, à savoir le secteur Produits laitiers, qui regroupe les secteurs Produits laitiers Canada, Europe et Argentine (secteur Produits laitiers CEA) et le secteur Produits laitiers USA, ainsi que le secteur Produits d'épicerie. Le secteur Produits laitiers CEA se compose de la Division Produits laitiers (Canada), de la Division Produits laitiers (Europe) et de la Division Produits laitiers (Argentine) ; le secteur Produits laitiers USA se compose de la Division Produits laitiers (USA) et le secteur Produits d'épicerie, de la Division Boulangerie.

Les produits laitiers de Saputo se retrouvent dans tous les segments du marché alimentaire, soit le détail, la restauration et l'industriel. Le segment du détail représente 49 % du total des revenus du secteur Produits laitiers. Les ventes sont réalisées auprès des chaînes de supermarchés, des grandes surfaces, des dépanneurs, des détaillants indépendants, des clubs-entrepôts et des boutiques de fromages de spécialité. Nos produits y sont vendus sous nos propres marques et sous des marques privées. Les produits fabriqués pour et vendus dans ce segment consistent notamment en des produits laitiers et non laitiers, tels que des crèmes à café non laitières, des jus et des boissons.

Le segment de la restauration représente 34 % du total des revenus de notre secteur Produits laitiers. Ce segment englobe les ventes faites aux distributeurs de fromages de spécialité et de gammes complètes de produits, aux restaurants ainsi qu'aux hôtels. Les produits y sont vendus sous nos propres marques et sous des marques privées. Par l'entremise de notre réseau

de distribution canadien, nous offrons également des produits non laitiers fabriqués par des tiers. De plus, nous produisons des mélanges laitiers pour les chaînes de restauration rapide.

Le segment industriel représente 17 % du total des revenus du secteur Produits laitiers. Il englobe les ventes faites aux transformateurs alimentaires qui utilisent nos produits comme ingrédients pour fabriquer les leurs.

Dans nos installations manufacturières canadiennes, américaines et argentines, nous produisons également des sous-produits tels que le lactose, la poudre de lactosérum et les protéines de lactosérum. Nos opérations canadiennes et argentines approvisionnent en fromages, en lactose, en poudre de lactosérum, en poudre de lait et en protéines de lactosérum divers clients à l'échelle internationale.

Avec l'acquisition d'Alto aux États-Unis, les revenus du secteur Produits laitiers devraient être, sur une base pro forma, d'environ 45 % pour le segment du détail, de 34 % pour le segment de la restauration et de 21 % pour le segment industriel.

Sur le marché canadien, les produits d'épicerie de Saputo sont vendus presque exclusivement dans le segment du détail, par les chaînes de supermarchés, les marchands indépendants et les clubs-entrepôts. Ces produits sont également vendus aux États-Unis, à petite échelle, grâce à des ententes de coemballage en vertu desquelles la Société fabrique des produits pour des tiers sous des marques qui leur appartiennent. Parmi les produits fabriqués et vendus dans ce secteur, on compte des petits gâteaux, des tartelettes, des barres collation, des biscuits frais et des tartes fraîches.

ORIENTATION FINANCIÈRE

Dans un marché mondial en évolution, la Société continue d'avoir pour objectif de repousser les limites de l'innovation et de l'efficacité opérationnelle, tout en poursuivant sa croissance au moyen d'acquisitions stratégiques. Cet objectif, en plus d'être un élément de notre modèle d'affaires, a toujours été au cœur de notre culture d'entreprise. C'est de là que part notre engagement à profiter des occasions et à maximiser notre rentabilité, dans le respect de cette culture qui, au fil des années, a fait de Saputo un chef de file mondial de l'industrie laitière tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Nos flux de trésorerie positifs et notre solide situation financière font foi de notre engagement. Ils témoignent de notre efficacité accrue et des améliorations apportées, ainsi que de l'intégration de l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine complétée au cours du dernier exercice. Cette solidité financière nous permet de continuer d'investir dans nos activités et nous procure les ressources nécessaires afin de chercher à conclure des acquisitions dans de nouveaux marchés ou des marchés où nous sommes déjà présents. Ces flux de trésorerie se sont traduits par une augmentation des dividendes versés aux actionnaires, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et des investissements dans des programmes d'immobilisations stratégiques ainsi que dans les activités de recherche et de développement. Nous maintenons notre engagement à croître au moyen d'acquisitions et nous continuons d'évaluer les occasions qui se présentent, en demeurant disciplinés.

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER POUR LA LECTURE DU RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2008

Au cours de l'exercice 2008, nous avons obtenu un rendement financier solide :

- Bénéfice net de 288,2 millions de dollars, en hausse de 20,9 %
- Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) de 526,0 millions de dollars, en hausse de 23,4 %
- Revenus de 5,059 milliards de dollars, en hausse de 26,4 %
- Flux de trésorerie liés à l'exploitation de 291,1 millions de dollars, en baisse de 15,3 %

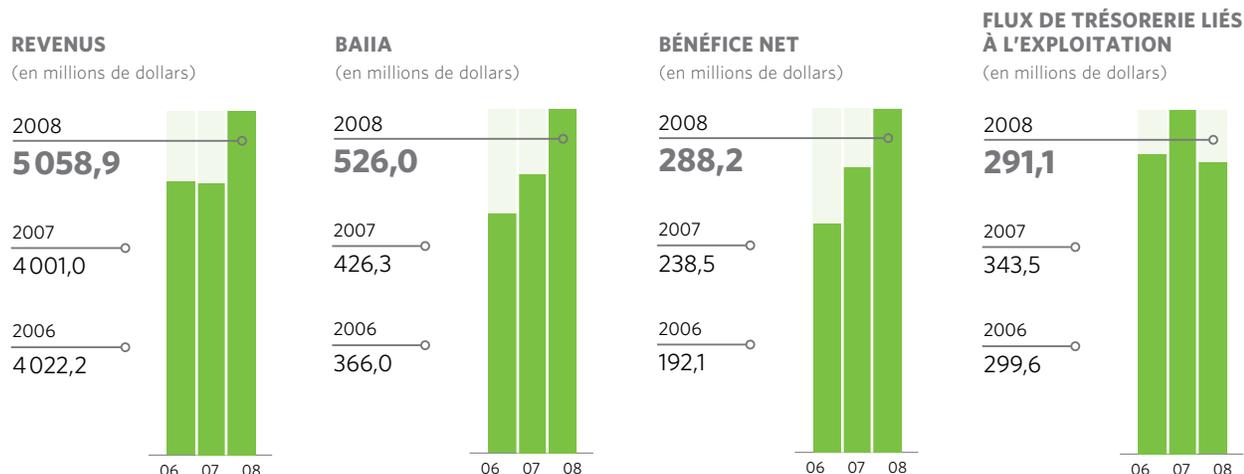
L'amélioration des résultats de l'exercice 2008 est attribuable principalement à notre secteur Produits laitiers USA. L'inclusion de l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine, l'incidence favorable de l'augmentation du prix moyen du bloc¹ par livre de fromage et les initiatives amorcées par la Société au cours des exercices précédents et de l'exercice en cours ont contribué à cette amélioration des résultats. Le prix moyen du bloc par livre de fromage pour l'exercice 2008 s'est établi à 1,88 \$ US, en hausse de 0,62 \$ US par rapport à 1,26 \$ US l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une meilleure absorption de nos frais fixes et une amélioration de la réalisation des stocks. Inversement, une relation moins favorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été observée au cours de l'exercice. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par l'appréciation continue du dollar canadien. La Société prévoit continuer à profiter des changements au prix du lait destiné à la transformation, qui ont altéré le facteur de poudre de lactosérum et se sont traduits par une augmentation des allocations manufacturières des fabricants, effective le 1^{er} décembre 2007, tel qu'il a été décidé lors de la consultation publique intitulée *Consolidated Stabilization and Marketing Plan*, tenue en Californie en octobre 2007.

Les résultats de notre secteur Produits laitiers CEA se sont également améliorés au cours de l'exercice 2008. Cette amélioration est notamment attribuable aux gains découlant des mesures de rationalisation mises en œuvre dans nos activités canadiennes, à des efficacités accrues, à l'accroissement des volumes de ventes dans les principales catégories, par exemple celle du lait nature et de la crème, ainsi qu'à la hausse des ventes de sous-produits découlant d'un marché plus favorable. Par ailleurs, les avantages tirés des dépenses en immobilisations engagées durant l'exercice en cours et les exercices précédents ont eu une incidence favorable sur nos activités en Argentine.

La Division Produits laitiers (Europe) a dû composer avec des conditions défavorables du marché au cours de l'exercice 2008. Les coûts du lait plus élevés et le délai dans l'établissement de prix de vente plus élevés auprès de notre clientèle en Allemagne ont eu une incidence défavorable sur les résultats. Au Royaume-Uni, l'intégration de nos systèmes d'information a été achevée au troisième trimestre et la mise sur pied de nos programmes d'investissement en immobilisations visant à accroître l'efficacité et les rendements progresse comme prévu.

Les résultats du secteur Produits d'épicerie ont enregistré une baisse marquée pour l'exercice 2008 par rapport à 2007. Cette baisse est principalement imputable à l'augmentation du coût des ingrédients, de l'emballage et de la main-d'œuvre. En outre, les volumes de ventes ont diminué en raison de la hausse de prix en novembre 2007.

Durant l'exercice 2008, la Société a comptabilisé une économie d'impôts nette d'environ 3,5 millions de dollars. Ce montant correspondait à la réduction des taux d'imposition fédéraux au Canada, sanctionnée en décembre 2007, qui s'est traduite par une augmentation des résultats d'environ 6,5 millions de dollars, laquelle a neutralisé une charge fiscale d'environ 3 millions de dollars attribuable à une réduction de l'actif d'impôts futurs comptabilisé par notre division en Argentine. Pour l'exercice 2007, la Société a comptabilisé une économie d'impôts d'environ 6 millions de dollars.



¹ Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la *Chicago Mercantile Exchange (CME)*, utilisé comme prix de base du fromage.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les données par action et les ratios)		2008	2007	2006
Données tirées des états des résultats				
Revenus	Secteur Produits laitiers CEA ¹ USA	2 966 293 \$ 1 927 983	2 794 099 \$ 1 036 830	2 651 402 \$ 1 206 601
	Secteur Produits d'épicerie	4 894 276 164 624	3 830 929 170 051	3 858 003 164 207
		5 058 900 \$	4 000 980 \$	4 022 210 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	Secteur Produits laitiers CEA USA	2 602 928 \$ 1 782 505	2 477 013 \$ 953 940	2 389 809 \$ 1 128 301
	Secteur Produits d'épicerie	4 385 433 147 423	3 430 953 143 695	3 518 110 138 135
		4 532 856 \$	3 574 648 \$	3 656 245 \$
BAIIA ²	Secteur Produits laitiers CEA USA	363 365 \$ 145 478	317 086 \$ 82 890	261 593 \$ 78 300
	Secteur Produits d'épicerie	508 843 17 201	399 976 26 356	339 893 26 072
		526 044 \$	426 332 \$	365 965 \$
	Marge de BAIIA (%)	10,4 %	10,7 %	9,1 %
Amortissement des immobilisations	Secteur Produits laitiers CEA USA	36 810 \$ 34 780	36 163 \$ 29 849	34 146 \$ 29 881
	Secteur Produits d'épicerie	71 590 7 844	66 012 6 104	64 027 5 334
		79 434 \$	72 116 \$	69 361 \$
Bénéfice d'exploitation	Secteur Produits laitiers CEA USA	326 555 \$ 110 698	280 923 \$ 53 041	227 447 \$ 48 419
	Secteur Produits d'épicerie	437 253 9 357	333 964 20 252	275 866 20 738
		446 610 \$	354 216 \$	296 604 \$
Dévaluation du placement de portefeuille		-	-	10 000
Intérêts de la dette à long terme		18 806	22 603	24 474
Autres intérêts, nets des revenus d'intérêt		6 538	(3 498)	(644)
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices		421 266	335 111	262 774
Impôts sur les bénéfices		133 066	96 644	70 672
Bénéfice net		288 200 \$	238 467 \$	192 102 \$
Marge de bénéfice net (%)		5,7 %	6,0 %	4,8 %
Bénéfice net par action		1,40	1,15	0,92
Bénéfice net dilué par action		1,38	1,14	0,91
Dividendes déclarés par action		0,48	0,40	0,36
Données tirées des bilans				
Total de l'actif		2 733 476 \$	2 488 367 \$	2 253 933 \$
Dette portant intérêt ³		282 704 \$	116 140 \$	241 854 \$
Capitaux propres		1 619 160 \$	1 533 018 \$	1 402 543 \$
Données tirées des états des flux de trésorerie				
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		291 062 \$	343 501 \$	299 567 \$
Montant des ajouts aux immobilisations, net du produit de disposition		96 438 \$	72 319 \$	92 868 \$

¹ Secteur Produits laitiers Canada, Europe et Argentine.

² Mesure de calcul des résultats non conforme aux principes comptables généralement reconnus.

La Société évalue son rendement financier sur la base de son BAIIA qui est défini comme le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (y compris la dévaluation du placement de portefeuille pour l'exercice 2006). Le BAIIA n'est pas une mesure de rendement définie par les principes comptables généralement reconnus du Canada et, conséquemment, peut ne pas être comparable aux mesures présentées par d'autres sociétés. Voir la section « Mesure de calcul des résultats non conforme aux principes comptables généralement reconnus ».

³ Nette des espèces et quasi-espèces.

Les **revenus consolidés de Saputo** ont totalisé 5,059 milliards de dollars, en hausse de 1,058 milliard de dollars, ou 26,4 %, par rapport à 4,001 milliards de dollars à l'exercice 2007. Cette hausse est principalement attribuable à notre secteur Produits laitiers USA, dont les revenus ont augmenté d'environ 891 millions de dollars. L'inclusion de l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine, conjuguée à la hausse des prix de vente et des volumes de ventes, se sont traduites par des revenus supplémentaires d'environ 730 millions de dollars au cours de l'exercice 2008. Le prix moyen du bloc par livre de fromage, qui s'est établi à 1,88 \$ US à l'exercice 2008 par rapport à 1,26 \$ US à l'exercice 2007, a positivement contribué aux revenus pour environ 290 millions de dollars. Les revenus de notre secteur Produits laitiers CEA ont augmenté d'environ 172 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La hausse des prix de vente liés à nos activités au Canada et en Argentine, découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, l'accroissement des volumes de ventes provenant de nos activités laitières canadiennes, de même que les revenus supplémentaires attribuables à un marché des sous-produits plus favorable ainsi que l'inclusion de nos activités au Royaume-Uni acquises le 23 mars 2007, expliquent l'accroissement des revenus de ce secteur. Ces facteurs ont neutralisé la baisse des revenus liés à nos activités en Argentine, imputable à la diminution des volumes, principalement sur le marché des exportations, et de l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin. Les revenus de notre secteur Produits d'épicerie ont diminué d'environ 5,4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par la baisse des volumes de ventes due à la hausse des prix en novembre 2007 ainsi qu'à la diminution des volumes de ventes liés à nos activités de coemballage aux États-Unis. L'appréciation du dollar canadien à l'exercice 2008 a réduit les revenus d'environ 155 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent.

Le **bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA)** s'est établi à 526,0 millions de dollars à l'exercice 2008, en hausse de 99,7 millions de dollars, ou 23,4 %, par rapport à 426,3 millions de dollars à l'exercice 2007. Cette hausse est principalement attribuable au secteur Produits laitiers USA, dont le BAIIA s'est élevé à 145,5 millions de dollars, soit une augmentation de 62,6 millions de dollars par rapport à 82,9 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette augmentation résulte essentiellement de l'inclusion de l'acquisition de Land O' Lakes sur la côte ouest américaine ainsi que des initiatives amorcées par la Société au cours des exercices précédents et de l'exercice en cours. Les mesures prises par l'État de la Californie et le département américain de l'Agriculture (USDA) afin de réduire le prix du lait destiné à la transformation ont aussi eu une incidence favorable sur le secteur. En outre, le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est établi à 1,88 \$ US au cours de l'exercice 2008, une hausse importante par rapport à 1,26 \$ US à l'exercice 2007, ce qui a eu une incidence favorable sur l'absorption de nos frais fixes et la réalisation de nos stocks pour l'exercice 2008. En revanche, une relation moins favorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été observée au cours de l'exercice comparativement à l'exercice précédent. Combinées, ces conditions du marché ont eu une incidence favorable d'environ 4 millions de dollars sur le BAIIA. La hausse du dollar canadien a réduit de quelque 10 millions de dollars le BAIIA de l'exercice considéré. Au cours de l'exercice 2007, le secteur a engagé des charges de rationalisation d'environ 1,3 million de dollars relativement à la fermeture de notre usine de Peru en Indiana.

Le BAIIA de notre secteur Produits laitiers CEA s'est établi à 363,4 millions de dollars pour l'exercice 2008, en hausse de 46,3 millions de dollars par rapport à 317,1 millions de dollars

l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux gains découlant des mesures de rationalisation mises en œuvre dans nos activités canadiennes au cours des exercices précédents, des efficiences accrues, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de ventes de nos activités laitières canadiennes, comparativement à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2008, le secteur a aussi bénéficié des conditions plus favorables du marché des sous-produits, qui se sont traduites par une augmentation du BAIIA d'environ 8 millions de dollars. Le BAIIA de notre division en Argentine s'est amélioré au cours de l'exercice 2008, en raison des avantages découlant des dépenses en immobilisations engagées durant l'exercice en cours et les exercices antérieurs. Au cours de l'exercice 2007, nous avons comptabilisé des charges de rationalisation d'environ 2,1 millions de dollars relativement à la fermeture de notre usine située à Vancouver, Colombie-Britannique, et de celle de Boucherville, Québec. Les conditions difficiles du marché ont eu une incidence négative sur le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe), particulièrement pour ce qui est de nos activités allemandes, mais n'ont eu qu'une incidence minime sur le BAIIA du secteur.

Le BAIIA de notre secteur Produits d'épicerie a diminué de 9,2 millions de dollars, passant de 26,4 millions de dollars à l'exercice 2007 à 17,2 millions de dollars à l'exercice en cours. Cette diminution est principalement imputable à la hausse d'environ 4,1 millions de dollars liée aux coûts des ingrédients, de l'emballage et de la main-d'œuvre. Par ailleurs, la diminution des volumes de ventes associés à nos activités canadiennes et américaines s'est traduite par une diminution du BAIIA d'environ 1,3 million de dollars, net de la hausse de prix annoncée en novembre 2007.

La marge de BAIIA consolidée a diminué, passant de 10,7 % pour l'exercice 2007 à 10,4 % pour l'exercice 2008. Cette diminution est imputable à la diminution des marges de BAIIA enregistrées par les secteurs Produits laitiers USA et Produits d'épicerie, laquelle a contrebalancé légèrement la hausse enregistrée par le secteur Produits laitiers CEA pour l'exercice 2008 par rapport à celui de 2007.

La **dépense d'amortissement** a totalisé 79,4 millions de dollars à l'exercice 2008, en hausse de 7,3 millions de dollars par rapport à 72,1 millions de dollars à l'exercice 2007. Cette hausse est principalement imputable à l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine par le secteur Produits laitiers USA. Les dépenses en immobilisations engagées par toutes les divisions au cours de l'exercice et des exercices précédents ont également entraîné une augmentation de la dépense d'amortissement.

Les **dépenses nettes d'intérêts** ont totalisé 25,3 millions de dollars à l'exercice 2008, comparativement à 19,1 millions de dollars à l'exercice 2007. L'augmentation est imputable aux intérêts supplémentaires qui ont dû être payés, en raison des montants prélevés par la Société sur ses facilités de crédit bancaires existantes afin de compléter l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine au début de l'exercice, et de racheter des actions dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les intérêts sur la dette à long terme ont diminué en raison du remboursement de 30,0 millions de dollars US sur la dette à long terme au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, ainsi que de l'appréciation du dollar canadien, ce qui a fait baisser la dépense d'intérêts sur notre dette libellée en dollars américains.

Les **impôts sur les bénéfices** ont totalisé 133,1 millions de dollars à l'exercice 2008, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 31,6 % par rapport à 96,6 millions de dollars en 2007, ce qui représentait un taux d'imposition effectif de 28,8 %. Au cours de l'exercice 2007, la Société a bénéficié d'une réduction d'impôts

non récurrente de quelque 6 millions de dollars afin d'ajuster les soldes d'impôts futurs suivant une diminution des taux d'imposition fédéraux au Canada. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a comptabilisé une charge d'impôts d'environ 3 millions de dollars par suite d'une réduction de l'actif d'impôts futurs comptabilisé au cours d'exercices précédents pour notre division argentine. Au troisième trimestre de l'exercice 2008, ce changement a été neutralisé par une économie d'impôts non récurrente d'environ 6,5 millions de dollars découlant de la réduction des taux d'imposition fédéraux au Canada sanctionnée en décembre 2007. Notre taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

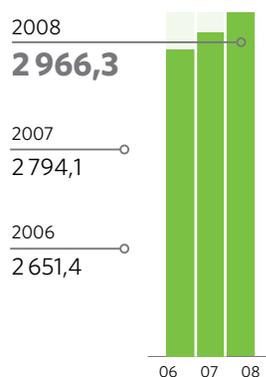
Le **bénéfice net** pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 a totalisé 288,2 millions de dollars, en hausse de 49,7 millions de dollars, ou 20,9 %, par rapport à 238,5 millions de dollars à l'exercice 2007. L'augmentation est attribuable aux facteurs mentionnés précédemment.

INFORMATION SECTORIELLE

SECTEUR PRODUITS LAITIERS CANADA, EUROPE ET ARGENTINE (SECTEUR PRODUITS LAITIERS CEA)

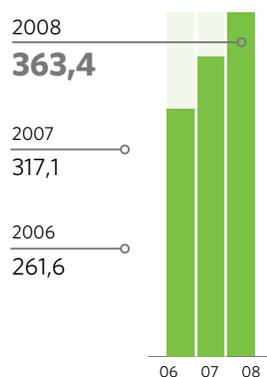
REVENUS

(en millions de dollars)



BAIIA

(en millions de dollars)



REVENUS

Les revenus du secteur Produits laitiers CEA se sont élevés à 2,966 milliards de dollars, en hausse de 6,2 %, ou 172,2 millions de dollars, comparativement à 2,794 milliards de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation des revenus se répartit par environ 133 millions de dollars pour la Division Produits laitiers (Canada) et près de 43 millions de dollars pour la Division Produits laitiers (Europe), alors que la Division Produits laitiers (Argentine) a enregistré une diminution d'environ 4 millions de dollars des revenus.

La hausse de 133 millions de dollars des revenus de notre Division Produits laitiers (Canada) est attribuable à trois facteurs principaux. Une tranche d'environ 58 millions de dollars est liée à la hausse des prix de vente découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait. De plus, les volumes de ventes ont augmenté dans certaines de nos catégories, principalement celle du lait nature et de la crème, comme ce fut le cas à l'exercice précédent. Les volumes de ventes dans la catégorie du lait nature ont augmenté de 6,1 %, comparativement

à 3,3 % à l'exercice précédent. Finalement, le segment industriel a contribué à la hausse des revenus grâce à l'accroissement des ventes de sous-produits découlant d'un marché plus favorable. Ces augmentations ont contrebalancé le recul des volumes de ventes moins rentables dans les segments du détail et industriel du fromage au Canada. Dans l'ensemble, les volumes de ventes de la division ont enregistré une croissance modérée.

Nos pratiques en matière de prix, de rabais et d'escomptes sont demeurées inchangées dans tous les segments au cours de l'exercice.

La Société produit environ 32 % de tout le fromage naturel fabriqué au Canada et demeure le chef de file de l'industrie. La production de lait nature de Saputo représente environ 22 % de la production totale canadienne.

Le **segment de détail**, qui est demeuré relativement stable au cours de l'exercice, représente 63 % des revenus de notre Division Produits laitiers (Canada). La consommation individuelle de lait en général a peu changé, bien que la consommation de lait de spécialité ait augmenté. Dans cette perspective, la catégorie du lait à valeur ajoutée, qui comprend le célèbre produit *Milk 2 Go/Lait's Go*, a enregistré une croissance à deux chiffres de ses volumes de ventes pendant plusieurs années. Cette marque est actuellement la plus vendue au Canada, occupant 49 % du marché canadien des boissons en portions individuelles dans des bouteilles en plastique. L'enthousiasme des consommateurs pour les yogourts et les fromages de spécialité a continué de se manifester au cours de l'exercice. À cet égard, nos revenus tirés des fromages de spécialité italienne ont affiché une croissance importante. Le total de la croissance des volumes de ventes pour les produits de spécialité par rapport à l'exercice précédent s'est chiffré à environ 8 %. Pour ce qui est du yogourt, la production a augmenté de 3,5 % au Canada. En raison de nos efforts continus en matière d'innovation, notamment en ce qui concerne le nouveau yogourt *Alive* lancé en juillet 2007, nos volumes de ventes de yogourt ont connu une croissance légèrement au-dessus de celle de l'industrie.

Le **segment de la restauration** est demeuré relativement stable par rapport à l'exercice précédent et représente 31 % des revenus de notre Division Produits laitiers (Canada). Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients afin de mieux répondre à leurs besoins et de maintenir et développer des liens solides aux fins de l'accroissement de nos activités. La plus importante augmentation des volumes de ce segment concerne la catégorie du lait nature et de la crème, laquelle comprend certains de nos comptes nationaux.

Le **segment industriel** compte pour 6 % des revenus de notre Division Produits laitiers (Canada), soit un niveau relativement stable par rapport au dernier exercice. Ce segment est constitué des ventes de fromage et de sous-produits. L'augmentation des revenus dans ce secteur résulte d'un marché plus favorable des sous-produits et de l'accroissement des volumes de ventes de poudre de lait écrémé à la Commission canadienne du lait, attribuable au surplus de lait dans les provinces de l'Ouest, où nous faisons office d'usine de dernier recours.

Les revenus de la Division Produits laitiers (Europe) ont augmenté d'environ 43 millions de dollars, ce qui tient compte des résultats tirés de nos activités au Royaume-Uni sur un exercice complet, alors que ces résultats n'ont été comptabilisés que pour une semaine à l'exercice précédent. Ces revenus sont conformes à nos attentes. En Allemagne, la diminution des volumes de ventes au cours de l'exercice a été neutralisée par l'augmentation des prix de vente découlant de l'augmentation des prix du lait.

Les revenus de la Division Produits laitiers (Argentine) ont diminué de 4 millions de dollars à l'exercice 2008 par rapport à l'exercice 2007, en raison de l'appréciation du dollar canadien, ce qui a réduit les revenus d'environ 26 millions de dollars, et de la diminution des volumes de ventes, principalement sur le marché des exportations. L'augmentation des revenus tirés des ventes découlant de la hausse des prix de vente, elle-même attribuable à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, a presque entièrement neutralisé cette diminution.

BAIIA

Notre BAIIA a totalisé 363,4 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, comparativement à 317,1 millions de dollars à l'exercice précédent, en hausse de 46,3 millions de dollars, ou 14,6 %. La marge de BAIIA a augmenté, passant de 11,3 % pour l'exercice précédent à 12,2 % pour l'exercice 2008. Cette amélioration est attribuable à de meilleures marges enregistrées par notre Division Produits laitiers (Canada) et notre Division Produits laitiers (Argentine).

La Division Produits laitiers (Canada) a continué d'afficher un rendement solide à l'exercice 2008, grâce aux mesures de rationalisation mises en œuvre au cours des exercices précédents. De plus, l'augmentation du BAIIA au cours de l'exercice 2008 reflète clairement l'efficacité accrue de nos usines de fabrication, tant pour nos activités fromagères que laitières qui se sont traduites par une amélioration du BAIIA d'environ 12 millions de dollars. Ces mesures continues, qui font partie intégrante de notre engagement à être un producteur à faibles coûts, ont permis à nos installations manufacturières de se spécialiser et d'accroître leur efficacité.

Le 31 mars 2007, nous avons fermé notre usine de fabrication de fromage située à Vancouver, Colombie-Britannique et, le 2 juin 2007, notre usine de transformation du fromage située à Boucherville, Québec. Le BAIIA de l'exercice 2007 comprenait des charges de rationalisation d'environ 2,1 millions de dollars liées à ces fermetures. Dans le cadre de ce processus, la Société a complété son projet d'automatisation pour ses activités de coupage et d'emballage. Par ailleurs, la Société prévoit investir environ 49 millions de dollars dans des immobilisations au cours de l'exercice 2009, dont environ 10 millions de dollars afin d'accroître l'automatisation de ses usines au Canada.

L'accroissement de nos volumes de ventes dans la catégorie du lait nature et de la crème, conjugué aux économies découlant de l'optimisation de la logistique, de la chaîne d'approvisionnement et de l'entreposage, s'est traduit par une augmentation du BAIIA. Par ailleurs, les résultats favorables obtenus sur le marché des sous-produits au cours de l'exercice 2008 ont eu une incidence positive d'environ 8,0 millions de dollars sur le BAIIA par rapport à l'exercice 2007.

La Division Produits laitiers (Europe) a dû composer avec des conditions défavorables du marché au cours de l'exercice, résultant de l'augmentation des prix du lait, combinée au délai dans l'établissement de prix de vente plus élevés à nos clients en Allemagne et à la diminution des volumes de ventes en relation avec ces hausses de prix. Même si nos opérations au Royaume-Uni ont bien performé, ces facteurs ont eu une incidence défavorable sur notre BAIIA de l'exercice en cours.

Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) s'est amélioré en 2008 par rapport à 2007. Les avantages découlant des dépenses en immobilisations engagées durant l'exercice en cours et les exercices précédents ont contribué à neutraliser l'incidence défavorable de trois facteurs : l'augmentation des prix du lait au cours de l'exercice suivant les inondations importantes survenues dans certaines régions de l'Argentine au début de l'exercice en cours ; la diminution des volumes de

ventes ainsi que les nouveaux règlements mis en place au premier trimestre par les autorités, qui limitent les prix de vente sur le marché de l'exportation. En outre, l'appréciation du dollar canadien a eu une incidence défavorable sur le BAIIA.

PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2009, nous continuerons de nous concentrer sur l'ensemble de nos secteurs d'activité et à accroître nos activités de marketing afin de lancer des produits à valeur ajoutée qui génèrent des marges plus élevées. Nous continuerons également de soutenir nos marques principales afin de maintenir notre position dans le marché.

Nous sommes d'avis que le marché des fromages de spécialité présente encore des débouchés prometteurs. Grâce à nos ressources spécialisées à ce chapitre, nous sommes bien positionnés pour profiter de ces débouchés. Nous accordons une très grande importance à l'innovation afin de pouvoir offrir des produits qui répondent aux besoins actuels des consommateurs. Nous continuons d'affecter à la création de nouveaux produits les ressources qui devraient nous permettre de préserver et d'établir des relations à long terme avec nos clients et avec les consommateurs. De plus, nous prévoyons renforcer notre portefeuille de marques de spécialité en lançant une nouvelle marque, *DuVillage 1860*, en remplacement de notre ancienne gamme de produits *DuVillage de Warwick*.

Plusieurs autres catégories de produits laitiers, notamment le lait, la crème, le yogourt et le fromage, présentent d'excellentes occasions au chapitre de l'innovation. Par conséquent, nous prévoyons lancer de nouveaux produits laitiers à valeur ajoutée au cours de l'exercice 2009. Par ailleurs, nous soutiendrons ces innovations de produits au moyen de campagnes publicitaires et de programmes promotionnels dynamiques tout au long de l'exercice 2009.

En janvier, Saputo est devenue le fournisseur officiel de produits laitiers emballés des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et des équipes olympiques canadiennes de Pékin 2008, Vancouver 2010 et Londres 2012. Ainsi, nous fournirons aux athlètes des Jeux des produits comme du yogourt, du lait et du fromage de marques *Saputo*, *Armstrong* et *Dairyland*. Des initiatives de marketing seront mises en œuvre au cours du prochain exercice afin de promouvoir ce partenariat.

En décembre 2007, le gouvernement du Canada a introduit une réglementation modifiée établissant de nouvelles normes relatives à la composition des fromages fabriqués et importés au Canada. Le gouvernement fédéral a accordé une période transitoire d'un an afin de permettre à l'industrie de se conformer aux nouvelles exigences. Les produits fabriqués par Saputo ont toujours répondu aux exigences des normes canadiennes et internationales. Nous nous conformerons donc à ces nouvelles normes même si elles diffèrent des normes internationales. Nous avons l'intention de mitiger les conséquences que ces nouvelles normes auront sur nos résultats tout en déployant des efforts appréciables pour minimiser l'incidence sur nos clients.

La division réévalue continuellement sa capacité de production pour toutes ses catégories de produits. Notre capacité de production excédentaire est de 35 %. Nous continuerons d'examiner chacun des aspects de nos activités quotidiennes et nous prendrons les mesures nécessaires pour rendre la division encore plus solide.

Pour la Division Produits laitiers (Europe), nous prévoyons que le prix du lait se stabilisera. En 2009, notre priorité sera d'intégrer complètement ces activités à celles de Saputo. Nous continuerons d'investir dans certains programmes de dépenses en immobilisations afin d'accroître l'efficacité générale et de

permettre à la division d'accroître ses volumes et sa rentabilité. Nous prévoyons que les employés expérimentés provenant de nos opérations canadiennes affectés à cette division au cours de l'exercice l'aideront à atteindre ces objectifs.

La Division Produits laitiers (Argentine) continuera, au cours de l'exercice 2009, à mettre l'accent sur l'augmentation de l'efficacité et la croissance des volumes, tant sur le marché national qu'international. Les volumes de production de lait ont commencé à augmenter à la mi-exercice 2008, après des inondations importantes qui ont considérablement ralenti la production. Nous prévoyons que les volumes de production de lait continueront d'augmenter et reviendront aux niveaux historiques.

SECTEUR PRODUITS LAITIERS USA

La volatilité de l'industrie américaine des produits laitiers a eu une incidence sur notre secteur Produits laitiers USA au cours de l'exercice 2008. Vers la fin de l'exercice 2007, le prix de la poudre de lactosérum, un élément clé de la formule utilisée pour établir le prix minimal du lait, a atteint des niveaux sans précédents, aussi élevés que 0,82 \$ US la livre. Cette tendance s'est maintenue au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2008; par la suite, au quatrième trimestre, le prix du lait a chuté pour s'établir à 0,24 \$ US la livre. Par conséquent, au cours de l'exercice 2008, le prix du lait a aussi atteint des niveaux bien supérieurs aux moyennes historiques. En octobre 2007, l'État de la Californie a tenu la consultation publique intitulée *Consolidated Stabilization and Marketing Plan Hearings* afin de traiter de cette situation. Le résultat de cette consultation a été d'attribuer une valeur fixe au facteur de poudre de lactosérum utilisé dans la formule d'établissement du prix du lait et de hausser l'allocation manufacturière pour la fabrication du fromage en Californie. Ce changement, conjugué aux modifications apportées aux règlements gouvernementaux au cours des exercices précédents, continue d'influer sur l'industrie laitière américaine. Le prix moyen du bloc par livre de fromage de l'exercice 2008 a été lui aussi supérieur aux moyennes historiques. Le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est chiffré à 1,42 \$ US au début de l'exercice, pour ensuite augmenter à 1,63 \$ US au premier trimestre. Le prix moyen des trois autres trimestres s'est établi à 1,96 \$ US et le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est ainsi établi à 1,88 \$ US pour l'ensemble de l'exercice 2008, comparativement à 1,26 \$ US pour l'exercice 2007.

Malgré la volatilité du marché durant l'exercice 2008, la Division Produits laitiers (USA) a réalisé d'importants progrès par rapport à l'exercice 2007.

REVENUS

Les revenus du secteur Produits laitiers USA ont totalisé 1,928 milliard de dollars pour l'exercice 2008, en hausse de 891,2 millions de dollars ou 86,0 % par rapport à 1,037 milliard de dollars au cours de l'exercice 2007. L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine, à la hausse des prix de vente et à l'augmentation des volumes de ventes. Ces facteurs combinés se sont traduits par une augmentation des revenus d'environ 730 millions de dollars à l'exercice 2008 par rapport à l'exercice 2007. Le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est chiffré à 1,88 \$ US à l'exercice 2008, comparativement à 1,26 \$ US à l'exercice 2007, ce qui a engendré des revenus supplémentaires d'environ 290 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse des revenus d'environ 129 millions de dollars. L'augmentation des volumes de ventes est principalement attribuable à la catégorie du fromage à effilocheur.

Nos pratiques en matière de prix, de rabais et d'escomptes sont demeurées inchangées dans tous les segments au cours de l'exercice.

Pour l'exercice 2008, les segments du détail, de la restauration et industriel ont compté pour 29 %, 46 % et 25 % de notre volume de ventes total, respectivement. Au cours de l'exercice 2007, ces mêmes segments avaient respectivement compté pour 31 %, 48 % et 21 % de notre volume de ventes total. Cette variation est principalement attribuable à l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine.

Dans le segment du détail, nous avons continué d'appuyer nos marques au moyen de promotions et de publicités distinctives afin d'assurer notre croissance et de conserver notre position de tête sur le marché. La marque *Frigo Cheese Heads* demeure la marque numéro un du fromage à effilocheur. En fait, notre part de ce marché très concurrentiel a augmenté par rapport à l'exercice précédent. Pendant l'exercice 2008, nous avons apporté des changements à l'emballage de la marque *Treasure Cave* afin de lui donner une allure haut de gamme par rapport aux marques concurrentes. La distribution de la marque connaissait déjà des gains vers la fin de l'exercice.

Dans le segment de la restauration, nous avons continué à promouvoir et à publiciser notre gamme de fromages auprès de l'industrie de la pizza en passant par des publications spécialisées et des salons professionnels ciblés. Nous avons axé nos efforts publicitaires sur d'importants magazines du secteur de la restauration, des sites web et des bulletins électroniques ciblés, ce qui nous a permis de faire connaître davantage nos produits dans ce segment.

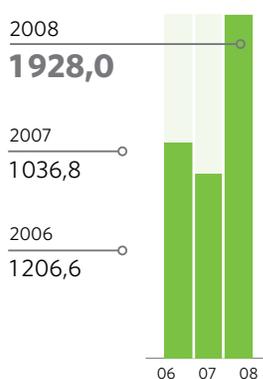
Le segment industriel regroupe les ventes de fromage, de sous-produits du lactosérum, de lait condensé sucré et de lait de poule. Le segment a bénéficié du prix élevé des sous-produits sur les marchés internationaux au cours de l'exercice 2008 par rapport à l'exercice précédent. L'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine qui incluait une installation de séchage de sous-produits, nous a permis d'accroître nos volumes de sous-produits disponibles à la vente et nous a dotés d'une flexibilité accrue pour nos activités américaines.

BAIIA

Au cours de l'exercice 2008, le BAIIA a totalisé 145,5 millions de dollars, en hausse de 62,6 millions de dollars ou 75,5 % par rapport à 82,9 millions de dollars à l'exercice 2007. Cette hausse est principalement attribuable aux initiatives entreprises par la Société lors des exercices précédents et de l'exercice en cours relativement à l'augmentation de prix de vente, à la réduction des frais liés à la manutention du lait, à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et à l'acquisition de Land O' Lakes

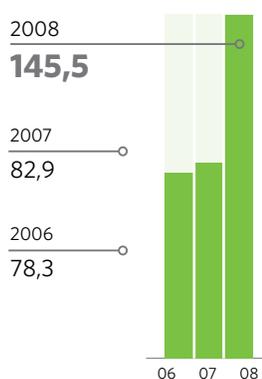
REVENUS

(en millions de dollars)



BAIIA

(en millions de dollars)



sur la côte ouest américaine. Cette hausse a neutralisé la diminution du BAIIA attribuable à l'accroissement des promotions et à l'augmentation du coût des ingrédients et d'autres coûts durant l'exercice 2008 par rapport à l'exercice 2007. Ces facteurs combinés se sont traduits par une augmentation du BAIIA d'environ 63 millions de dollars par rapport à l'exercice 2007. Les décisions prises par l'État de la Californie et le USDA au cours des exercices 2007 et 2008, afin de réduire le coût du lait destiné à la fabrication, ont aussi contribué à faire augmenter le BAIIA d'environ 5 millions de dollars pour l'exercice en cours. L'appréciation du dollar canadien a également entraîné une baisse d'environ 10 millions de dollars du BAIIA de l'exercice 2008.

À l'exercice 2008, le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est établi à 1,88 \$ US, en hausse de 0,62 \$ US par rapport à 1,26 \$ US à l'exercice 2007. Le prix du bloc par livre de fromage s'est chiffré à 1,42 \$ US au début de l'exercice 2008 et a augmenté rapidement par la suite, pour atteindre la moyenne mentionnée précédemment. La hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage a eu une incidence favorable sur l'absorption de nos frais fixes et la réalisation des stocks au cours de l'exercice 2008. Cependant, au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2008, l'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage a été conjuguée à une augmentation du prix de la poudre de lactosérum, un élément clé de l'établissement du prix du lait en tant que matière première. Par conséquent, une relation moins favorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été constatée pour l'exercice 2008 comparativement à l'exercice 2007. Ainsi, au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2008, le prix élevé de la poudre de lactosérum a fait grimper le coût du lait à des niveaux jamais atteints, ce qui a exercé d'énormes pressions sur les marges possibles pour les producteurs de fromage. Vers la fin du troisième trimestre et au cours du quatrième trimestre de cet exercice, le prix de la poudre de lactosérum a diminué de façon constante, ce qui a réduit les pressions exercées sur les producteurs de fromage et amélioré l'écart entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait. La combinaison de ces facteurs du marché a eu une incidence positive d'environ 4 millions de dollars du BAIIA au cours de l'exercice 2008 par rapport à l'exercice 2007. La division avait engagé des charges de rationalisation d'environ 1,3 million de dollars relativement à la fermeture de notre usine de Peru, en Indiana, au cours de l'exercice 2007.

PERSPECTIVES

Au début de l'exercice 2008, nous avons complété l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine. Tout au long de l'exercice 2008, nous avons concentré nos efforts sur l'intégration de ces activités à celles du secteur Produits laitiers USA. Grâce aux efforts de nos employés, l'intégration se déroule avec succès. Pendant l'exercice 2009, nous mènerons à terme notre projet d'investissement en immobilisations pour ces activités, ce qui devrait avoir une incidence favorable sur l'efficacité opérationnelle et le rendement financier. La décision d'augmenter l'allocation manufacturière pour la fabrication du fromage, prise à l'issue de la consultation publique intitulée *Consolidated Stabilization and Marketing Plan* en Californie, devrait aussi avoir une incidence positive sur nos activités de la côte ouest.

Le 1^{er} avril 2008, nous avons complété l'acquisition d'Alto. Cette entreprise emploie environ 470 personnes et produit des fromages de types italien et américain de même que des produits à base de lactosérum, dans ses deux usines du Wisconsin. Pour l'exercice 2007, Alto a enregistré un chiffre d'affaires d'environ 378 millions de dollars US et un BAIIA de 19,6 millions de dollars

US, ces données ayant été ajustées afin de tenir compte de certaines charges non récurrentes. Cette transaction stratégique permettra à notre division américaine d'étendre ses activités et constitue un autre pas vers l'atteinte de notre objectif d'accroître notre présence aux États-Unis. Au cours de l'exercice 2009, nous axerons nos efforts sur l'intégration de ces activités aux systèmes d'information et à la structure de Saputo. Nous poursuivrons également notre analyse exhaustive de la structure de coûts afin de cerner les possibilités de synergie entre les activités acquises et nos autres activités aux États-Unis.

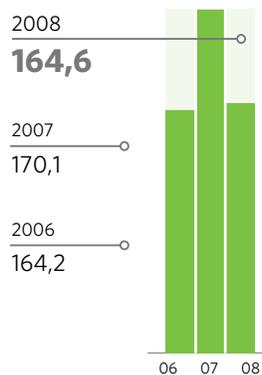
L'exercice 2009 devrait nous permettre de tirer profit de nombreuses initiatives mises en œuvre au cours de l'exercice précédent. Durant l'exercice 2008, nous avons terminé la rationalisation de nos activités de râpage et de fromage à effilocheur aux États-Unis. Les avantages découlant de cette rationalisation, y compris la diminution des coûts de main-d'œuvre, des frais indirects et des coûts de matière première, devraient avoir une incidence favorable sur les résultats de l'exercice 2009. En outre, différentes initiatives liées aux prix de vente entreprises à la fin de l'exercice 2008 devraient aussi permettre d'améliorer le rendement de la division. D'autres dépenses en immobilisations seront engagées dans cet exercice afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la rentabilité globale. L'importance soutenue que nous accordons à nos marques principales, *Frijo Cheese Heads* et *Treasure Cave*, ainsi que notre soutien supplémentaire à nos fromages de spécialité, devraient aussi susciter de nombreuses occasions durant l'exercice.

La volatilité qui a caractérisé l'industrie laitière américaine au cours des derniers exercices a entraîné de nombreux défis pour le secteur Produits laitiers USA. Cette volatilité devrait persister dans un avenir rapproché. Comme par le passé, nous prenons des décisions afin d'atténuer l'incidence de cette volatilité sur nos activités. Notre but consiste à fournir à nos clients des produits et des services de qualité, tout en préservant l'efficacité de nos activités.

SECTEUR PRODUITS D'ÉPICERIE

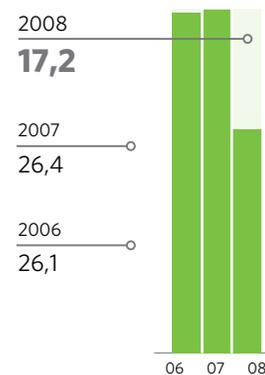
REVENUS

(en millions de dollars)



BAIIA

(en millions de dollars)



REVENUS

Les revenus du secteur Produits d'épicerie ont totalisé 164,6 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, en baisse de 5,4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement imputable au volume de ventes au Canada qui a diminué de 1,5 % par rapport à l'exercice précédent. En outre, le lancement de produits sous des marques privées, la forte concurrence des prix sur le marché et les hausses de prix qui sont entrées en vigueur à la mi-novembre 2007 ont aussi eu une incidence sur nos revenus. Le

marché québécois a été le marché le plus durement touché par ces facteurs. L'apport des activités de Biscuits Rondeau inc. et de Boulangerie Rondeau inc. (Rondeau) a neutralisé en partie ces diminutions, leurs résultats ayant été comptabilisés sur une année complète pour l'exercice 2008. Les volumes de ventes provenant de nos activités de coemballage aux États-Unis ont aussi beaucoup reculé par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre environ 58 %.

Nous avons maintenu notre part de marché malgré l'intensification de la concurrence dans un marché saturé.

Au cours de l'exercice, nous avons soutenu activement nos marques. En raison de la nature du secteur, nous devons innover et adapter constamment nos produits selon la saison. En 2008, nous avons lancé 11 nouveaux produits; par exemple, nous avons introduit de nouveaux *Passion Flakie* et *HOP&GO!* sous la marque *Vachon*, ainsi que de nouveaux biscuits à la farine d'avoine destinés à l'Ouest canadien, sous la marque *Hostess*. En outre, dans le cadre du plan d'intégration de Rondeau, nous avons revu notre gamme de produits afin d'en standardiser l'emballage.

Aux États-Unis, nous avons axé nos efforts sur la conclusion d'accords de coemballage. Malheureusement, nos efforts n'ont pas porté leurs fruits en 2008.

BAIIA

Le BAIIA de notre secteur Produits d'épicerie a totalisé 17,2 millions de dollars pour l'exercice 2008, en baisse de 9,2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La diminution du BAIIA est principalement imputable à l'augmentation d'environ 4,1 millions de dollars du coût des ingrédients, de l'emballage et de la main-d'œuvre et à la diminution des volumes de ventes liés à nos activités canadiennes et américaines, laquelle s'est traduite par une diminution d'environ 1,3 million de dollars du BAIIA, déduction faite de l'incidence des hausses de prix. Pour l'exercice 2008, un montant supplémentaire de 2,7 millions de dollars a été affecté au soutien de nos marques au Canada ainsi qu'au régime de retraite. Au cours des exercices antérieurs, nos dépenses en immobilisations nous ont permis d'accroître notre efficacité opérationnelle, à la suite de la mise en œuvre de projets d'automatisation et de robotisation. Les économies découlant de ces dépenses en immobilisations ont contrebalancé en partie la hausse des coûts dont il est fait mention précédemment. Cependant, les projets majeurs d'investissement en immobilisations mis en œuvre au cours de l'exercice ont donné lieu à des coûts supplémentaires de main-d'œuvre et de démarrage de 1,2 million de dollars. La marge de BAIIA est passée de 15,5 % en 2007 à 10,7 % en 2008.

Le rendement de nos activités de fabrication a été défavorablement influencé par l'intégration de Rondeau et certains projets d'investissement en immobilisations qui, collectivement, n'ont pas généré les rendements prévus.

PERSPECTIVES

La conjoncture économique difficile a une incidence directe sur les résultats financiers de la division. Les principaux obstacles sont l'intensification de la concurrence, les prix agressifs sur le marché, le lancement de marques privées par certains détaillants, l'augmentation du coût des régimes de retraite ainsi que l'augmentation constante des coûts de matière première et d'emballage. Afin d'atténuer l'incidence de ces facteurs, nous avons pris une série de mesures relatives au marketing et aux opérations. Nous avons transféré des fonds en marketing à l'équipe de vente afin de soutenir nos efforts de ventes en magasins. Nous tentons d'atténuer l'incidence défavorable de l'augmentation des coûts de matières premières et d'emballage en mettant l'accent sur l'optimisation des recettes et des

procédés de fabrication. Nous évaluons également différentes possibilités aux États-Unis. En mars 2008, nous avons conclu une entente relative à une marque privée avec un nouveau client américain, laquelle devrait compenser à hauteur d'environ 25 % la diminution du volume lié aux activités de coemballage aux États-Unis en 2008.

TRÉSORERIE

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement se sont établis à 390,8 millions de dollars pour l'exercice 2008, en hausse de 76,0 millions de dollars par rapport à 314,8 millions de dollars à l'exercice 2007. Au cours de l'exercice 2008, un montant de 99,8 millions de dollars a été utilisé au titre des éléments hors caisse du fonds de roulement, contre 28,7 millions de dollars générés durant l'exercice 2007. La hausse du montant utilisé au titre des éléments hors caisse du fonds de roulement au cours de l'exercice 2008 est surtout imputable à l'augmentation du fonds de roulement lié à nos activités américaines résultant de l'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage au cours du présent exercice comparativement à l'exercice précédent. À l'exercice 2007, les fonds générés étaient principalement attribuables à la réduction des stocks découlant de la gestion améliorée des stocks liés à nos activités laitières au Canada et en Argentine.

En ce qui concerne les activités d'investissement, la Société a utilisé un montant de 354,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2008, principalement pour l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine, laquelle a coûté 250,9 millions de dollars. La Société a ajouté 101,7 millions de dollars en immobilisations, dont près de 16 % étaient liés au remplacement d'immobilisations. Le solde a servi à la mise en place de nouvelles technologies, ainsi qu'à l'agrandissement et à l'augmentation de certaines capacités manufacturières. La Société a également cédé des actifs inutilisés à l'exercice 2008, pour un produit total de 5,3 millions de dollars.

En ce qui concerne les activités de financement à l'exercice 2008, la Société a augmenté ses emprunts bancaires de 91,4 millions de dollars, racheté du capital-actions totalisant 81,5 millions de dollars dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités et versé des dividendes de 94,5 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2008, la Société a également émis des actions pour une contrepartie en espèces de 28,4 millions de dollars dans le cadre de son régime d'options d'achat d'actions.

RESSOURCES FINANCIÈRES

Au 31 mars 2008, le fonds de roulement de la Société totalisait 416,3 millions de dollars, en baisse de 104,8 millions de dollars par rapport à 521,1 millions de dollars au 31 mars 2007. Cette baisse est principalement imputable aux fonds auparavant disponibles qui ont été utilisés pour l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine. Au 31 mars 2008, notre ratio de dette portant intérêt sur les capitaux propres s'établissait à 0,17, comparativement à 0,08 au 31 mars 2007.

Au cours de l'exercice 2009, la Société prévoit ajouter environ 101 millions de dollars en immobilisations, dont environ 57 millions de dollars seront réservés aux nouvelles technologies et à l'augmentation des capacités manufacturières. Le solde sera consacré au remplacement de certaines immobilisations. La Société s'attend à ce que l'amortissement des immobilisations totalise environ 90 millions de dollars pour l'exercice 2009. L'augmentation de l'amortissement par rapport à l'exercice 2008 est imputable à l'acquisition d'Alto et aux dépenses en

immobilisations engagées au cours de l'exercice 2008 et des exercices précédents. Tous les fonds requis pour les ajouts aux immobilisations seront générés par les activités de la Société. Au 31 mars 2008, la Société n'avait aucun engagement important lié aux acquisitions d'immobilisations.

La Société dispose de facilités de crédit bancaire d'environ 649 millions de dollars, dont une tranche de 222,6 millions de dollars est utilisée. Elle dispose également d'espèces et de quasi-espèces de 165,7 millions de dollars, dont une tranche de 163 millions de dollars a servi à l'acquisition d'Alto, conclue le 1^{er} avril 2008. Au cours de l'exercice, un montant supplémentaire de 300 millions de dollars a été ajouté à ses facilités de crédit bancaire existantes. Si cela s'avérait nécessaire, la Société pourrait prendre de nouveaux arrangements financiers pour poursuivre sa croissance par l'entremise d'acquisitions.

BILAN

Comparativement au 31 mars 2007, les principaux postes du bilan au 31 mars 2008 ont varié en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin. Le taux de conversion des postes de bilan de nos activités américaines libellés en dollars américains était de 1,0265 \$ CA/US au 31 mars 2008, contre 1,1546 \$ CA/US au 31 mars 2007. Le taux de conversion des postes de bilan de nos activités en Argentine en pesos argentins était de 0,3226 \$ CA/ARS au 31 mars 2008, contre 0,3691 \$ CA/ARS au 31 mars 2007. La valeur accrue du dollar canadien s'est traduite par des valeurs moindres des postes de bilan concernés de nos activités à l'étranger. Les variations des principaux postes de bilan étaient également attribuables à l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine. Notre position de trésorerie nette a diminué, passant de 137,9 millions de dollars au 31 mars 2007 à un montant négatif de 56,9 millions de dollars au 31 mars 2008. Cette diminution s'explique par l'utilisation des espèces et des quasi-espèces existantes au début de l'exercice 2008 pour payer l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine. La variation de l'écart de conversion sous la rubrique des capitaux propres est attribuable à l'appréciation du dollar canadien. L'actif total de la Société se chiffrait à 2,733 milliards de dollars au 31 mars 2008 comparativement à 2,488 milliards de dollars au 31 mars 2007.

INFORMATION SUR LE CAPITAL-ACTIONS

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur création.

	Autorisées	Émises au 31 mars 2008	Émises au 27 mai 2008
Actions ordinaires	Nombre illimité	205 962 964	206 080 915
Actions privilégiées	Nombre illimité	Aucune	Aucune
Options d'achat d'actions		8 893 428	10 338 170

Le 7 novembre 2006, la Société a annoncé son intention d'acheter, dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités (programme de rachat), à des fins d'annulation, certaines de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, à compter du 13 novembre 2006.

En vertu du programme de rachat, la Société pouvait racheter jusqu'à 10 358 608 actions ordinaires à des fins d'annulation, ce qui représentait 5 % des 207 172 178 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2006. Ces achats devaient être faits sur une période maximale de 12 mois commençant le 13 novembre 2006 et prenant fin le 12 novembre 2007 en conformité avec la réglementation applicable. La Société ne pouvait racheter plus de 2 % des actions ordinaires émises et en circulation sur toute période de 30 jours. La contrepartie, en espèces, versée par la Société pour toute action ordinaire rachetée en vertu du programme de rachat correspondait au cours du marché des actions ordinaires au moment de l'acquisition. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 3 705 240 actions ordinaires au cours moyen de 21,98 \$, pour un montant de 81,5 millions de dollars.

Le 6 novembre 2007, la Société a annoncé son intention d'acheter, dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités (nouveau programme de rachat), à des fins d'annulation, certaines de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, à compter du 13 novembre 2007.

En vertu du nouveau programme de rachat, la Société peut racheter jusqu'à 10 272 848 actions ordinaires à des fins d'annulation, ce qui représente 5 % des 205 456 990 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2007. Ces achats ont lieu en conformité avec la réglementation applicable sur une période maximale de 12 mois commençant le 13 novembre 2007 et prenant fin le 12 novembre 2008. La Société ne peut racheter plus de 2 % des actions ordinaires émises et en circulation sur toute période de 30 jours. La contrepartie en espèces, versée par la Société pour toute action ordinaire rachetée en vertu du nouveau programme de rachat, doit correspondre au cours du marché des actions ordinaires au moment de l'acquisition. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, la Société n'a racheté aucune action ordinaire à des fins d'annulation en vertu du nouveau programme de rachat.

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007, la Société avait racheté aux fins d'annulation un total de 2 813 400 actions ordinaires au cours moyen de 18,02 \$, pour un montant total de 50,7 millions de dollars.

La Société estime que le rachat de ses propres actions peut, en certaines circonstances appropriées, constituer un investissement responsable des fonds disponibles. Des exemplaires de la notice relative aux deux programmes de rachat peuvent être obtenus sans frais, sur demande, auprès du secrétaire de la Société.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société a recours à certains arrangements hors bilan qui consistent essentiellement en la location de certains locaux ainsi qu'en certains contrats de location visant de l'équipement et du matériel roulant. Ces ententes sont comptabilisées sous forme de contrats de location-exploitation. Les loyers minimaux futurs au 31 mars 2008 totalisaient 47,0 millions de dollars. La

Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Saputo utilise certains instruments financiers dérivés dans des situations bien précises. Dans le cours normal des activités, nous importons certains produits aux fins de nos activités canadiennes, et notre gestion des risques de change nous amène occasionnellement à conclure certains contrats d'achat de devises en euros, dont le montant total au 31 mars 2008 s'élevait à 2 400 000 euros.

La Société conclut, à l'occasion, certains contrats à terme pour se protéger des fluctuations des prix de certaines marchandises lorsqu'elle a, au préalable, un engagement de vente du produit fini. Au 31 mars 2008, la valeur de marché de ces contrats était de 0,6 million de dollars.

L'évolution de la conjoncture économique n'influe pas sur l'exposition financière de la Société à l'égard des instruments financiers dérivés utilisés, car ces derniers sont généralement détenus jusqu'à leur échéance. Les notes 17 et 19 des états financiers consolidés décrivent les arrangements hors bilan de la Société.

GARANTIES

De temps à autre, la Société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et des contrats de location, ainsi que dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, lesquelles ententes, de par leur nature, peuvent fournir des indemnités à des tierces parties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent viser des manquements aux représentations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. La note 17 des états financiers consolidés traite des garanties de la Société.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relatifs au remboursement de sa dette à long terme ainsi qu'en certaines ententes de location relatives à des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

La note 7 décrit l'engagement de la Société pour ce qui est du remboursement de la dette à long terme, alors que la note 17 décrit ses engagements de location.

(en milliers de dollars)	Dette à long terme	Loyers minimaux	Total
2009	-	11 864	11 864
2010	174 505	9 241	183 746
2011	-	7 417	7 417
2012	-	5 455	5 455
2013	-	4 359	4 359
Années ultérieures	51 325	8 672	59 997
Total	225 830	47 008	272 838

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, la Société reçoit des biens et services de sociétés sous influence notable de son actionnaire principal, et leur en fournit. Ces biens et services d'un montant non significatif sont compensés par une contrepartie égale à la juste valeur de marché. Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés qui décrit les opérations entre apparentés.

NORMES COMPTABLES

NORMES APPLIQUÉES

Au cours de l'exercice, la Société a adopté les principes comptables suivants, tels qu'ils sont décrits dans le *Manuel de l'ICCA* (Institut Canadien des Comptables Agréés) :

Modifications comptables

Le chapitre 1506 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Modifications comptables ». Il révisé les normes actuelles concernant les changements de méthodes comptables, les changements d'estimations comptables et les corrections d'erreurs. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

Résultat étendu

Le chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Résultat étendu ». Il établit des normes d'information et de présentation concernant le résultat étendu et ses composantes. Le résultat étendu consiste en la variation des capitaux propres découlant d'opérations ou d'événements sans rapport avec les actionnaires de la Société. Ces opérations ou événements comprennent les variations de l'écart de conversion liées aux établissements étrangers autonomes.

Par suite de l'adoption de ce chapitre, les états financiers consolidés de la Société comprennent maintenant un état consolidé du résultat étendu. Les états financiers consolidés des périodes antérieures ont été retraités pour tenir compte de l'adoption de ce chapitre seulement dans le cas des changements de soldes relatifs à la conversion des devises des établissements étrangers autonomes.

Informations à fournir concernant le capital

Le chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Informations à fournir concernant le capital ». Il établit des normes pour la présentation d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. La présentation des informations sur le capital de la Société est conforme aux recommandations de ce nouveau chapitre.

Conversion des devises étrangères

Le chapitre 1651 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Conversion des devises ». Il établit des normes pour la conversion des opérations d'une entité publiante libellées dans une monnaie étrangère et pour la conversion des états financiers d'un établissement étranger qu'une entité publiante incorpore dans ses états financiers. L'impact de l'adoption de ce chapitre ainsi que du chapitre 1530 « Résultat étendu », est que les changements dans les pertes non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes sont présentés dans l'état consolidé du résultat étendu.

Placements

Le chapitre 3051 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Placements ». Il établit des normes pour la comptabilisation des participations dans des entités sous influence notable, ainsi que pour l'évaluation de certains placements autres que les placements dans des instruments financiers. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

Capitaux propres

Le chapitre 3251 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Capitaux propres ». Il établit des normes pour la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée. La présentation des capitaux propres de la Société est conforme aux recommandations de ce nouveau chapitre.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation ». Il établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers dans le bilan ainsi que les normes pour la présentation des gains et des pertes dans les états financiers consolidés. En vertu de ce chapitre, les actifs financiers disponibles à la vente, les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction et les instruments financiers dérivés, qu'il s'agisse ou non d'éléments constitutifs d'une relation de couverture, doivent être évalués à la juste valeur. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

Instruments financiers – Informations à fournir

Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », exige qu'une entité fournisse dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité. Ces informations devraient également permettre aux utilisateurs d'évaluer la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La présentation des instruments financiers est conforme aux recommandations de ce chapitre.

Instruments financiers – Présentation

Le chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers – Présentation », a pour objectif d'aider les utilisateurs des états financiers à mieux comprendre l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière, à la performance et aux flux de trésorerie d'une entité. La présentation des instruments financiers est conforme aux recommandations de ce chapitre.

Couvertures

Le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Couvertures ». Il établit des normes qui précisent quand et comment on peut appliquer la comptabilité de couverture. Ce chapitre prévoit une documentation formalisée, la désignation d'éléments précis de relation de couverture et l'appréciation de l'efficacité comme des conditions préalables à l'application de la comptabilité de couverture. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

NORMES FUTURES

Stocks

Le chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Stocks », donne des commentaires sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Il donne également des commentaires sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La Société évalue actuellement l'incidence que l'adoption de ce chapitre aura sur ses états financiers consolidés.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale et aux autres actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Les normes

concernant l'écart d'acquisition n'ont pas changé comparativement à celles incluses dans le chapitre 3062.

Normes internationales d'information financière

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a publié un nouveau plan stratégique qui affectera significativement les exigences en matière de présentation financière des entreprises canadiennes. Le plan stratégique du CNC décrit la convergence des normes comptables canadiennes aux normes internationales (IFRS) au cours d'une période de transition d'environ cinq ans. En février 2008, le CNC a annoncé que la date de basculement des PCGR du Canada actuels aux IFRS, pour les entités publiques, serait 2011. En conséquence, la date de transition du 1^{er} avril 2011 pour la Société exigera le retraitement des montants comparatifs émis par la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011. La Société ayant commencé l'évaluation de l'adoption des IFRS, l'impact de cette transition aux IFRS ne peut être estimé à ce moment.

CONVENTIONS COMPTABLES CRITIQUES ET RECOURS À DES ESTIMATIONS COMPTABLES

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés de la Société conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit procéder à des estimations. Ces estimations sont établies en fonction des exercices précédents et selon le meilleur jugement de la direction. La direction révisé continuellement ces estimations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. La section qui suit décrit les principales estimations utilisées dans la préparation des états financiers consolidés de Saputo inc.

Immobilisations

Afin d'assigner le coût des immobilisations sur leur vie utile, des évaluations de la durée de vie utile des immobilisations doivent être faites. Le coût de chaque immobilisation sera alors attribué sur sa durée de vie utile et amorti année après année sur cette base.

Placement de portefeuille

Le placement de portefeuille est enregistré à la valeur d'acquisition. La Société réalise une évaluation annuelle pour s'assurer que la juste valeur du placement n'est pas inférieure à sa valeur comptable. Afin de calculer une juste valeur estimative, elle utilise le BAIIA de la Société en y appliquant un multiple basé sur des normes comparables de son industrie. Si le placement de portefeuille subissait une baisse de valeur durable, sa valeur comptable serait réduite pour tenir compte de cette baisse de valeur. La Société a effectué le test de dépréciation, et aucune réduction de valeur n'a été comptabilisée pour l'exercice 2008.

Écarts d'acquisition

Les normes comptables exigent que l'écart d'acquisition ne soit pas amorti, mais qu'il soit plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que l'actif pourrait avoir subi une baisse de sa juste valeur. Afin de déterminer si une baisse de valeur s'est produite, il faut évaluer chacune des unités comptables respectives. Les évaluations de la Société sont basées sur des multiples de Saputo et de l'industrie. Ces multiples sont appliqués au BAIIA et aux actifs nets. Si la valeur obtenue est inférieure à la valeur comptable, une réduction de valeur serait constatée. La Société a effectué le test de dépréciation, et aucune réduction de valeur n'a été nécessaire pour l'exercice 2008.

Regroupements d'entreprises

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant attribué à l'écart d'acquisition.

Rémunération à base d'actions

La Société emploie la méthode basée sur la juste valeur pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Par cette méthode, la Société répartit une charge de rémunération sur la durée d'acquisition des droits liés aux options octroyées. La durée de vie utile prévue des options utilisée pour calculer

la juste valeur des options est basée sur l'expérience et sur le jugement de la direction.

Marques de commerce

Un test de dépréciation doit être effectué annuellement pour toutes les marques de commerce de la Société. Le montant estimatif des flux de trésorerie futurs qui seront tirés des actifs incorporels est actualisé selon les cours actuels du marché. Les flux de trésorerie actualisés sont comparés à la valeur comptable des marques de commerce. S'ils sont inférieurs à la valeur comptable, une réduction de valeur est constatée. La Société a effectué le test de dépréciation, et aucune réduction de valeur n'a été nécessaire pour l'exercice 2008.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

(en milliers de dollars)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligations au titre des prestations constituées	Charge nette	Obligations au titre des prestations constituées	Charge nette
Taux de rendement prévu de l'actif				
Incidence d'une hausse de 1%	s.o.	(1835)	s.o.	s.o.
Incidence d'une baisse de 1%	s.o.	1835	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation				
Incidence d'une hausse de 1%	(19 802)	(2 873)	(1 037)	(420)
Incidence d'une baisse de 1%	25 965	2 452	1 227	486
Taux de croissance hypothétique du coût global des soins de santé				
Incidence d'une hausse de 1%	s.o.	s.o.	896	245
Incidence d'une baisse de 1%	s.o.	s.o.	(786)	(222)

Régimes de retraite

La Société offre des régimes de retraite à cotisations déterminées auxquels elle participe et auxquels adhèrent plus de 80 % de ses employés actifs. La charge nette de retraite liée à ces types de régimes est généralement égale aux cotisations effectuées par l'employeur.

La Société participe également à des régimes de retraite à prestations déterminées auxquels adhère le reste de ses employés actifs. Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est déterminé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service et selon des hypothèses retenues par la direction relativement, entre autres, au taux d'actualisation, au rendement attendu de l'actif des régimes, au taux de croissance de la rémunération et à l'âge de retraite des employés. Toutes ces estimations et évaluations sont préparées avec l'aide de conseillers externes.

Le taux d'actualisation a été déterminé en fonction des taux de rendement effectif des obligations de sociétés de haute qualité à long terme, tel que le requiert la norme ajustée, pour tenir compte de la durée du passif des régimes. Le taux appliqué pour la période terminée le 31 décembre 2007 était 5,60 %, comparativement à un taux de 5,26 % à l'exercice précédent.

Nous avons établi à 7,3 % le rendement moyen prévu des actifs investis, compte tenu de la nature et de la combinaison de ces actifs. Cette hypothèse est jugée raisonnable et est appuyée par nos conseillers externes.

Le taux de croissance de la rémunération a été fixé à 3,5 % à long terme, en tenant compte de l'estimation des taux d'inflation futurs.

La Société offre également un programme d'avantages complémentaires de retraite lié aux soins de santé. Aux fins de l'évaluation des coûts liés à ce programme, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts liés aux soins de santé a été fixé entre 6,6 % et 9 % pour l'exercice 2009 et, selon les hypothèses retenues, ce taux devrait diminuer graduellement, pour atteindre 6 % à l'exercice 2013.

Toute modification à ces hypothèses ou toute expérience des régimes différente de celle prévue se traduit par des gains ou des pertes actuariels par rapport aux résultats anticipés. Si ces gains ou ces pertes dépassent 10 % de l'actif ou du passif maximal du régime, ils sont amortis sur le nombre moyen d'années de service futures du groupe d'employés cotisant aux régimes, conformément aux recommandations de l'ICCA.

Le tableau ci-dessus présente une analyse de la sensibilité des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'incidence sur les obligations relatives aux régimes de retraite à prestations déterminées, les autres avantages sociaux futurs et la charge nette. Cette analyse de sensibilité doit être interprétée avec prudence, étant donné que ses résultats sont hypothétiques et que les variations de chacune des hypothèses clés pourraient s'avérer non linéaires. L'analyse de sensibilité doit être lue parallèlement à la note 16 des états financiers consolidés. La sensibilité de chaque variable principale a été calculée

indépendamment des autres. La date de mesure des actifs et des passifs des régimes de retraite a été fixée au 31 décembre de chaque exercice.

Les actifs des régimes de retraite sont détenus par plusieurs fiducies indépendantes, et la composition moyenne du portefeuille global au 31 décembre 2007 était de 4 % en trésorerie et placements à court terme, 43 % en obligations et 53 % en actions canadiennes, américaines et étrangères. À long terme, nous ne prévoyons pas de modification majeure à cette répartition des actifs. La composition moyenne du portefeuille au 31 décembre 2006 était la même que pour l'exercice en cours.

Pour les régimes à prestations déterminées, des évaluations actuarielles ont été effectuées en décembre 2006 et en juillet 2007, ce qui couvrait plus de 97 % des obligations relatives à ce type de régime. À la suite de ces évaluations, des insuffisances de solvabilité de 4,4 millions de dollars et de 10 millions de dollars ont été constatées le 31 décembre 2006 et le 1^{er} juillet 2007, respectivement, ce qui a réduit de moitié le déficit, lequel s'élevait à 28,8 millions de dollars au moment des dernières évaluations actuarielles.

Le rendement supérieur de l'actif, conjugué avec les cotisations supplémentaires aux déficits des derniers exercices, a contribué à la réduction de l'écart. En vertu des lois provinciales, une cotisation supplémentaire est requise pour les cinq prochaines années afin d'acquitter cette insuffisance de 14,4 millions de dollars. Le versement supplémentaire requis pour l'exercice 2008 était de 4,8 millions de dollars (7,2 millions de dollars pour l'exercice 2007). Le versement supplémentaire requis pour l'exercice 2009 sera de 4,9 millions de dollars. La prochaine évaluation pour certains régimes de retraite est prévue en décembre 2009.

Impôts futurs

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition en vigueur qu'on s'attend à appliquer au bénéfice imposable au cours des exercices durant lesquels les écarts temporaires seront censés être recouverts ou réglés. Par conséquent, une projection du bénéfice imposable est nécessaire pour ces exercices, de même qu'une hypothèse quant à la période de recouvrement ou de règlement de certains écarts temporaires. La projection du bénéfice imposable futur est fondée sur la meilleure estimation de la direction et peut différer du bénéfice imposable réel. La Société évalue sur une base annuelle le besoin d'établir une provision pour moins-value relative à ses actifs d'impôts futurs. Les règles et les règlements fiscaux canadiens, américains et internationaux sont sujets à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations fiscales pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les écarts temporaires et les taux d'imposition peuvent changer à la suite de modifications apportées par un budget fiscal et par une nouvelle législation relative aux impôts sur les bénéfices.

RISQUES ET INCERTITUDES

Responsabilité de produits

Les activités de Saputo sont exposées aux mêmes dangers et aux mêmes risques de responsabilité que celles de toutes les autres entreprises de transformation des aliments, dont la contamination des ingrédients ou des produits par des bactéries ou d'autres agents externes pouvant être accidentellement introduits dans les produits ou les emballages. Saputo maintient des procédures de contrôle de la qualité dans ses installations

afin de réduire de tels risques. La Société n'a jamais vécu de problème de contamination important avec ses produits. Toutefois, si une telle éventualité devait se produire, elle pourrait se solder par un rappel de produits coûteux et entacher gravement la réputation de Saputo pour ce qui est de la qualité de ses produits. Nous maintenons une couverture d'assurance pour notre responsabilité en tant que fabricant et d'autres couvertures que nous croyons généralement conformes aux pratiques courantes dans l'industrie.

Approvisionnement en matières premières

Saputo achète des matières premières qui peuvent représenter jusqu'à 85 % du coût des produits. Elle transforme les matières premières en produits finis comestibles dans le but de les revendre à un large éventail de consommateurs. Par conséquent, la disponibilité des matières premières et la fluctuation du prix des denrées alimentaires peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les résultats de la Société. L'incidence de toute hausse de prix des denrées alimentaires sur les résultats de la Société dépendra de sa capacité à transférer ces hausses à sa clientèle dans un contexte de marché concurrentiel.

Marchés américain et international

Le prix du lait, en tant que matière première, de même que le prix de nos fromages aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni, des produits dérivés et des fromages sur les marchés internationaux dépendent des forces de l'offre et de la demande sur les marchés. Ces prix sont tributaires de plusieurs facteurs, dont la santé de l'économie ainsi que les niveaux de l'offre et de la demande de produits laitiers dans l'industrie. Toute fluctuation des prix peut affecter les résultats de la Société. L'incidence de telles variations sur nos résultats dépendra de notre capacité à mettre en place les mécanismes nécessaires pour les réduire.

Concurrence

L'industrie de la transformation des aliments est très concurrentielle. Saputo y participe principalement dans le cadre de ses activités laitières. L'industrie laitière canadienne est hautement concurrentielle et compte trois compétiteurs importants, dont Saputo. Aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni, Saputo est active dans l'industrie laitière à la grandeur de ces pays et se mesure à plusieurs compétiteurs régionaux et nationaux. Notre performance dépendra de notre capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à prix concurrentiels, et cela, dans tous les pays où nous exerçons nos activités.

Regroupement de la clientèle

Au cours des dernières années, nous avons assisté à un regroupement important dans l'industrie alimentaire, et ce, dans tous les segments de marché. Étant donné que nous desservons ces segments, le regroupement dans l'industrie a eu pour effet de diminuer le nombre de clients et d'augmenter l'importance relative de certains clients. Au sein des segments du détail, de la restauration et des ingrédients, aucun client ne génère plus de 10 % du total de notre chiffre d'affaires consolidé. Notre capacité à continuer de desservir nos clients dans tous les marchés où nous exerçons des activités dépendra de la qualité de nos produits et de notre service ainsi que des prix de nos produits.

Environnement

Les affaires et les activités de Saputo sont régies par des lois et des règlements en matière d'environnement, y compris en ce qui a trait à l'évacuation des eaux usées, au rejet de substances dangereuses et non dangereuses et à la restauration des sites contaminés. Nous croyons que nos activités sont conformes à tous les égards importants à ces lois et règlements, à l'exception

de ce qui est précisé ailleurs dans notre notice annuelle datée du 27 mai 2008, pour l'exercice terminé le 31 mars 2008. Le respect de ces lois et règlements exige que la Société continue d'engager des dépenses d'exploitation et d'entretien, de même que des dépenses en immobilisations. Des événements futurs, comme les changements apportés aux lois et règlements ou le resserrement des politiques d'application, pourraient avoir un impact important sur la situation financière de Saputo et nécessiter des dépenses supplémentaires importantes pour s'y conformer ou continuer à s'y conformer.

Tendances de consommation

La demande pour nos produits est assujettie à la variation des tendances de consommation. Ces changements peuvent affecter les résultats de la Société. Afin de constamment s'adapter à ces changements, la Société a recours à l'innovation et au développement de nouveaux produits.

Expositions aux risques financiers

Le degré d'exposition de Saputo aux risques financiers varie en fonction de la devise relative à ses activités aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni. Nous réalisons environ 38 % des ventes aux États-Unis et 5 % des ventes en Allemagne, au Royaume-Uni et en Argentine, collectivement. Cependant, les flux de trésorerie liés à ces activités constituent une couverture naturelle contre ces risques. Les flux de trésorerie liés aux activités américaines constituent également une couverture naturelle contre le risque de change lié à notre dette exprimée en dollars américains. Au 31 mars 2008, la dette à long terme de la Société était constituée de billets de premier rang en dollars américains uniquement, lesquels comportent un taux fixe jusqu'à leur échéance.

Considérations d'ordre législatif, réglementaire, normatif et politique

La Société est assujettie à des lois, règlements, règles et politiques locaux, provinciaux, étatiques, fédéraux et internationaux, ainsi qu'aux contextes social, économique et politique des pays où elle exerce ses activités. Par conséquent, toute modification ou variation de l'un de ces éléments pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats et les activités de Saputo et faire en sorte que cette dernière doive engager des dépenses importantes pour s'y adapter ou s'y conformer. Plus précisément, la production et la distribution de produits alimentaires sont assujetties à des lois, règles, règlements et politiques fédéraux, étatiques, provinciaux et locaux ainsi qu'à des accords commerciaux internationaux, fournissant un cadre dans lequel s'inscrivent les activités de Saputo. L'incidence de nouvelles lois ou de nouveaux règlements, ou encore d'un resserrement des politiques d'application, d'une interprétation plus stricte ou de changements à des lois ou règlements déjà en vigueur, dépendra de notre capacité à nous y adapter et à nous y conformer. Nos activités sont actuellement conformes à toutes les lois et à tous les règlements gouvernementaux importants, et nous possédons tous les permis et licences importants dans le cadre de nos activités.

Croissance par voie d'acquisitions

La Société prévoit afficher une croissance interne. De plus, nous prévoyons poursuivre notre croissance au moyen d'acquisitions. La Société a, par le passé, connu une croissance grâce à des acquisitions, et devrait vraisemblablement et dans une large mesure compter sur de nouvelles acquisitions pour poursuivre sa croissance. La capacité d'évaluer correctement la juste valeur

de marché des entreprises acquises, d'évaluer correctement le temps et les ressources humaines nécessaires pour intégrer avec succès leurs activités à celles de la Société ainsi que notre capacité de réaliser les synergies, les améliorations et les bénéfices prévus et d'atteindre le rendement attendu constituent des risques inhérents aux acquisitions.

Protection des tarifs

Les industries de la production laitière sont encore partiellement protégées des importations par des quotas tarifaires qui permettent l'importation d'un volume précis de produits à un tarif réduit ou inexistant et imposent des tarifs plus substantiels aux volumes d'importations excédentaires. Il n'est aucunement garanti que, du fait d'une décision politique ou d'une modification aux accords commerciaux internationaux, les mesures de protection des tarifs ne seront pas abolies en ce qui a trait au marché des produits laitiers, ce qui aurait pour conséquence d'accroître la concurrence. Notre performance dépendra de notre capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à des prix concurrentiels.

PRÉSENTATION, CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, après avoir évalué l'efficacité des contrôles et procédures de la Société en matière de communication de l'information en date du 31 mars 2008, ont conclu que ces contrôles et procédures étaient adéquats et efficaces pour assurer que l'information importante relative à la Société et à ses filiales consolidées leur soit communiquée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont conclu, après avoir procédé à une évaluation, et au meilleur de leur connaissance, qu'il n'y a eu, au 31 mars 2008, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante, sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DES VARIATIONS DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LA DEVISE AMÉRICAINE

La dette à long terme est couverte par des taux d'intérêt fixes dans une proportion de 100 %. La portion utilisée des facilités de crédit bancaire est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt et n'était pas protégée contre celles-ci en date du 31 mars 2008. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt occasionnerait une variation du bénéfice net d'environ 1,4 million de dollars, sur la base des emprunts bancaires de 222,6 millions de dollars contractés en date du 31 mars 2008. Les fluctuations de devises canadienne et américaine peuvent aussi avoir une incidence sur les résultats. Une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain se traduirait par une incidence négative sur les résultats. À l'inverse, la faiblesse du dollar canadien aurait une incidence positive sur les résultats. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, le taux de conversion moyen du dollar américain était calculé sur la base de 1,00 \$ CA pour 0,97 \$ US. Sur cette base, une fluctuation de 0,01 \$ CA aurait entraîné des variations approximatives de 0,7 million de dollars sur le bénéfice net, de 1,7 million de dollars sur le BAIIA et de 21,0 millions de dollars sur les revenus.

MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS

La Société définit le BAIIA comme le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, et amortissement. Le BAIIA est présenté de façon constante d'une période à l'autre.

Nous utilisons le BAIIA, entre autres mesures, pour évaluer le rendement d'exploitation de nos activités permanentes, avant l'incidence de l'amortissement. Nous excluons l'amortissement, car il dépend largement des méthodes et des hypothèses comptables utilisées par une société, ainsi que de facteurs hors exploitation comme le coût historique des immobilisations.

Le BAIIA n'est pas une mesure des résultats qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et il ne vise pas à être considéré comme une mesure de remplacement à d'autres mesures financières du rendement d'exploitation. Il ne vise pas non plus à représenter les fonds

disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires et il ne doit pas être considéré séparément ou comme remplacement à des mesures de rendement préparées conformément aux PCGR du Canada. La Société utilise le BAIIA, car la direction estime qu'il constitue une mesure de rendement révélatrice. Le BAIIA est couramment utilisé par les investisseurs pour analyser le rendement des sociétés des industries dans lesquelles la Société exerce ses activités. La définition donnée au BAIIA par la Société peut ne pas être identique à celle de mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés et, par conséquent, peut ne pas être comparable à la définition de mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

La mesure financière conforme aux PCGR du Canada la plus comparable est le bénéfice d'exploitation. Les tableaux ci-après présentent un rapprochement du bénéfice d'exploitation et du BAIIA consolidés.

MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS

(en milliers de dollars)	2008				
	Produits laitiers			Produits d'épicerie	Total
	CEA	USA	Total		
Bénéfice d'exploitation	326 555	110 698	437 253	9 357	446 610
Amortissement des immobilisations	36 810	34 780	71 590	7 844	79 434
BAIIA	363 365	145 478	508 843	17 201	526 044

(en milliers de dollars)	2007				
	Produits laitiers			Produits d'épicerie	Total
	CEA	USA	Total		
Bénéfice d'exploitation	280 923	53 041	333 964	20 252	354 216
Amortissement des immobilisations	36 163	29 849	66 012	6 104	72 116
BAIIA	317 086	82 890	399 976	26 356	426 332

L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE DE 2007 ET DE 2008 N'A PAS FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN PAR UN VÉRIFICATEUR EXTERNE.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE 2008 - ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

	1 ^{ER} TRIMESTRE	2 ^E TRIMESTRE	3 ^E TRIMESTRE	4 ^E TRIMESTRE	EXERCICE 2008
(EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)	(NON VÉRIFIÉ)	(NON VÉRIFIÉ)	(NON VÉRIFIÉ)	(NON VÉRIFIÉ)	(VÉRIFIÉ)
Données tirées des états des résultats					
Revenus	1 226 735 \$	1 288 982 \$	1 277 037 \$	1 266 146 \$	5 058 900 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	1 099 220	1 164 910	1 140 081	1 128 645	4 532 856
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement	127 515	124 072	136 956	137 501	526 044
Marge %	10,4 %	9,6 %	10,7 %	10,9 %	10,4 %
Amortissement des immobilisations	20 268	19 670	19 669	19 827	79 434
Bénéfice d'exploitation	107 247	104 402	117 287	117 674	446 610
Intérêts sur la dette à long terme	5 040	4 684	4 494	4 588	18 806
Autres intérêts, nets	1 549	2 482	1 468	1 039	6 538
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	100 658	97 236	111 325	112 047	421 266
Impôts sur les bénéfices	32 211	34 712	29 307	36 836	133 066
Bénéfice net	68 447 \$	62 524 \$	82 018 \$	75 211 \$	288 200 \$
Marge nette %	5,6 %	4,9 %	6,4 %	5,9 %	5,7 %
Par action					
Bénéfice net					
De base	0,33 \$	0,30 \$	0,40 \$	0,37 \$	1,40 \$
Dilué	0,33 \$	0,30 \$	0,39 \$	0,36 \$	1,38 \$

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE 2007 - ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

	1 ^{ER} TRIMESTRE	2 ^E TRIMESTRE	3 ^E TRIMESTRE	4 ^E TRIMESTRE	EXERCICE 2007
(EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION)	(NON VÉRIFIÉ)	(NON VÉRIFIÉ)	(NON VÉRIFIÉ)	(NON VÉRIFIÉ)	(VÉRIFIÉ)
Données tirées des états des résultats					
Revenus	981 142 \$	994 145 \$	1 016 989 \$	1 008 704 \$	4 000 980 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	888 065	887 378	901 955	897 250	3 574 648
Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement	93 077	106 767	115 034	111 454	426 332
Marge %	9,5 %	10,7 %	11,3 %	11,0 %	10,7 %
Amortissement des immobilisations	18 129	17 652	18 732	17 603	72 116
Bénéfice d'exploitation	74 948	89 115	96 302	93 851	354 216
Intérêts sur la dette à long terme	5 586	5 739	5 594	5 684	22 603
Autres intérêts, nets	(545)	(760)	(959)	(1 234)	(3 498)
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	69 907	84 136	91 667	89 401	335 111
Impôts sur les bénéfices	16 643	25 850	27 609	26 542	96 644
Bénéfice net	53 264 \$	58 286 \$	64 058 \$	62 859 \$	238 467 \$
Marge nette %	5,4 %	5,9 %	6,3 %	6,2 %	6,0 %
Par action					
Bénéfice net					
De base	0,26 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,31 \$	1,15 \$
Dilué	0,26 \$	0,28 \$	0,30 \$	0,30 \$	1,14 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS 2008

Les revenus du trimestre terminé le 31 mars 2008 ont totalisé 1,266 milliard de dollars, en hausse de 257,4 millions de dollars, ou 25,5 %, par rapport à 1,009 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à notre secteur Produits laitiers USA, dont les revenus ont augmenté d'environ 204 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine, conjuguée à la hausse des volumes et des prix de ventes, s'est traduite par une augmentation des revenus d'environ 186 millions de dollars. En outre, le prix moyen du bloc par livre de fromage de 1,91 \$ US enregistré pour le trimestre en cours, par rapport à 1,34 \$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent, a généré des revenus supplémentaires d'environ 69 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien au quatrième trimestre de l'exercice 2008 a réduit les revenus d'environ 50 millions de dollars. Les revenus tirés de notre secteur Produits laitiers Canada, Europe et Argentine (secteur Produits laitiers CEA) ont également contribué à la hausse globale des revenus d'environ 57 millions de dollars au quatrième trimestre, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente dans nos activités canadiennes et argentines découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, de l'accroissement des volumes de ventes provenant de nos activités laitières canadiennes, de la hausse des ventes de poudre de lait écrémé à la Commission canadienne du lait en raison du surplus de lait des provinces de l'Ouest, où nous agissons en tant qu'usine de dernier recours, de même que l'inclusion de nos activités au Royaume-Uni, sont les principaux facteurs ayant causé cette augmentation. La baisse enregistrée pour le marché des sous-produits, la diminution du volume de ventes imputable principalement aux exportations liées à nos activités en Argentine, de même que l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin, ont cependant partiellement contrebalancé cette augmentation. Les revenus de notre secteur Produits d'épicerie ont diminué de 4,6 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2008, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par la baisse du volume de ventes au Canada, en raison des hausses des prix au troisième trimestre de l'exercice 2008, ainsi que par le lancement de produits sous des marques privées de détaillants et la forte concurrence des prix sur le marché. De plus, les volumes de ventes provenant de nos activités de coemballage aux États-Unis ont beaucoup reculé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) a totalisé 137,5 millions de dollars au trimestre terminé le 31 mars 2008, en hausse de 26,0 millions de dollars, ou 23,3 %, par rapport à 111,5 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à notre secteur Produits laitiers USA, dont le BAIIA a augmenté d'environ 19 millions de dollars au trimestre en cours, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation résulte de l'acquisition des activités de Land O' Lakes sur la côte ouest américaine, ainsi que des initiatives amorcées par la Société au cours des exercices précédents et de l'exercice en cours. Le prix moyen du bloc par livre de fromage de 1,91 \$ US enregistré pour le trimestre en cours, comparativement à 1,34 \$ US pour le même trimestre de l'exercice précédent, a créé une meilleure absorption de nos frais fixes. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, était favorable pour le trimestre en cours, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. À l'inverse, le prix moyen

du bloc par livre de fromage entre le trimestre en cours et le troisième trimestre de l'exercice 2008, comparativement aux mêmes trimestres de l'exercice 2007, a créé une incidence défavorable sur la réalisation des inventaires. Ensemble, ces facteurs de marché ont eu une incidence positive d'environ 6 millions de dollars sur le BAIIA du quatrième trimestre de l'exercice 2008. En outre, les avantages tirés des révisions aux formules utilisées pour établir le prix du lait apportées par l'État de la Californie, ainsi que par le USDA, ont totalisé dans leur ensemble environ 2 millions de dollars.

Le BAIIA de notre secteur Produits laitiers CEA a augmenté d'environ 10 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par les volumes de ventes accrus provenant de nos activités laitières canadiennes et l'amélioration de nos activités en Argentine. Toutefois, cette augmentation vient contrebalancer le marché moins favorable des sous-produits, l'incidence défavorable des nouveaux règlements gouvernementaux limitant les prix de vente en Argentine, de même que l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin. L'inclusion de notre division Produits laitiers (Europe) a eu une incidence minime sur le BAIIA au quatrième trimestre.

Le BAIIA de notre secteur Produits d'épicerie a reculé d'environ 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2008, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution est principalement imputable à la hausse des coûts des ingrédients, de l'emballage et de la main-d'œuvre, ainsi qu'à la diminution des volumes de ventes liés à nos activités canadiennes et américaines.

La dépense d'amortissement pour le trimestre terminé le 31 mars 2008 a totalisé 19,8 millions de dollars, en hausse de 2,2 millions de dollars par rapport à 17,6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse s'explique surtout par l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine ainsi que par les dépenses en immobilisations engagées pendant l'exercice en cours et l'exercice précédent. Les dépenses nettes d'intérêts ont augmenté pour atteindre 5,6 millions de dollars, comparativement à 4,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, par suite de l'utilisation de facilités de crédit additionnelles pour l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine, et du remboursement de 30 millions de dollars US au titre de la dette à long terme au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre a été de 32,9 %, comparativement à 29,7 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif par suite de la variation des sources de bénéfices pour le trimestre en cours par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice précédent, la Société a bénéficié d'une réduction d'impôts non récurrente de quelque 2 millions de dollars afin d'ajuster les soldes d'impôts futurs suivant une diminution des taux d'imposition fédéraux au Canada. Sans cet ajustement, le taux d'imposition effectif se serait chiffré à 31,9 %.

Au cours du trimestre, la Société a ajouté environ 32 millions de dollars en immobilisations, a émis des actions pour une contrepartie en espèces de 4,5 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions et a versé des dividendes de 24,7 millions de dollars à ses actionnaires. La Société a également accru ses emprunts bancaires d'environ 129 millions de dollars à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2008, en prévision de l'acquisition d'Alto aux États-Unis, le 1^{er} avril 2008. Également au quatrième trimestre de l'exercice 2008, la Société a généré des flux de trésorerie de 86,8 millions de dollars, en baisse par rapport à 91,9 millions de dollars au trimestre correspondant

de l'exercice précédent. Le bénéfice net a totalisé 75,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2008, en hausse de 12,3 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

Au cours de l'exercice 2008, certaines circonstances particulières ont eu une incidence sur les variations trimestrielles des revenus et du bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement comparativement à l'exercice 2007. Au cours des quatre trimestres de l'exercice 2008, le prix moyen du bloc par livre de fromage est demeuré beaucoup plus élevé qu'au cours de l'exercice 2007, grâce à l'absorption des frais fixes et à la réalisation des stocks. Cependant, la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été défavorable au cours des trois premiers trimestres de l'exercice, en raison du prix élevé de la poudre de lactosérum, lequel est un élément clé dans l'établissement du prix du lait. Le prix élevé du marché des sous-produits a été favorable pour le BAIIA au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2008, par rapport à l'exercice 2007. Le dollar canadien a été plus vigoureux au cours des quatre trimestres de l'exercice 2008, ce qui a entraîné une baisse des revenus et du BAIIA. La Société a également conclu l'acquisition de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine le 1^{er} avril 2007 et tenu compte de l'exercice complet de Dansco Dairy Products Limited (Royaume-Uni), dont les activités avaient été acquises le 23 mars 2007. Les bénéfices trimestriels témoignent directement de l'incidence des éléments indiqués ci-dessus.

ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2007 EN COMPARAISON DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

Les revenus consolidés de Saputo pour l'exercice 2007 avaient totalisé 4,001 milliards de dollars, en baisse de 21,2 millions de dollars, ou 0,5 %, par rapport à 4,022 milliards de dollars à l'exercice 2006. Cette baisse était imputable à notre secteur Produits laitiers USA, dont les revenus avaient reculé d'environ 170 millions de dollars. Le prix moyen du bloc par livre de fromage de 1,26 \$ US pour l'exercice 2007, comparativement à 1,42 \$ US à l'exercice 2006, avait entraîné une diminution des revenus d'environ 84 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien à l'exercice 2007 avait entraîné une diminution des revenus d'environ 48 millions de dollars, comparativement à l'exercice 2006. Les volumes de ventes avaient diminué de 5,9 %, en raison de la fermeture de notre usine de Peru, Indiana, en mai 2006. Exclusion faite de cette fermeture, les volumes de ventes étaient demeurés relativement stables à l'exercice 2007, par rapport à l'exercice 2006. Les revenus de notre secteur Produits laitiers CEA avaient augmenté d'environ 143 millions de dollars par rapport à l'exercice 2006. La hausse des prix de vente dans nos activités canadiennes découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, l'accroissement des volumes de ventes provenant de nos activités laitières canadiennes et de nos activités en Argentine, de même que les revenus supplémentaires attribuables à un marché des sous-produits plus favorable et l'inclusion de nos activités allemandes, acquises le 13 avril 2006, expliquaient cette augmentation. Ces facteurs avaient compensé la baisse des revenus découlant de nos activités en Argentine, en relation avec l'appréciation du dollar canadien. Les revenus de notre secteur Produits d'épicerie avaient augmenté d'environ 6 millions de dollars par rapport à l'exercice 2006. Les volumes de ventes supplémentaires sur le marché canadien et l'inclusion de Rondeau, acquise le 28 juillet 2006, avaient compensé la baisse des revenus découlant de nos accords de coemballage pour la production de produits destinés au marché américain.

Le bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et dévaluation (BAIIA) s'était établi à 426,3 millions de dollars à l'exercice 2007, en hausse de 60,3 millions de dollars, ou 16,5 %, par rapport à 366,0 millions de dollars à l'exercice 2006. Cette hausse était essentiellement attribuable à notre secteur Produits laitiers CEA, dont le BAIIA avait augmenté de 55,5 millions de dollars pour se chiffrer à 317,1 millions de dollars, par rapport à 261,6 millions de dollars pour l'exercice 2006. Cette augmentation était principalement attribuable aux gains découlant des mesures de rationalisation mises en œuvre pour nos activités canadiennes au cours des exercices antérieurs, ainsi qu'à l'accroissement des volumes de ventes de nos activités laitières canadiennes et de nos activités en Argentine, comparativement à l'exercice 2006. Le secteur avait également bénéficié d'un marché des sous-produits plus favorable. L'appréciation du dollar canadien et les changements apportés à la taxe à l'exportation mentionnés précédemment avaient continué d'avoir une incidence défavorable sur le BAIIA lié aux activités en Argentine. Ces deux facteurs avaient entraîné une diminution du BAIIA d'environ 4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2007, nous avons comptabilisé des charges de rationalisation d'environ 2,1 millions de dollars relativement à la fermeture de notre usine située à Vancouver, Colombie-Britannique, et de celle de Boucherville, Québec. Les résultats de l'exercice 2006 tenaient compte d'une charge de rationalisation d'environ 2,0 millions de dollars liée à la fermeture de notre usine de Harrowsmith, Ontario. Le BAIIA de notre Division Produits laitiers (Europe) avait eu une incidence minime sur le BAIIA du secteur.

Le BAIIA de notre secteur Produits laitiers USA s'était établi à 82,9 millions de dollars à l'exercice 2007, en hausse de 4,6 millions de dollars par rapport à 78,3 millions de dollars à l'exercice 2006. Le secteur avait déployé des efforts importants pour accroître son BAIIA; il avait notamment amélioré son efficacité opérationnelle, augmenté les prix de vente, réduit les coûts promotionnels ainsi que les coûts de l'énergie, d'emballage et des ingrédients, et réduit les frais liés à la manutention du lait. Ces efforts avaient donné lieu à une augmentation d'environ 22 millions de dollars du BAIIA à l'exercice 2007, comparativement à l'exercice 2006. Le secteur avait aussi bénéficié des révisions aux formules utilisées pour établir le prix du lait apportées par l'État de la Californie, avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, ainsi que par le USDA, avec prise d'effet le 1^{er} février 2007. Ces facteurs positifs avaient compensé la baisse du BAIIA découlant des conditions du marché défavorables. Le prix moyen du bloc par livre de fromage s'était établi à 1,26 \$ US à l'exercice 2007, en baisse par rapport à 1,42 \$ US à l'exercice 2006, ce qui avait eu une incidence défavorable sur l'absorption des frais fixes. De plus, une relation moins favorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, avait été constatée pour l'exercice 2007 comparativement à l'exercice 2006. Les facteurs du marché avaient eu un effet favorable sur la valeur de réalisation des stocks. Ces facteurs combinés avaient entraîné une diminution du BAIIA d'environ 20 millions de dollars. La hausse du dollar canadien avait réduit le BAIIA d'environ 3,4 millions de dollars à l'exercice 2007. Également au cours de l'exercice 2007, la division avait engagé des charges de rationalisation d'environ 1,3 million de dollars relativement à la fermeture de notre usine de Peru, en Indiana. À l'exercice 2006, le secteur avait engagé des charges de rationalisation d'environ 3,3 millions de dollars pour la fermeture de notre usine de Whitehall, Pennsylvanie.

Le BAIIA du secteur Produits d'épicerie s'était chiffré à 26,4 millions de dollars à l'exercice 2007, soit une légère hausse par rapport à 26,1 millions de dollars enregistrés à l'exercice 2006. La baisse des dépenses de marketing et l'inclusion de Rondeau, acquise le 28 juillet 2006, avaient donné lieu à une

augmentation du BAIIA d'environ 5 millions de dollars à l'exercice 2007. Cette augmentation avait été compensée par la hausse du coût de la matière première et des autres coûts, ainsi que par la diminution du BAIIA résultant de la baisse des revenus découlant de nos accords de coemballage pour la production de produits destinés au marché américain, comparativement à l'exercice 2006. Le secteur Produits d'épicerie avait par ailleurs comptabilisé des charges de rationalisation d'environ 0,6 million de dollars à l'exercice 2007, relativement à la fermeture de l'usine de Laval, Québec.

La marge de BAIIA consolidée s'était accrue, passant de 9,1 % à l'exercice 2006 à 10,7 % à l'exercice 2007. Cette augmentation était attribuable aux marges de BAIIA plus élevées enregistrées dans presque tous les secteurs à l'exercice 2007, par rapport à l'exercice 2006.

La dépense d'amortissement avait totalisé 72,1 millions de dollars à l'exercice 2007, en hausse de 2,7 millions de dollars comparativement à 69,4 millions de dollars à l'exercice 2006. La hausse était surtout imputable aux dépenses en immobilisations engagées par tous les secteurs, principalement par notre secteur Produits laitiers CEA. La hausse découlait également des acquisitions complétées au cours de l'exercice 2007. Ces augmentations contrebalançaient la diminution de l'amortissement dans la Division Produits laitiers (USA) et dans la Division Produits laitiers (Argentine) découlant de l'appréciation du dollar canadien.

Au cours de l'exercice 2006, la Société avait inscrit une réduction de valeur de 10,0 millions de dollars de son placement de portefeuille, ce qui avait réduit le bénéfice net avant impôts. De plus, un dividende de 1,0 million de dollars reçu au cours de l'exercice 2006 avait été comptabilisé en diminution du coût de placement. Ces mesures avaient été jugées nécessaires après une évaluation de la juste valeur du placement. La réduction de valeur avait eu une incidence après impôts d'environ 8 millions de dollars à l'exercice 2006. Une évaluation avait aussi été effectuée à l'exercice 2007, et il avait été déterminé qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser une réduction de valeur à l'exercice 2007.

Les dépenses nettes d'intérêts s'étaient établies à 19,1 millions de dollars à l'exercice 2007, par rapport à 23,8 millions de dollars à l'exercice 2006. Cette diminution était attribuable à la hausse du revenu d'intérêts généré à même l'excédent de trésorerie à l'exercice 2007, par rapport à l'exercice 2006, à l'appréciation du dollar canadien et au remboursement de 30 millions de dollars US relativement à la dette à long terme.

Les impôts sur les bénéfices avaient totalisé 96,6 millions de dollars à l'exercice 2007, ce qui représentait un taux d'imposition effectif de 28,8 %, comparativement à 70,7 millions de dollars, ou un taux d'imposition effectif de 26,9 %, à l'exercice 2006. Au cours de l'exercice 2007, la Société avait bénéficié d'une réduction d'impôts non récurrente de quelque 6 millions de dollars afin d'ajuster les soldes d'impôts futurs suivant une diminution des taux d'imposition fédéraux au Canada. À l'exercice 2006, la Société avait comptabilisé une économie d'impôts d'environ 4 millions de dollars résultant de pertes fiscales antérieures liées aux activités d'exploitation. Également à l'exercice 2006, la Société avait comptabilisé une charge d'impôts d'environ 2 millions de dollars afin d'ajuster les soldes d'impôts futurs en raison d'une augmentation des taux d'imposition provinciaux canadiens. Exclusion faite de ces ajustements fiscaux, le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2007 s'était élevé à 30,6 %, par rapport à 27,7 % à l'exercice 2006. Notre taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées

aux lois fiscales et aux taux d'imposition ainsi qu'à la révision des hypothèses et estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées. Au cours de l'exercice 2007, une proposition de changement avec incidence rétroactive à une loi fiscale provinciale canadienne avait été adoptée. Un avis de cotisation d'un montant d'environ 12 millions de dollars avait été émis suivant l'adoption de cette proposition. En s'appuyant sur des fondements juridiques, la Société était d'avis qu'elle n'aurait pas à payer les montants demandés dans l'avis de cotisation. Par conséquent, aucun montant en relation avec cet avis de cotisation n'avait été inclus dans les états financiers du 31 mars 2007.

Le bénéfice net pour l'exercice terminé le 31 mars 2007 avait totalisé 238,5 millions de dollars, en hausse de 46,4 millions de dollars, ou 24,2 %, par rapport à 192,1 millions de dollars à l'exercice 2006. L'augmentation était attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus.

PERSPECTIVES

L'exercice 2008 a été une excellente année pour la Société. Nos divisions ont affiché de bons résultats et elles sont prêtes à amorcer l'exercice 2009 avec confiance et enthousiasme.

Notre Division Produits laitiers (Canada) continuera à travailler en vue de l'optimisation de ses installations de production afin d'améliorer leur efficacité. Pour l'exercice 2009, un de nos défis sera l'implantation de nouvelles normes de composition du fromage fabriqué et importé au Canada. Nous avons l'intention de nous conformer à ces nouvelles exigences canadiennes même si elles sont différentes des exigences internationales relatives à la composition du fromage. Nous comptons atténuer l'incidence de ces nouvelles normes sur nos résultats tout en faisant de notre mieux pour réduire au minimum leur incidence sur notre clientèle.

Nous poursuivrons l'intégration de nos activités européennes au cours de l'exercice 2009. En ce qui concerne nos activités en Allemagne, nous mettrons l'accent sur l'achèvement de l'intégration et la réalisation d'une meilleure efficacité grâce au soutien de nos employés canadiens mutés au cours de l'exercice 2008. L'intégration des activités au Royaume-Uni est plus avancée, et nous nous attendons à ce que cette division améliore son efficacité et sa rentabilité globale.

Au cours de l'exercice 2009, notre Division Produits laitiers (Argentine) continuera de mettre l'accent sur l'efficacité. Grâce aux volumes de production de lait qui sont de nouveau en hausse, après les inondations importantes survenues au début de l'exercice 2008, nos volumes de production devraient augmenter et nous permettre de développer davantage les marchés national et international.

L'acquisition d'Alto, qui a été conclue au début de l'exercice 2009, nous permettra d'accroître davantage notre présence aux États-Unis et sera complémentaire à l'acquisition antérieure de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine conclue à l'exercice précédent. Pour l'exercice 2009, notre objectif consiste notamment à réussir l'intégration de ces nouvelles activités conformément à la culture et aux valeurs de Saputo, et à améliorer leur rentabilité.

Pour l'exercice 2009, l'objectif de notre secteur Produits d'épicerie est d'améliorer l'efficacité opérationnelle et d'optimiser les processus manufacturiers de manière à réduire les coûts croissants des ingrédients et de l'emballage, ainsi que d'achever l'intégration des activités de Rondeau.

Nous affichons une excellente situation financière, un faible niveau d'endettement et une structure solide. Ces atouts nous permettront de poursuivre notre croissance au moyen d'acquisitions.

Énoncé de responsabilité **DE LA DIRECTION** **RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspond aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes et de sujets portant sur la vérification et la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche s.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.



LINO A. SAPUTO, JR.
Président et
chef de la direction



LOUIS-PHILIPPE CARRIÈRE, FCA
Vice-président exécutif,
finances et administration, et secrétaire

Le 27 mai 2008

Rapport des vérificateurs **AUX ACTIONNAIRES DE SAPUTO INC.**

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Saputo inc. aux 31 mars 2008 et 2007 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2008 et 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



DELOITTE & TOUCHE S.R.L.
Comptables agréés
Montréal (Québec)
Le 27 mai 2008

États consolidés DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les données par action)	2008	2007
Revenus	5 058 900 \$	4 000 980 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	4 532 856	3 574 648
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	526 044	426 332
Amortissement des immobilisations corporelles (note 3)	79 434	72 116
Bénéfice d'exploitation	446 610	354 216
Intérêts de la dette à long terme	18 806	22 603
Autres intérêts, nets (note 12)	6 538	(3 498)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	421 266	335 111
Impôts sur les bénéfices (note 13)	133 066	96 644
Bénéfice net	288 200 \$	238 467 \$
Résultat par action (note 14)		
Bénéfice net		
De base	1,40 \$	1,15 \$
Dilué	1,38 \$	1,14 \$

États consolidés DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2008	2007
Bénéfice net	288 200 \$	238 467 \$
Variations nettes des pertes non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(63 750)	(5 398)
Résultat étendu	224 450 \$	233 069 \$

États consolidés DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2008	2007
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	1 085 081 \$	971 131 \$
Bénéfice net	288 200	238 467
Dividendes	(94 455)	(80 721)
Excédent du prix d'achat du capital-actions sur la valeur comptable (note 9)	(72 258)	(43 796)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	1 206 568 \$	1 085 081 \$

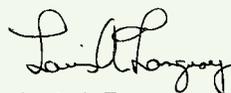
Bilans CONSOLIDÉS

Aux 31 mars (en milliers de dollars)	2008	2007
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	165 710 \$	276 894 \$
Débiteurs	408 973	324 702
Stocks	533 686	445 992
Impôts à recevoir	10 252	6 413
Impôts futurs (note 13)	17 150	13 045
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	43 729	23 939
	1 179 500	1 090 985
Placement de portefeuille (note 2)	41 343	42 991
Immobilisations (note 3)	871 739	691 226
Écart d'acquisition (note 4)	522 546	547 379
Marques de commerce et autres intangibles (note 4)	38 043	32 340
Autres éléments d'actif (note 5)	75 257	73 726
Impôts futurs (note 13)	5 048	9 720
	2 733 476 \$	2 488 367 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 6)	222 584 \$	139 001 \$
Créditeurs et charges à payer	409 323	343 911
Impôts à payer	111 511	85 644
Impôts futurs (note 13)	19 790	1 294
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	-	21
	763 208	569 871
Dette à long terme (note 7)	225 830	254 012
Autres éléments de passif (note 8)	13 972	16 413
Impôts futurs (note 13)	111 306	115 053
	1 114 316	955 349
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 9)	536 921	511 737
Surplus d'apport (note 10)	22 085	18 864
Bénéfices non répartis	1 206 568	1 085 081
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 11)	(146 414)	(82 664)
	1 619 160	1 533 018
	2 733 476 \$	2 488 367 \$

Au nom du conseil,



Lino Saputo
Administrateur



Louis A. Tanguay
Administrateur

États consolidés DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2008	2007
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes:		
Exploitation		
Bénéfice net	288 200 \$	238 467 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Rémunération à base d'actions	8 279	7 917
Amortissement des immobilisations	79 434	72 116
Gain à la cession d'immobilisations	(144)	(122)
Impôts futurs	15 838	(1 525)
Unités d'actions différées	1 265	1 173
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(2 019)	(3 207)
	390 853	314 819
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(99 791)	28 682
	291 062	343 501
Investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 15)	(254 204)	(31 794)
Placement de portefeuille	1 648	-
Ajouts aux immobilisations	(101 723)	(76 127)
Produits à la cession d'immobilisations	5 285	3 808
Autres éléments d'actif	(5 443)	(6 124)
	(354 437)	(110 237)
Financement		
Emprunts bancaires	91 413	93 701
Remboursement de la dette à long terme	-	(33 828)
Émission de capital-actions	28 366	20 886
Rachat de capital-actions	(81 472)	(50 677)
Dividendes	(94 455)	(80 721)
	(56 148)	(50 639)
(Diminution) augmentation des espèces et quasi-espèces	(119 523)	182 625
Incidence des écarts de taux de change sur les espèces et les quasi-espèces	8 339	2 736
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	276 894	91 533
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	165 710 \$	276 894 \$
Information complémentaire		
Intérêts payés	25 767 \$	19 651 \$
Impôts sur les bénéfices payés	92 235 \$	84 868 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES aux états financiers consolidés

Exercices terminés les 31 mars 2008 et 2007

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les options, les unités d'actions et les actions.)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Durant l'année, la Société a adopté les conventions comptables suivantes, telles que décrites dans le *Manuel de l'ICCA* (Institut Canadien des Comptables Agréés) :

Modifications comptables

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1506 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Modifications comptables ». Ce chapitre révisé les normes actuelles concernant les changements de méthodes comptables, les changements d'estimations comptables et les corrections d'erreurs. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés.

Résultat étendu

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Résultat étendu ». Ce chapitre décrit la présentation à adopter en lien avec le résultat étendu et ses composantes. Le résultat étendu consiste en la variation des capitaux propres d'une entreprise, découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les propriétaires. Ces opérations et événements incluent l'ajustement lié à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

L'adoption de ce chapitre signifie que la Société présente désormais un état consolidé du résultat étendu comme étant partie intégrante des états financiers consolidés. Le comparatif des états financiers consolidés a été ajusté afin de refléter l'adoption de ce chapitre seulement pour les changements dans les soldes de conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes.

Information à fournir concernant le capital

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2008, la Société a adopté le chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Informations à fournir concernant le capital ». Ce chapitre établit des normes concernant la présentation d'informations liées au capital de la Société et de la façon dont celui-ci est géré. La présentation de notre capital respecte ces nouvelles normes.

Conversion de devises

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 1651 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Conversion de devises ». Ce chapitre établit des normes concernant la conversion des opérations d'une entité publiante libellées dans une monnaie étrangère et pour la conversion des états financiers d'un établissement étranger qu'une entité publiante incorpore dans ses états financiers. L'impact de l'adoption de ce chapitre ainsi que du chapitre 1530 « Résultat étendu », les changements dans les pertes non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, sont présentés dans les états consolidés du résultat étendu.

Placements

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 3051 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Placements ». Ce chapitre établit des normes de comptabilisation des placements sous influence notable ainsi que de mesure et de présentation de certains placements qualifiés d'instruments non financiers. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés.

Capitaux propres

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 3251 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Capitaux propres ». Ce chapitre établit des normes de présentation des capitaux propres et des changements dans les capitaux propres durant l'exercice. La présentation des capitaux propres de la Société est conforme aux recommandations de ce chapitre.

Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation ». Ce chapitre établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers dans le bilan ainsi que les normes de présentation des gains et des pertes dans les états financiers consolidés. Les actifs financiers disponibles à la vente, les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction et les instruments financiers dérivés, qu'ils soient désignés comme couverture ou non, doivent désormais être évalués à la juste valeur. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés.

Instruments financiers - Informations à fournir

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2008, la Société a adopté le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers - Informations à fournir ». Ce chapitre établit des normes de présentation des états financiers qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et la performance de la Société. De plus, ces normes aident les utilisateurs à évaluer la nature et l'étendue du risque découlant des instruments financiers détenus par la Société durant la période et à la date du bilan ainsi que la façon dont la direction gère ces risques. La présentation des instruments financiers de la Société est conforme aux normes de ce chapitre.

Instruments financiers - Présentation

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2008, la Société a adopté le chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Instruments financiers - Présentation ». Ce chapitre permet aux utilisateurs des états financiers de comprendre l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière, la performance ainsi que les flux de trésorerie de la Société. La présentation des instruments financiers est conforme aux recommandations de ce chapitre.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Couvertures

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2007, la Société a adopté le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Couvertures ». Ce chapitre établit des normes qui précisent quand et comment on peut appliquer la comptabilité de couverture. Ce chapitre requiert une documentation formalisée, la désignation d'éléments précis de relation de couverture et l'appréciation de l'efficacité comme des conditions préalables à l'application de la comptabilité de couverture. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucun impact sur les états financiers consolidés.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit procéder à des estimations telles que la durée de vie utile, la dépréciation et l'amortissement des immobilisations corporelles, l'évaluation de l'écart d'acquisition, du placement de portefeuille, des marques de commerce et autres intangibles et des impôts futurs, ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées dans le calcul du coût des régimes de retraite à prestations déterminées, de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et de l'actif des régimes de retraite, et de rémunération à base d'actions qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et des charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

États financiers consolidés

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que de ses filiales. Toutes les transactions et soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. La participation dans une coentreprise qui est sous contrôle conjoint est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces sont principalement composés de liquidités non affectées et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût et du coût de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Impôts sur les bénéfices

La Société suit la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés par application des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où ces écarts sont censés se résorber. Les actifs d'impôts futurs ne sont constatés que dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile en fonction des durées suivantes :

Bâtiments	20 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins les coûts de cession, et aucun amortissement n'est comptabilisé.

Perte de valeur des actifs à long terme

Dans le cas où des éléments portent à croire que la valeur comptable d'actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur leur durée restante et comparés à la valeur comptable. Dans la mesure où ces projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés futurs ne sont pas suffisants pour recouvrer les valeurs comptables des actifs connexes, une charge est comptabilisée en vue de réduire la valeur comptable afin que celle-ci corresponde à la juste valeur, soit aux flux de trésorerie actualisés futurs projetés.

Écart d'acquisition, marques de commerce et autres actifs incorporels

L'écart d'acquisition, les marques de commerce et les quotas ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. La valeur comptable de l'écart d'acquisition, des marques de commerce et des quotas est comparée à leur juste valeur respective et toute baisse de valeur, le cas échéant, est imputée aux résultats. Les autres actifs incorporels sont amortis sur leur durée de vie utile.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Regroupements d'entreprises

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs pris en charge, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant attribué à l'écart d'acquisition.

Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu de l'actif des régimes, lequel est fondé sur la valeur reliée au marché, du taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des services rendus au cours de l'exercice est comptabilisé aux résultats de l'exercice considéré. Conformément aux principes comptables généralement reconnus, le coût des services passés ainsi que l'excédent des gains ou pertes actuariels nets des régimes à prestations déterminées sur 10 % du plus élevé de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif des régimes sont amortis sur le nombre moyen prévu d'années de service futures des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes. La Société répartit la variation de la valeur de l'actif sur cinq ans afin de déterminer le coût des régimes à prestations déterminées. Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement. Le nombre moyen prévu d'années de services futures des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes est de 11,5 années.

Constatation des revenus

La Société constate ses revenus au moment de la livraison lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients, que le prix est déterminable, que le recouvrement est raisonnablement assuré et qu'il existe des évidences d'un arrangement. Les revenus sont enregistrés nets des incitatifs à la vente incluant les rabais sur volume, les frais de référencement et les rabais de publicité.

Conversion des devises étrangères

Les postes de bilan des établissements autonomes situés aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni ont été convertis en dollars canadiens selon les taux de change en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. Les pertes non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, présentées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, représentent le cumul des pertes de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés aux États-Unis, en Argentine, en Allemagne et au Royaume-Uni. La variation des pertes non réalisées sur conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes résulte principalement de l'augmentation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change en date des transactions pour les éléments de revenus et charges, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actif et de passif monétaires. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant le taux de change historique. Le gain ou la perte de change résultant de ces conversions est inclus dans le coût des ventes, frais de vente et d'administration.

	2008	2007
(Perte) gain de change	(99) \$	855 \$

Rémunération à base d'actions

La méthode de la juste valeur est utilisée pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Cette méthode consiste à enregistrer aux résultats une charge répartie sur la période d'acquisition des droits des options octroyées. Lorsque les options sont exercées, toute contrepartie payée par les employés ainsi que la rémunération correspondante comptabilisée comme surplus d'apport sont créditées au capital-actions.

Résultat par action

Le résultat de base par action est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. L'effet dilutif des options d'achat d'actions est déterminé selon la méthode du rachat d'actions.

CONVENTIONS COMPTABLES FUTURES

Stocks

En juin 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, intitulé « Stocks », lequel remplace le chapitre 3030, intitulé « Stocks ». Ce nouveau chapitre est applicable pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. En conséquence, la Société adoptera ces nouvelles règles pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2008. Ce nouveau chapitre établit davantage de règles concernant la mesure et la présentation des stocks. La Société évalue présentement l'impact de l'adoption de ce chapitre sur les états financiers consolidés.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre remplacera les chapitres 3062, intitulé « Écarts d'acquisition » et 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Plusieurs changements ont été faits dans les autres chapitres de l'ICCA afin d'être consistant avec ce changement. Ce nouveau chapitre est applicable pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. En conséquence, la Société adoptera ces nouvelles règles pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} avril 2009. Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Les normes concernant l'écart d'acquisition n'ont pas changé comparativement à celles incluses dans le chapitre 3062. La Société évalue présentement l'impact de l'adoption de ce chapitre dans les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a publié un nouveau plan stratégique qui affectera significativement les exigences en matière de présentation financière des compagnies canadiennes. Le plan stratégique du CNC décrit la convergence des normes comptables canadiennes aux normes internationales (IFRS) au cours d'une période de transition d'environ cinq ans. En février 2008, le CNC a annoncé que la date de basculement des PCGR du Canada actuels aux IFRS, pour les entités publiques, serait 2011. En conséquence, la date de transition du 1^{er} avril 2011 pour la Société exigera le retraitement des montants comparatifs émis par la Société pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011. La Société a commencé l'évaluation de l'adoption des IFRS, cependant l'impact de cette transition aux IFRS sur les états financiers consolidés ne peut être estimé à ce moment.

2. PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

	2008	2007
Participation en actions de 21% dans Dare Holdings Ltd.	41 343 \$	42 991 \$

Le placement de portefeuille est comptabilisé au coût moins l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats cumulés. Aucun dividende n'a été reçu au cours des exercices 2008 et 2007.

Durant l'année, la Société a reçu de Dare Holdings Ltd. un montant de 1 648 000 \$ en relation au plein remboursement d'un emprunt, qui a été regroupé dans le placement.

3. IMMOBILISATIONS

	2008			2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	34 117 \$	- \$	34 117 \$	27 666 \$	- \$	27 666 \$
Bâtiments	337 789	74 679	263 110	278 463	68 750	209 713
Mobilier, machinerie et équipement	997 317	431 054	566 263	824 427	383 350	441 077
Matériel roulant	12 478	7 662	4 816	12 928	7 156	5 772
Destinées à la vente	3 433	-	3 433	6 998	-	6 998
	1 385 134 \$	513 395 \$	871 739 \$	1 150 482 \$	459 256 \$	691 226 \$

Au cours de l'exercice, un gain à la cession d'immobilisations corporelles destinées à la vente de 144 000 \$ (122 000 \$ en 2007) a été comptabilisé dans le poste coût des ventes, frais de vente et d'administration. Ces actifs ont trait principalement aux activités de notre secteur Produits laitiers Canada, Europe et Argentine.

Durant l'exercice 2007, une réduction à la juste valeur de 3 238 000 \$ a été comptabilisée pour certains bâtiments et pièces de machinerie et d'équipement. Cette charge est comprise dans l'amortissement des immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles destinées à la vente sont principalement constituées de machinerie, d'équipement et de bâtiments du Canada et des États-Unis qui seront vendus en raison de la fermeture de certaines usines.

La valeur comptable nette des immobilisations corporelles en cours de construction, qui ne font pas l'objet d'un amortissement, totalisait 46 593 000 \$ au 31 mars 2008 (22 518 000 \$ au 31 mars 2007); ces immobilisations sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

4. ÉCART D'ACQUISITION, MARQUES DE COMMERCE ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

	2008			2007		
	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total	Secteur Produits laitiers	Secteur Produits d'épicerie	Total
Écart d'acquisition						
Solde au début de l'exercice	377 949 \$	169 430 \$	547 379 \$	379 959 \$	164 513 \$	544 472 \$
Écart de conversion	(24 833)	-	(24 833)	(2 405)	-	(2 405)
Acquisitions d'entreprises (note 15)	-	-	-	395	4 917	5 312
Solde à la fin de l'exercice	353 116 \$	169 430 \$	522 546 \$	377 949 \$	169 430 \$	547 379 \$
Marques de commerce et autres actifs incorporels						
Solde au début de l'exercice	30 340 \$	2 000 \$	32 340 \$	30 589 \$	- \$	30 589 \$
Écart de conversion	(2 863)	-	(2 863)	(249)	-	(249)
Acquisitions d'entreprises (note 15)	9 080	-	9 080	-	2 000	2 000
Amortissement	(514)	-	(514)	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	36 043 \$	2 000 \$	38 043 \$	30 340 \$	2 000 \$	32 340 \$

5. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2008	2007
Actif net au titre des régimes de retraite (note 16)	56 239 \$	54 326 \$
Taxes à recevoir	10 822	12 626
Autres	8 196	6 774
	75 257 \$	73 726 \$

6. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire à court terme lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires d'un montant maximal d'environ 649 000 000 \$. Les emprunts de l'Amérique du Nord, qui expireront en décembre 2012, sont disponibles principalement en dollars américains ou l'équivalent en d'autres devises et portent intérêt à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 0,25 % ou du taux LIBOR ou du taux des acceptations bancaires majoré de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, en fonction du ratio de la dette portant intérêt par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices de la Société. 14 % des facilités de crédit bancaire à court terme sont disponibles pour les activités en Argentine et portent intérêt aux taux du marché local.

7. DETTE À LONG TERME

	2008	2007
Effets de premier rang		
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	174 505 \$	196 282 \$
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	51 325	57 730
Autres emprunts, remboursés en 2008	-	21
	225 830	254 033
Tranche échéant à moins d'un an	-	21
	225 830 \$	254 012 \$

Les versements estimatifs de capital à effectuer au cours des prochains exercices sont 174 505 000 \$ en 2010 et 51 325 000 \$ en 2015.

8. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2008	2007
Avantages sociaux futurs (note 16)	9 202 \$	9 430 \$
Autres	4 770	6 983
	13 972 \$	16 413 \$

9. CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et les privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

DIVIDENDE EN ACTIONS

Le 10 décembre 2007, la Société a déclaré un dividende en action de 100 % par lequel les actionnaires de la Société ont reçu une action supplémentaire pour chaque action détenue. Le dividende en action est applicable aux porteurs d'actions ordinaires inscrits à la fermeture des activités le 10 décembre 2007, ce qui a le même effet qu'un fractionnement des actions ordinaires en circulation de la Société. Les nombres et les prix d'actions ordinaires et les options d'achat d'actions ont été ajustés afin de tenir compte de ce dividende.

	2008	2007
ÉMIS		
205 962 964 actions ordinaires (207 353 834 en 2007)	536 921 \$	511 737 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008, 2 314 370 actions ordinaires (1 938 124 en 2007) ont été émises pour un montant de 28 366 000 \$ (20 886 000 \$ en 2007) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme une augmentation du surplus d'apport a été transféré au capital-actions à l'exercice de ces options. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, le montant transféré du surplus d'apport s'élève à 6 032 000 \$ (3 481 000 \$ en 2007).

Dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 13 novembre 2006, la Société pouvait acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 358 608 actions ordinaires jusqu'au 12 novembre 2007. Dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités, commencé le 13 novembre 2007, la Société peut acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 10 272 848 actions ordinaires jusqu'au 12 novembre 2008. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008, la Société a acheté 3 705 240 (2 813 400 en 2007) actions ordinaires à des prix variant de 21,73 \$ à 22,00 \$ l'action (de 17,38 \$ à 19,00 \$ en 2007). L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, d'un montant de 72 258 000 \$ (43 796 000 \$ en 2007), a été imputé aux bénéfices non répartis.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 28 000 000 d'actions. Le prix d'exercice de chaque option, avant le 31 juillet 2007, correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée des cours de clôture des actions pour les cinq jours précédant la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	2008			2007	
	Prix d'exercice	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
1998	4,25 \$	-	4,25 \$	38 000	4,25 \$
1999	de 8,06 \$ à 9,37 \$	20 480	9,22 \$	106 280	9,22 \$
2000	9,85 \$	111 404	9,85 \$	213 898	9,85 \$
2001	6,75 \$	217 836	6,75 \$	526 804	6,75 \$
2002	de 9,50 \$ à 11,50 \$	409 246	9,52 \$	838 410	9,52 \$
2003	15,18 \$	745 912	15,18 \$	1 085 188	15,18 \$
2004	11,25 \$	1 203 594	11,25 \$	1 597 510	11,25 \$
2005	16,53 \$	1 138 316	16,53 \$	1 454 626	16,53 \$
2006	18,08 \$	1 383 476	18,08 \$	1 655 864	18,08 \$
2007	16,35 \$	1 933 324	16,35 \$	2 194 636	16,35 \$
2008	23,09 \$	1 729 840	23,09 \$	-	- \$
		8 893 428	16,52 \$	9 711 216	14,32 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice		3 535 818	13,56 \$	4 023 642	12,02 \$

9. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Le nombre d'options a varié de la façon suivante :

	2008		2007	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	9 711 216	14,32 \$	9 758 486	13,18 \$
Options octroyées	1 779 172	23,09 \$	2 282 450	16,35 \$
Options levées	(2 314 370)	12,25 \$	(1 938 124)	10,78 \$
Options annulées	(282 590)	17,46 \$	(391 596)	15,13 \$
Solde à la fin de l'exercice	8 893 428	16,52 \$	9 711 216	14,32 \$

Le prix d'exercice des options octroyées au cours de l'exercice 2008 est de 23,09 \$ (16,35 \$ en 2007), ce qui correspond au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'octroi.

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées au cours de l'exercice 2008 a été estimée à 7,17 \$ par option (4,89 \$ en 2007) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2008	2007
Taux d'intérêt sans risque :	4,0 %	4,2 %
Durée prévue des options :	5 ans	5 ans
Volatilité :	25 %	35 %
Taux de dividendes :	2,1 %	2,5 %

Une charge de rémunération de 8 279 000 \$ (7 323 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 et de 7 917 000 \$ (6 958 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2007.

L'incidence de cette charge sur le bénéfice par action et le bénéfice dilué par action est de 0,04 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 et de 0,04 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2007.

Des options visant l'acquisition de 1 634 393 actions ordinaires à un prix de 27,81 \$ l'action ont également été octroyées le 1^{er} avril 2008.

RÉGIME D'OCTROI D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2004, tous les administrateurs admissibles de la Société ont reçu annuellement un nombre fixe d'unités d'actions différées (octroi annuel) qui ont été octroyées sur une base trimestrielle, conformément au régime d'unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir une somme en espèces ou des unités d'actions différées comme rémunération. Le nombre d'unités émises à chaque administrateur est basé sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Suivant la terminaison des fonctions d'un administrateur de la Société, un paiement en espèces égal à la valeur au marché des unités d'actions différées lui est versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La variation du passif est enregistrée comme une charge au coût des ventes, frais de vente et d'administration par la Société.

	2008		2007	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Au début de l'exercice	85 450	2 182 \$	55 808	1 009 \$
Octroi annuel	16 000	421	16 000	309
Rémunération du conseil	11 151	367	13 642	323
Augmentation en raison de la variation du prix des actions	-	477	-	541
À la fin de l'exercice	112 601	3 447 \$	85 450	2 182 \$

10. SURPLUS D'APPORT

	2008	2007
Surplus d'apport au début de l'exercice	18 864 \$	14 428 \$
Rémunération à base d'actions	8 279	7 917
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	974	-
Montant transféré au capital-actions	(6 032)	(3 481)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	22 085 \$	18 864 \$

11. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	2008	2007
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de l'exercice	(82 664) \$	(77 266) \$
Autres éléments du résultat étendu	(63 750)	(5 398)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice	(146 414) \$	(82 664) \$

12. AUTRES INTÉRÊTS

	2008	2007
Charges	7 707 \$	4 055 \$
Revenus	(1 169)	(7 553)
	6 538 \$	(3 498) \$

13. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2008	2007
Impôts exigibles	117 228 \$	98 169 \$
Impôts futurs	15 838	(1 525)
	133 066 \$	96 644 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, à la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2008	2007
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	131 946 \$	108 415 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	6 576	685
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(6 577)	(6 058)
Bénéfice découlant de placements dans des filiales	(12 038)	(8 033)
Rémunération à base d'actions	1 891	2 142
Effet des pertes fiscales reportables	4 480	(3 096)
Autres	6 788	2 589
Charge d'impôts sur les bénéfices	133 066 \$	96 644 \$

L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit :

	2008	2007
Actif d'impôts futurs		
Créditeurs et charges à payer	10 153 \$	6 895 \$
Pertes fiscales	904	10 681
Placement de portefeuille	738	1 151
Autres	8 563	7 272
	20 358 \$	25 999 \$
Passif d'impôts futurs		
Stocks	19 390 \$	5 863 \$
Immobilisations corporelles	79 395	82 757
Actif net au titre des régimes de retraite	12 092	13 423
Autres éléments d'actif	7 904	6 596
Dette à long terme	10 475	10 942
	129 256 \$	119 581 \$

13. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (suite)

Présentés dans les états financiers à titre de :

	2008	2007
Actif d'impôts futurs à court terme	17 150 \$	13 045 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	5 048	9 720
Passif d'impôts futurs à court terme	(19 790)	(1 294)
Passif d'impôts futurs à long terme	(111 306)	(115 053)
Passif d'impôts futurs, net	(108 898) \$	(93 582) \$

AVANTAGES FISCAUX LATENTS

Au 31 mars 2008, en plus des pertes fiscales enregistrées, la Société cumulait des pertes fiscales d'un montant d'environ 6 905 000 \$ (26 357 000 \$ en 2007) pouvant servir à réduire les revenus imposables futurs de ses filiales étrangères. Ces pertes peuvent être reportées indéfiniment.

14. RÉSULTAT PAR ACTION

	2008	2007
Bénéfice net	288 200 \$	238 467 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	205 660 927	207 440 308
Options dilutives	2 638 598	1 455 456
Nombre dilué d'actions ordinaires en circulation	208 299 525	208 895 764
Bénéfice de base par action	1,40 \$	1,15 \$
Bénéfice dilué par action	1,38 \$	1,14 \$

Lors du calcul du résultat dilué par action en 2007 et 2008, aucune option n'avait été exclue en raison de leur prix d'exercice inférieur à la valeur de marché moyenne de l'action.

Les actions acquises au cours de l'exercice, dans le cadre des deux programmes de rachat dans le cours normal des activités, ont été exclues du calcul du résultat par action à la date d'acquisition.

15. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Le 2 avril 2007, la Société a acquis les activités fromagères industrielles de Land O'Lakes sur la côte ouest américaine pour une contrepartie en espèces de 250 904 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 22 620 000 \$ pour le fonds de roulement, de 222 504 000 \$ pour les immobilisations et de 5 780 000 \$ pour les actifs intangibles.

Au cours de l'exercice 2008, la Société a aussi acquis des quotas d'importation d'une entreprise sujette à l'influence notable de son principal actionnaire pour la Division Produits laitiers (Canada) pour une contrepartie en espèces de 3 300 000 \$. Cet achat a été alloué aux actifs intangibles.

Le 13 avril 2006, la Société a acquis les activités de Spezialitäten-Käserei De Lucia GmbH (un fabricant de fromage allemand produisant des spécialités fromagères de type italien) pour une contrepartie en espèces de 7 086 000 \$, qui a été principalement attribuée aux immobilisations corporelles.

Le 28 juillet 2006, la Société a acquis les activités de Boulangerie Rondeau inc. et de Biscuits Rondeau inc. (des fabricants de tartes et de biscuits frais exerçant leurs activités au Canada) pour une contrepartie en espèces de 12 545 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 1 218 000 \$ pour le fonds de roulement, de 4 410 000 \$ pour les immobilisations corporelles, de 4 917 000 \$ pour l'écart d'acquisition et de 2 000 000 \$ pour les marques de commerce.

Le 23 mars 2007, la Société a acquis les activités de Dansco Dairy Products Limited (un fabricant du Royaume-Uni produisant principalement de la mozzarella) pour une contrepartie en espèces de 12 163 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 3 935 000 \$ pour le fonds de roulement et de 8 228 000 \$ pour les immobilisations corporelles.

16. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

En vertu des dispositions des régimes à prestations déterminées, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire de fin de carrière. Les cotisations versées par les employés et les cotisations de la Société sont établies suivant les conseils d'actuariers indépendants. Des évaluations actuarielles ont été effectuées en décembre 2006 et en juillet 2007. La date de mesure des actifs et des passifs des régimes de retraite est le 31 décembre.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle donnant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions de sociétés canadiennes et étrangères (53 %), de titres à revenus fixes (43 %) ainsi que d'encaisses et placements à court terme (4 %).

SITUATION FINANCIÈRE DES RÉGIMES

	2008		2007	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes d'avantages sociaux
Évolution de l'obligation au titre des prestations constituées				
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	199 938 \$	13 143 \$	200 370 \$	13 001 \$
Augmentation au cours de l'exercice	-	588	-	-
Coût des services rendus au cours de l'exercice	7 756	224	7 096	256
Frais d'intérêts	10 361	667	10 339	658
Prestations versées	(12 690)	(1 368)	(14 612)	(1 144)
Pertes actuarielles (gains actuariels)	(8 805)	(278)	(3 225)	406
Gain de change	(390)	(292)	(30)	(34)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	196 170	12 684	199 938	13 143
Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	193 146	-	175 819	-
Rendement réel de l'actif des régimes	657	-	19 254	-
Cotisations patronales	10 101	1 196	11 563	944
Cotisations salariales	1 125	172	1 150	200
Prestations versées	(12 690)	(1 368)	(14 613)	(1 144)
Perte de change	(279)	-	(27)	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	192 060	-	193 146	-
Situation de capitalisation				
Déficit, à la fin de l'exercice	(4 111)	(12 684)	(6 792)	(13 143)
Pertes actuarielles non amorties	65 903	2 223	67 104	2 251
Coût des services passés non amorti	963	201	1 081	231
Provision pour moins-value	(573)	-	(181)	-
Obligation transitoire non amortie	(7 593)	973	(8 749)	1 169
Actif (passif) à la date de mesure	54 589	(9 287)	52 463	(9 492)
Cotisations patronales entre la date de mesure et la fin de l'exercice	1 650	85	1 863	62
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	56 239 \$	(9 202) \$	54 326 \$	(9 430) \$

16. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (suite)

La majorité des régimes de retraite à prestations déterminées présentent des obligations au titre des prestations constituées supérieures à l'actif net des régimes.

CHARGE AU TITRE DES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

	2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux
Régimes à prestations déterminées				
Coût des services courants de l'employeur	6 631 \$	52 \$	5 946 \$	56 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	10 361	667	10 339	658
Rendement réel de l'actif des régimes	(657)	-	(19 254)	-
Pertes actuarielles (gains actuariels)	(8 805)	(278)	(3 225)	406
Modification des régimes	-	-	-	-
Compression et règlement des régimes	-	-	-	-
Charge au titre des régimes avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût	7 530	441	(6 194)	1 120
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel de l'actif des régimes	(12 765)	-	6 538	-
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et les modifications des régimes pour l'exercice	115	31	115	31
Écart entre les pertes actuarielles nettes constatées et les pertes actuarielles réelles sur l'obligation au titre des prestations constituées	13 858	636	8 608	(140)
Amortissement de l'obligation transitoire	(1 156)	196	(1 156)	196
Charge au titre des régimes à prestations déterminées avant la provision pour moins-value	7 582	1 304	7 911	1 207
Provision pour moins-value	392	-	181	-
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	7 974	1 304	8 092	1 207
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	12 733	-	11 929	-
Total de la charge au titre des régimes d'avantages sociaux	20 707 \$	1 304 \$	20 021 \$	1 207 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2008, la charge totale de la Société au titre des régimes d'avantages sociaux s'est élevée à 22 011 000 \$ (21 228 000 \$ en 2007) et la cotisation totale versée par la Société s'est chiffrée à 24 030 000 \$ (24 436 000 \$ en 2007).

Hypothèses moyennes pondérées

Pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation	5,61%	5,44%	5,26%	5,35%
Taux de croissance de la rémunération	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%
Pour calculer la charge au titre des régimes d'avantages sociaux :				
Taux d'actualisation	5,26%	5,35%	5,26%	5,31%
Taux de rendement à long terme prévu de l'actif des régimes	7,30%	s.o.	7,31%	s.o.
Taux de croissance de la rémunération	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%

Aux fins de calcul, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts liés à l'assurance-maladie, à l'assurance-vie et aux soins dentaires a été fixé entre 6,6 % et 9 % pour l'exercice 2009 et devrait diminuer graduellement pour atteindre 6 % en 2013. En comparaison, ce taux a été fixé entre 7 % et 10 % pour l'exercice 2008 et devait diminuer graduellement pour atteindre 5,1 % en 2012.

17. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et du matériel roulant. Les loyers minimaux exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2009	11 864 \$
2010	9 241
2011	7 417
2012	5 455
2013	4 359
Exercices subséquents	8 672
	47 008 \$

La Société est défenderesse à certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations n'aura aucune incidence importante sur ses résultats ou sur sa situation financière. Durant l'exercice 2007, une proposition de changement avec incidence rétroactive à une loi fiscale provinciale a été adoptée. Un avis de cotisation d'un montant d'environ 12 000 000 \$ a été émis à la suite de l'adoption de cette proposition. En s'appuyant sur des fondements juridiques, la Société est d'avis qu'elle n'aura pas à payer les montants demandés dans l'avis de cotisation. Par conséquent, aucun montant à l'égard de cet avis de cotisation n'a été inclus dans les états financiers.

INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnités à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces clauses d'indemnité peuvent toucher des ruptures de représentations et de garanties, de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnité sont de durées variées. Au 31 mars 2008, étant donné que la nature et le montant de ces indemnités dépendaient d'événements futurs, la Société n'était pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnité important par le passé et, aux 31 mars 2008 et 2007, elle n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnités.

CONTRATS DE LOCATION

La Société garantit à certains bailleurs une tranche de la valeur résiduelle de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation dont les derniers viennent à échéance en 2014. Si la valeur de marché des activités louées, à l'échéance de leur contrat de location-exploitation respectif, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Société est tenue d'indemniser le bailleur pour le manque à gagner, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale. La Société est d'avis que le montant d'indemnité potentiel n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société reçoit des services de sociétés qui sont sous influence notable de son actionnaire principal ou fournit des services à ces sociétés. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui correspond à la juste valeur de marché. Tous les montants sont inclus au poste Coût des ventes, frais de vente et d'administration de l'état des résultats.

Les services reçus sont les suivants :

	2008	2007
Frais de location, de déplacement et de logement	2 135 \$	2 164 \$
Frais de gestion pour la rémunération du président du conseil d'administration	500	500
	2 635 \$	2 664 \$

Les services fournis sont les suivants :

	2008	2007
Frais de gestion pour des services fournis par la Société	175 \$	175 \$

Il n'y avait aucun montant à recevoir ou à payer relativement à ces opérations aux 31 mars 2008 et 2007.

19. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. Le risque de marché inclut le risque de prix (dont le risque de prix des marchandises ainsi que le risque des marchandises quotées), le risque de taux de change ainsi que le risque de taux d'intérêt. Ces instruments financiers font l'objet de conditions standard de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de procédures de contrôles. L'analyse qui suit fournit des mesures du risque aux dates de bilans :

A) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a effectué les classements suivants dans la façon de déterminer la juste valeur de chacun de ses instruments financiers :

Les espèces et quasi-espèces sont considérées comme des actifs détenus à des fins de transactions et sont évaluées à la juste valeur.

Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement.

Le placement de portefeuille est considéré comme disponible à la vente et est évalué au coût amorti puisqu'il n'est pas inscrit sur un marché actif.

Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement.

Les emprunts bancaires sont classés comme un passif financier détenu à des fins de transactions et sont mesurés à la juste valeur.

Les créditeurs et charges à payer, les autres éléments du passif et les dettes à long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement, à l'exception du passif en lien avec les unités d'actions différées qui sont mesurées selon la juste valeur.

La Société a déterminé que la juste valeur de ces actifs et passifs financiers correspondent à leurs valeurs comptables aux dates des bilans.

La juste valeur de la dette à long terme, estimée selon les flux de trésorerie actualisés, aux taux offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes conditions et échéances, soit 251 598 000 \$ (277 500 000 \$ au 31 mars 2007).

B) RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont sujets à une concentration du risque de crédit pour la Société sont les quasi-espèces et les comptes débiteurs.

Les quasi-espèces sont principalement composées de dépôts à court terme. Aucune quasi-espèce n'est constituée d'actifs soutenus par du papier commercial. La Société a déposé les quasi-espèces auprès d'institutions financières réputées, ce qui porte la direction à croire que le risque de perte est minime.

La Société fournit du crédit à ses clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière et les états financiers tiennent compte d'une provision pour créances douteuses.

La Société considère qu'elle ne possède aucun risque de concentration de crédit en lien avec des comptes à recevoir des clients, considérant la diversité et l'ampleur de sa clientèle et de sa diversité géographique. Il n'y a aucun compte à recevoir supérieur à 10 % du solde total des comptes à recevoir au 31 mars 2008.

La provision pour créances douteuses ainsi que les comptes à recevoir échus sont revus par la direction à toutes les dates de bilan. La Société révisé l'estimation de sa provision pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité des comptes à recevoir en fonction du solde de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus. Les comptes à recevoir sont radiés une fois déterminés comme étant non recouvrables.

En moyenne, la Société possède 10 % des comptes à recevoir considérés comme échus au-delà des termes standard, mais qui ne sont pas dépréciés. La valeur comptable des comptes à recevoir est réduite par la provision pour créances douteuses et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état des résultats dans les dépenses d'opérations. Lorsqu'un solde recevable est considéré comme non recouvrable, il est mis en contrepartie de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des dépenses d'opérations dans l'état des résultats. Cependant, la direction ne croit pas que ces provisions soient significatives.

C) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère ses liquidités en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel que mentionné dans la note 20 des états financiers consolidés (« Gestion du capital »). De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les liquidités projetées et actuelles. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et les dépenses de capital de la Société ainsi que toutes les transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

Au 31 mars 2008, la Société détenait des espèces et quasi-espèces équivalant à 165 710 000 \$. La Société dispose également de facilités de crédit à court terme (note 6) pour un montant de 649 000 000 \$. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que les risques de liquidité auxquels la Société est exposée sont faibles.

19. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

D) RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La facilité de crédit à court terme porte intérêt à des taux variables. La dette à long terme possède un taux fixe donc aucun risque d'intérêt ne subsiste sur cette dette.

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008, la dépense d'intérêt sur la dette à long terme totalise 18 806 000 \$ (22 603 000 \$ au 31 mars 2007). Le montant d'intérêts courus au 31 mars 2008 représente 7 049 000 \$ (7 929 000 \$ au 31 mars 2007).

Selon les soldes au 31 mars 2008, une augmentation de 1% du taux d'intérêt impliquerait une diminution de 2 200 000 \$ du bénéfice avant impôts. Pour une diminution de 1% du taux d'intérêt, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice avant impôts.

E) RISQUE LIÉ À LA VARIATION DE TAUX DE CHANGE

La Société opère dans différents pays et est donc exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises étrangères. Le risque lié à la variation de taux de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont transigées en devises qui ne sont pas la devise opérationnelle standard de la Société faisant partie de la transaction. La Société a des contrats en devises étrangères en date du bilan pour l'achat de 2 400 00 euros (1 300 000 euros et 5 500 000 \$ US en 2007).

La Société est principalement touchée par la variation des taux de change du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une appréciation de 1% du dollar américain par rapport au dollar canadien. Pour une dépréciation de 1% du dollar américain par rapport au dollar canadien, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat étendu.

	2008
	Impact du dollar américain
Augmentation du bénéfice net	681 \$
Augmentation du résultat étendu	5 070 \$

F) RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

La Société effectue occasionnellement des contrats de couverture afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises. À la date du bilan, les contrats en cours ont une valeur positive de 600 000 \$ (valeur négative de 756 000 \$ en 2007).

20. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre sa stratégie de croissance et ainsi pouvoir effectuer des acquisitions spécifiques tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel est de fournir un retour sur investissement adéquat aux investisseurs. De plus, la Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, une utilisation judicieuse de son capital.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et du capital-actions. La dette nette est composée d'emprunts bancaires ainsi que de dette portant intérêts, net des espèces et quasi-espèces. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer l'augmentation des éléments hors caisse du fonds de roulement ainsi que de supporter les dépenses en capital telles que l'augmentation des capacités et les acquisitions d'entreprises.

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de dette nette sur capital-actions. Au 31 mars 2008 ainsi qu'au 31 mars 2007, la dette nette sur le capital-actions était comme suit :

	2008	2007
Emprunts bancaires	222 584 \$	139 001 \$
Portion court terme de la dette à long terme	-	21
Dette à long terme	225 830	254 012
Espèces et quasi-espèces	(165 710)	(276 894)
Dette nette	282 704	116 140
Capitaux propres	1 619 160	1 533 018
Dette nette sur les capitaux propres	0,17:1	0,08:1

La Société croit que les résultats du ratio actuel interne est consistant avec les objectifs en matière de gestion du capital de la direction.

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle et la Société respecte ses ratios au 31 mars 2008.

La Société n'est pas sujette à aucune exigence de la part d'un organisme de réglementation.

21. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs : le secteur Produits laitiers et le secteur Produits d'épicerie.

Le secteur Produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromage et de lait nature. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada, en Europe, en Argentine (CEA) et aux États-Unis (USA).

Le secteur Produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de commercialisation de petits gâteaux. L'actif total du secteur Produits d'épicerie comprend le placement de portefeuille.

Ces secteurs sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

Information par secteur d'activité

	2008			2007		
	CEA	États-Unis	Total	CEA	États-Unis	Total
Revenus ¹						
Produits laitiers	2 966 293 \$	1 927 983 \$	4 894 276 \$	2 794 099 \$	1 036 830 \$	3 830 929 \$
Produits d'épicerie	164 624	-	164 624	170 051	-	170 051
	3 130 917 \$	1 927 983 \$	5 058 900 \$	2 964 150 \$	1 036 830 \$	4 000 980 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	363 365 \$	145 478 \$	508 843 \$	317 086 \$	82 890 \$	399 976 \$
Produits d'épicerie	17 201	-	17 201	26 356	-	26 356
	380 566 \$	145 478 \$	526 044 \$	343 442 \$	82 890 \$	426 332 \$
Amortissement des immobilisations corporelles						
Produits laitiers	36 810 \$	34 780 \$	71 590 \$	36 163 \$	29 849 \$	66 012 \$
Produits d'épicerie	7 844	-	7 844	6 104	-	6 104
	44 654 \$	34 780 \$	79 434 \$	42 267 \$	29 849 \$	72 116 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	326 555 \$	110 698 \$	437 253 \$	280 923 \$	53 041 \$	333 964 \$
Produits d'épicerie	9 357	-	9 357	20 252	-	20 252
	335 912 \$	110 698 \$	446 610 \$	301 175 \$	53 041 \$	354 216 \$
Intérêts			25 344			19 105
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices			421 266			335 111
Impôts sur les bénéfices			133 066			96 644
Bénéfice net			288 200 \$			238 467 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

21. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Information géographique

	2008				2007			
	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total	Canada	Argentine et Europe	États-Unis	Total
Revenus ¹								
Produits laitiers	2 700 962 \$	265 331 \$	1 927 983 \$	4 894 276 \$	2 566 645 \$	227 454 \$	1 036 830 \$	3 830 929 \$
Produits d'épicerie	164 624	-	-	164 624	170 051	-	-	170 051
	2 865 586 \$	265 331 \$	1 927 983 \$	5 058 900 \$	2 736 696 \$	227 454 \$	1 036 830 \$	4 000 980 \$
Total de l'actif								
Produits laitiers	1 075 228 \$	237 687 \$	1 114 556 \$	2 427 471 \$	1 014 705 \$	206 145 \$	961 923 \$	2 182 773 \$
Produits d'épicerie	306 005	-	-	306 005	305 594	-	-	305 594
	1 381 233 \$	237 687 \$	1 114 556 \$	2 733 476 \$	1 320 299 \$	206 145 \$	961 923 \$	2 488 367 \$
Valeur comptable nette des immobilisations corporelles								
Produits laitiers	342 908 \$	91 645 \$	391 537 \$	826 090 \$	332 980 \$	102 073 \$	209 666 \$	644 719 \$
Produits d'épicerie	45 649	-	-	45 649	46 507	-	-	46 507
	388 557 \$	91 645 \$	391 537 \$	871 739 \$	379 487 \$	102 073 \$	209 666 \$	691 226 \$
Ajouts aux immobilisations corporelles								
Produits laitiers	42 113 \$	7 674 \$	42 594 \$	92 381 \$	24 264 \$	28 588 \$	15 699 \$	68 551 \$
Produits d'épicerie	9 342	-	-	9 342	7 576	-	-	7 576
	51 455 \$	7 674 \$	42 594 \$	101 723 \$	31 840 \$	28 588 \$	15 699 \$	76 127 \$
Écart d'acquisition								
Produits laitiers	156 324 \$	395 \$	196 397 \$	353 116 \$	156 324 \$	395 \$	221 230 \$	377 949 \$
Produits d'épicerie	169 430	-	-	169 430	169 430	-	-	169 430
	325 754 \$	395 \$	196 397 \$	522 546 \$	325 754 \$	395 \$	221 230 \$	547 379 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

22. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 1^{er} avril 2008, la Société a acquis les activités fromagères d'Alto Dairy Cooperative aux États-Unis pour une contrepartie en espèces de 163 000 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs étaient de 27 000 000 \$ pour le fonds de roulement, de 72 500 000 \$ pour les immobilisations et de 63 500 000 \$ pour l'écart d'acquisition. La répartition finale du prix d'acquisition sera terminée au cours du prochain exercice.

23. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION des actionnaires

SIÈGE SOCIAL

Saputo inc.
6869 boul. Métropolitain Est
St-Léonard QC Canada H1P 1X8
Téléphone : 514.328.6662
Télécopieur : 514.328.3310
www.saputo.com

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mercredi 6 août 2008, à 11 h
Salon Laval, Hôtel Sheraton Laval
2440 autoroute des Laurentides
Laval QC Canada H7T 1X5

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Communications corporatives
Téléphone : 514.328.3377
Télécopieur : 514.328.3364
Courriel : investisseurs@saputo.com

BOURSE

Toronto
Symbole : SAP

AGENT DE TRANSFERT

Société de fiducie Computershare du Canada
1500 rue University, bureau 700
Montréal QC Canada H3A 3S8
Téléphone : 514.982.7888

VÉRIFICATEURS EXTERNES

Deloitte & Touche s.r.l., Montréal QC

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Saputo inc. verse des dividendes trimestriels en espèces sur les actions ordinaires s'élevant à 0,12 \$ par action, ce qui représente un dividende annuel de 0,48 \$ par action. Le solde du bénéfice réalisé est réinvesti pour financer la croissance des activités de la Société.

Le conseil d'administration peut en tout temps et à son entière discrétion réviser la politique de la Société en matière de dividendes, en fonction de la situation financière, des résultats d'exploitation, des besoins en capitaux ou de tout autre facteur qu'il juge pertinent.

*An English copy will be sent to you
upon request to:*

Saputo Inc.
Corporate Communications
6869 Métropolitain Blvd. East
St-Léonard QC Canada H1P 1X8
Telephone: 514.328.3377
Fax: 514.328.3364
Email: investors@saputo.com

Photographies: Todd Davis, Simon Dawson, Marie-Reine Mattera, Martin Meissner, André Périard, Roth and Ramberg, Valerie Simmons, Larry Slater, Tango Photographie, Guy Tessier et Tracy Birdsell Photography.

Nous désirons remercier Campbell Appleton, Marie-Eve Cadieux, Nicole Fisher, Sebastián García Aleman, Alejandro Hernandez, Fannie Perron, Daphne Price, John Wegenast et Clifton Young, pour leur contribution à l'ajout d'éléments visuels.

Conception graphique: dyade.com

Imprimé au Canada



Ce document est imprimé en partie sur du papier dont les fibres proviennent de forêts bien gérées selon les certifications forestières FSC et PEFC ainsi que sur du papier contenant 30 % de fibres postconsommation, certifié Choix environnemental et FSC Sources Mixtes, fabriqué à partir d'énergie biogaz.

Saputo

www.saputo.com